

RÈGLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1, r. 50)

TITRE I **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1. (Abrogé).

D. 660-83, a. 1; A.M. 2003-01, a. 1.

1.1. Les contrats à terme sur marchandises, sur produits financiers, sur devises et sur indices boursiers deviennent une forme d'investissement assujettie aux titres V à VII et IX à XI de la Loi, compte tenu des adaptations nécessaires. La Commission a le pouvoir de décider des adaptations nécessaires à l'application de ces dispositions aux contrats à terme.

D. 1758-84, a. 1.

1.2. Les personnes déjà inscrites auprès de la Commission n'ont pas besoin d'une nouvelle inscription pour exercer l'activité d'intermédiaire à l'égard des contrats à terme.

D. 1758-84, a. 1.

1.3. L'intermédiaire qui effectue pour le compte d'un client une opération sur des contrats à terme doit lui remettre avant la première opération, au lieu du document prévu à l'article 167 de la Loi, le document d'information prévu par règlement.

D. 1758-84, a. 1; A.M. 2003-01, a. 2.

1.4. Les opérations sur les marchés à terme ne peuvent porter que sur des contrats figurant sur la liste établie par la Commission. Cette liste comprend les contrats approuvés soit par la Commission, soit, dans le cas de bourses établies dans une autre province canadienne ou aux États-Unis, par l'autorité de contrôle désignée par elle.

La Commission peut radier un contrat de cette liste.

D. 1758-84, a. 1.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

1.5. Toutefois, la règle établie à l'article 1.4 est sans application dans le cas de l'opérateur professionnel, c'est-à-dire de la personne qui exerce habituellement une activité professionnelle l'exposant à un risque de prix et qui se protège par des opérations sur des marchés où se négocient des contrats à terme propres à le garantir contre ce risque.

D. 1758-84, a. 1.

1.6. La personne qui effectue des opérations sur des marchés à terme pour le seul compte d'opérateurs professionnels est dispensée de s'inscrire auprès de la Commission pour exercer l'activité d'intermédiaire à l'égard des contrats à terme, aux conditions suivantes:

- 1° elle est une des participantes agréées par la Bourse de Montréal;
- 2° elle est soumise aux règlements et aux règles de fonctionnement de la Bourse de Montréal concernant les contrats à terme;
- 3° le responsable de la négociation de ces contrats à la préparation professionnelle exigée par la Bourse de Montréal.

D. 1758-84, a. 1; D. 1622-90, s. 1; A.M. 2003-01, a. 3.

1.7. Une part de société en commandite est une forme d'investissement soumise à la Loi, comme les autres formes d'investissement énumérées à l'article 1 de la Loi.

D. 1263-85, a. 1.

2. (Abrogé).

D. 660-83, a. 2; A.M. 2005-04, a. 1.

3. En vue de l'application de la Loi et du règlement, l'une ou l'autre des valeurs suivantes est admise à titre de «valeurs de premier ordre»:

- 1° les titres d'emprunt garantis par l'une des sûretés suivantes:
 - a) une hypothèque de premier rang ou un privilège sur un immeuble;
 - b) le nantissement d'équipement, dans le cas d'une société qui a régulièrement assuré le service des intérêts sur son emprunt au cours des 5 derniers exercices;
 - c) le nantissement de titres qui constituent des valeurs de premier ordre ou qui sont visés au paragraphe 1° de l'article 3 ou au paragraphe 1° ou 2° de l'article 41 de la Loi;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

2° les titres d'emprunt émis ou garantis:

a) soit par une société dont les actions ordinaires, subalternes ou privilégiées constituent des valeurs de premier ordre;

b) soit par une société qui a réalisé, au cours des 5 derniers exercices, un bénéfice cumulé égal au moins à 10 fois les charges d'intérêt sur les emprunts contractés ou garantis par elle, déduction faite de la partie rangée sous le passif à court terme;

3° les actions privilégiées émises:

a) soit par une société qui a distribué, au cours des 5 derniers exercices, le dividende stipulé sur toutes ses actions privilégiées;

b) soit par une société dont les actions ordinaires ou subalternes constituent des valeurs de premier ordre;

4° les actions ordinaires ou subalternes inscrites à la cote d'une bourse reconnue à cette fin par la Commission et émises par une société qui, au cours de ses 5 derniers exercices, a distribué, ou réalisé un bénéfice lui permettant de distribuer, après prélèvement des dividendes prioritaires, un dividende correspondant à 4 % au moins de la valeur moyenne de ces actions d'après le compte capital-actions.

Dans le présent article, le terme «exercice» s'entend d'une période comptable normale d'un an, en sorte qu'il faut procéder aux ajustements nécessaires dans le cas d'une société qui a eu une période comptable supérieure ou inférieure à un an.

Dans le cas d'une société qui résulte d'une fusion ou d'une société mère qui possède une participation de plus de 50% dans une autre société, les critères financiers sont appliqués en fonction des comptes consolidés.

D. 660-83, a. 3; D. 1263-85, a. 2.

3.1. Pour l'application du paragraphe 9° de la définition de «placement» prévue à l'article 5 de la Loi, la portion déterminée que doit posséder une personne ou un groupe de personne est de plus de 20 % de titres comportant droit de vote et la portion déterminée dont doit se départir la personne ou le groupe de personnes, conformément aux modalités prévues par règlement, est un seul titre.

A.M. 2005-22, a. 1.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

4. (Abrogé).

D. 660-83, a. 4; D. 1263-85, a. 3; D. 1622-90, a. 2; A.M. 2003-01, a. 4; A.M. 2005-04, a. 1.

5. Les documents prévus par règlement présentent les informations requises avec clarté, en regroupant les éléments sous des titres et des sous-titres appropriés et en utilisant des tableaux pour simplifier la présentation.

D. 660-83, a. 5; A.M. 2003-01, a. 5.

6. La Commission peut désigner les éléments des documents d'information prévus par règlement qui doivent être retenus, lorsqu'elle juge que l'information présentée risque d'induire en erreur les épargnants.

D. 660-83, a. 6; A.M. 2003-01, a. 6.

7. La Commission peut exiger la présentation dans le prospectus d'éléments d'information non prévus par règlement lorsqu'elle estime que la forme d'investissement proposée le requiert.

D. 660-83, a. 7; A.M. 2003-01, a. 7.

8. (Abrogé).

D. 660-83, a. 8; A.M. 2003-01, a. 8.

9. Il n'est pas nécessaire de faire référence à une rubrique d'un document prévu par règlement qui se trouve sans objet, ni de répéter les informations prévues par plus d'une rubrique.

D. 660-83, a. 9; A.M. 2003-01, a. 9.

10. Là où un règlement prévoit des tableaux, il faut respecter l'essentiel de la présentation.

D. 660-83, a. 10; A.M. 2003-01, a. 10.

11. L'information prévue par règlement peut être présentée sous forme résumée, pour autant qu'elle ne devienne pas fautive ou trompeuse.

D. 660-83, a. 11; A.M. 2003-01, a. 11.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

12. *La Commission peut permettre l'omission d'une information dans un document prévu par règlement lorsqu'elle estime que cette information est sans intérêt.*

D. 660-83, a. 12; A.M. 2003-01, a. 12.

13. *Les articles 16, 23, 27, 29 à 33.2, 37 à 37.2, 50, 53, 60, 77 à 83 et les paragraphes 1° à 3° de l'article 93 s'appliquent également au prospectus provisoire.*

D. 660-83, a. 13, D. 1622-90, a. 3; D. 30-96, a. 1; A.M. 2003-01, a. 13; A.M. 2005-04, a. 2 A.M. 2005-22, a. 2.

14. *Un organisme reconnu dépose, au moment du dépôt des états financiers prévus à l'article 184 de la Loi, les informations suivantes établies à la date du dépôt:*

1° la liste de ses dirigeants;

2° la liste de ses membres

D. 660-83, a. 14.

14.01. *Pour qu'une société puisse être considérée comme «société fermée» au sens de l'article 5 de la Loi, elle doit satisfaire aux conditions que doit remplir un émetteur pour être considéré comme «émetteur fermé» au sens du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-20 du 12 août 2005.*

D. 748-2005, a. 1

14.1. *(Abrogé).*

D. 1548-96, a. 1; D. 1247-2001, a. 1; A.M. 2003-01, a. 14.

14.2. *(Abrogé).*

D. 1548-96, a. 1, A.M. 2003-01, a. 14.

14.3. *(Abrogé).*

D. 1247-2001, a. 2; A.M. 2003-01, a. 14.

TITRE II
APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE

CHAPITRE I
PROSPECTUS

SECTION I
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

15. *La demande de visa se fait par le dépôt du prospectus provisoire ou du projet de prospectus, accompagné des documents prévus par règlement.*

D. 660-83, a. 15; A.M. 2003-01, a. 15.

16. *Le prospectus, autre qu'un prospectus simplifié, présente l'information prévue à l'annexe I ou, dans le cas des parts d'un fonds commun de placement ou des actions d'une société d'investissement à capital variable, par règlement.*

D. 660-83, a. 16; A.M. 2003-01, a. 16.

17. *Le prospectus déposé aux seules fins de permettre l'assujettissement d'un émetteur conformément à l'article 68 de la Loi présente l'information prévue par règlement compte tenu des adaptations nécessaires.*

D. 660-83, a. 17; A.M. 2003-01, a. 17.

18. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 18; A.M. 2003-01, a. 18.

18.1. *La Commission peut exiger d'un dirigeant ou d'un promoteur d'un émetteur ou du promoteur d'une affaire qu'il remplisse le formulaire 4.*

D. 977-88, a. 1.

19. *La Commission peut exiger que l'information soit mise à jour si le prospectus n'est pas visé après un délai de plus de 90 jours à compter de la date du visa du prospectus provisoire ou du dépôt du projet de prospectus.*

D. 660-83, a. 19; D. 226-93, a. 1.

20. *Lorsque le placement est effectué par une personne qui n'est pas inscrite comme le prévoit l'article 148 de la Loi, la Commission peut refuser de viser le prospectus tant que la personne n'est pas inscrite à titre de courtier.*

D. 660-83, a. 20.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

21. La Commission peut refuser d'apposer son visa si l'émetteur n'a pas satisfait aux obligations d'information prévues par les lois du lieu de sa constitution.

D. 660-83, a. 21.

22. La Commission peut refuser d'apposer son visa dans le cas d'un placement qui ne respecte pas l'une des règles suivantes:

1° dans le cas d'une prise ferme, le courtier s'engage à prendre livraison des titres ou à renoncer au placement dans un délai de six semaines à compter du visa du prospectus;

2° dans le cas d'un placement pour compte comportant un minimum de fonds à réunir, le produit du placement est déposé auprès d'une personne acceptée par la Commission et qui s'engage à le remettre aux souscripteurs si ce minimum n'est pas atteint;

3° dans le cas d'un placement pour compte comportant un minimum de fonds à réunir, ce minimum doit être réuni dans un délai maximal de 90 jours après le visa du prospectus, à moins que la Commission n'autorise une prolongation et que le consentement des souscripteurs ne soit obtenu.

La règle prévue au paragraphe 2° est sans application lorsque le placement est effectué par un courtier de plein exercice qui n'est pas un remisier et qui est membre d'un organisme d'autoréglementation reconnu par la Commission, à la condition qu'il tienne un registre, contenant la date de la souscription, le nom et le numéro de compte ou l'adresse de chaque souscripteur et le nombre de titres souscrits.

D. 660-83, a. 22; D. 1263-85, a. 4; A.M. 2003-01, a. 19.

23. Lorsque l'une des règles prévues à l'article 22 trouve application, il en est fait état en page de titre du prospectus.

D. 660-83, a. 23.

24. La Commission peut refuser d'apposer son visa sur le prospectus déposé par l'émetteur qui compte effectuer lui-même le placement dans les cas suivants:

1° l'émetteur n'a pas son siège social au Québec;

2° une rémunération est versée aux dirigeants ou aux salariés du fait du placement.

D. 660-83, a. 24.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

25. Dans le cas d'un placement effectué par l'émetteur lui-même, l'octroi du visa du prospectus est subordonné aux conditions suivantes:

- 1° l'émetteur dépose un prospectus provisoire auprès de la Commission;
- 2° l'émetteur dépose, au plus tard au moment du dépôt du prospectus provisoire, sa demande d'inscription à titre d'émetteur-placeur conformément à l'article 192;
- 3° l'émetteur dépose, au moment du dépôt du prospectus définitif, la liste des souscripteurs sollicités conformément au paragraphe 3° de l'article 21 de la Loi;
- 4° l'émetteur dépose, dès la fin du placement, la liste des souscripteurs indiquant le nom et l'adresse de chaque souscripteur ainsi que le nombre de titres souscrits;
- 5° les dirigeants de l'émetteur et les personnes avec qui ils ont des liens ne peuvent souscrire les titres qui font l'objet du placement que dans la mesure où une déclaration en est faite au prospectus.

Dans le cas prévu au paragraphe 2°, la Commission accorde provisoirement l'inscription à titre d'émetteur-placeur. L'émetteur doit obtenir son inscription avant l'octroi du visa du prospectus.

D. 660-83, a. 25.

26. Lorsque l'émetteur place des actions, autres que des actions privilégiées, ne comportant pas droit de vote ou comportant des droits de vote inégaux ou des titres convertibles en actions de ce type, il s'engage à convoquer tous les éventuels porteurs de titres offerts à toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, des actionnaires.

D. 660-83, a. 26.

27. Le prospectus portant sur des titres d'emprunt émis par une société de crédit, sans acte de fiducie, signale ce fait en page de titre.

D. 660-83, a. 27.

28. La Commission peut refuser d'apposer son visa lorsque le service des transferts et la tenue du registre des porteurs ne sont pas assurés par des personnes acceptées par la Commission.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

En outre, l'émetteur s'engage à ne pas remplacer ces personnes sans l'accord de la Commission.

D. 660-83, a. 28.

29. *Le prospectus relatif à un placement qui est fait seulement au Québec contient la mention suivante:*

«La Loi sur les valeurs mobilières du Québec confère à l'acquéreur un droit de résolution qui ne peut être exercé que dans les deux jours suivants la réception du prospectus ou de toute modification de celui-ci.

Cette loi permet également à l'acquéreur de demander la nullité, la révision du prix ou, dans certains cas, des dommages-intérêts par suite d'opérations de placement effectuées avec un prospectus contenant des informations fausses ou trompeuses ou par le fait de ne pas transmettre le prospectus. Toutefois, ces diverses actions doivent être exercées dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un conseiller juridique.»

D. 660-83, a. 29; D. 1263-85, a. 5; D. 697-87, a. 2; D. 977-88, a. 2; A.M. 2003-01, a. 20.

30. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 30; A.M. 2003-01, a. 21.

30.1. *(Abrogé).*

D. 1263-85, a. 6; D. 697-87, a. 3; A.M. 2003-01, a. 21.

30.2. *Lorsque des titres ne sont placés qu'au Québec, la mise en garde suivante concernant le territoire visé par le placement apparaît en page de titre du prospectus:*

«Les titres décrits dans le présent prospectus ne sont offerts qu'au Québec; ils ne peuvent être proposés que par des personnes dûment inscrites.»

D. 697-87, a. 3; A.M. 2003-01, a. 22.

31. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 31; D. 1263-85, a. 7; A.M. 2003-01, a. 23.

32. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 32; A.M. 2003-01, a. 23.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

33. Le prospectus visé à l'article 17 contient l'attestation suivante:

«Le présent prospectus ne contient aucune information fausse ou trompeuse susceptible d'affecter la valeur ou le cours des titres déjà émis.»

D. 660-83, a. 33; A.M. 2003-01, a. 24.

33.1. Le prospectus contient l'attestation suivante:

«Le présent prospectus ne contient aucune information fausse ou trompeuse susceptible d'affecter la valeur ou le cours des titres qui font l'objet de placement.»

Cette attestation est signée par le président-directeur général de l'émetteur ou par la personne qui remplit des fonctions analogues, par le membre de la direction responsable des finances et par 2 autres personnes choisies parmi les administrateurs et autorisés à cette fin.

Le cas échéant, elle est également signée par le promoteur ou par son mandataire lorsque l'Autorité l'autorise.

L'Autorité peut autoriser le remplacement de la signature d'un membre de la direction par celle d'un autre membre de la direction.

A.M. 2005-17, a. 1.

33.2. Dans le cas d'un placement effectué par un courtier autre que l'émetteur-placeur, le prospectus contient, à la fin, l'attestation suivante, signée par le courtier:

«À notre connaissance, le présent prospectus ne contient aucune information fausse ou trompeuse susceptible d'affecter la valeur ou le cours des titres qui font l'objet de placement.»

L'Autorité peut autoriser le courtier à signer l'attestation par l'entremise d'un mandataire.

Lorsqu'il y a plus d'un placeur, elle peut être signée seulement par le chef de file.

A.M. 2005-17, a. 1.

34. Lorsque l'émetteur compte moins de quatre dirigeants, tous signent l'attestation.

D. 660-83, a. 34.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

35. La Commission peut exiger, aux conditions qu'elle détermine, la signature de l'attestation par une personne qui, au cours des deux années précédentes, a joué le rôle de promoteur par rapport à l'émetteur.

D. 660-83, a. 35.

36. Dans le cas d'une prise ferme, le chef de file dépose auprès de la Commission, dans les 30 jours suivant la date du visa du prospectus, la liste des membres du syndicat de placement, avec indication du pourcentage de l'émission attribué à chacun.

Le syndicat de placement s'entend du groupe de courtiers qui, après la prise ferme, se partagent l'émission en vue du placement.

D. 660-83, a. 36; D. 1263-85, a. 8.

37. Le prospectus doit contenir toute attestation prévue par règlement.

La Commission peut autoriser le courtier à signer l'attestation par l'entremise d'un mandataire. Lorsqu'il y a plus d'un placeur, elle peut être signée seulement par le chef de file.

D. 660-83, a. 37; A.M. 2003-01, a. 25.

37.1. En ce qui concerne l'information sur la rémunération de la haute direction, l'information prévue aux différentes annexes peut être remplacée par une information plus détaillée, présentée conformément aux exigences d'une réglementation étrangère reconnue par la Commission.

D. 1263-85, a. 9.

37.2. Lorsqu'un placement est effectué sous le régime d'une dispense, tout document d'information remis aux souscripteurs, même s'il n'est pas exigé par la Loi ou le règlement, est déposé sans délai auprès de la Commission, à moins qu'il ne l'ait été auparavant.

D. 697-87, a. 4.

SECTION I.1

PLACEMENTS À PRIX DÉTERMINÉ MODIFIABLE OU À PRIX NON DÉTERMINÉ

37.3. (Abrogé).

D. 226-93, a. 2; A.M. 2003-01, a. 26.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

51. *La Commission peut exiger que les états financiers d'une filiale de l'émetteur soient présentés séparément aux prospectus, qu'ils soient consolidés ou non avec ceux de l'émetteur dans le prospectus.*

Lorsque le rapport du vérificateur sur les états financiers d'une filiale compte des réserves, il faut déposer avec le prospectus auprès de la Commission ce rapport et ces états financiers.

D. 660-83, a. 51.

52. *La Commission peut permettre la présentation au prospectus d'états financiers non consolidés, à titre d'information supplémentaire.*

D. 660-83, a. 52.

53. *Lorsque l'émetteur est une personne morale, ses états financiers présentés dans un prospectus sont soumis, avant leur approbation par le conseil d'administration, à l'examen du comité de vérification du conseil d'administration, dans les cas où ce comité est constitué.*

D. 660-83, a. 53; A.M. 2003-01, a. 28.

54. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 54; A.M. 2003-01, a. 29.

55. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 55; A.M. 2003-01, a. 29.

56. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 56; A.M. 2003-01, a. 29.

57. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 57; A.M. 2003-01, a. 29.

SECTION III LE PROSPECTUS SIMPLIFIÉ

58. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 58; D. 1263-85, a. 12; D. 1622-92, a. 5; A.M. 2003-01, a. 29.

58.1. (Abrogé).

D. 1622-92, a. 6; A.M. 2003-01, a. 29.

59. (Abrogé).

D. 660-83, a. 59; D. 1263-85, a. 13; D. 1622-90, a. 7; A.M. 2003-01, a. 29.

59.1. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 14; D. 1622-90, a. 8; A.M. 2003-01, a. 29.

60. *Si le conseil d'administration de l'émetteur a approuvé des états financiers annuels qui n'ont pas encore été déposés auprès de la Commission, ils doivent être déposés en même temps que le prospectus simplifié. De plus, l'émetteur émet alors un communiqué de presse indiquant les faits marquants de ces états financiers.*

D. 660-83, a. 60; D. 1263-85, a. 15; A.M. 2003-01, a. 29.

61. (Abrogé).

D. 660-83, a. 61; A.M. 2003-01, a. 29.

62. (Abrogé).

D. 660-83, a. 62; A.M. 2003-01, a. 29.

**SECTION III.1
(ABROGÉ)**

D. 1263-85, a. 16; A.M. 2003-01, a. 29.

62.1. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 16; D. 1622-90, a. 9; A.M. 2003-01, a. 29.

62.2. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 16; A.M. 2003-01, a. 29.

62.3. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 16; A.M. 2003-01, a. 29.

62.4. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 16; D. 226-93, s. 4.

62.5. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 16; A.M. 2003-01, a. 29.

62.6. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 16; A.M. 2003-01, a. 29.

62.7. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 16; D. 226-93, s. 4.

65.8. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 16; D. 226-93, s. 4.

62.9. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 16; A.M. 2003-01, a. 29.

62.10. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 16; D. 226-93, s. 4.

SECTION IV
RÉGIMES PARTICULIERS
PROSPECTUS SIMPLIFIÉ

63. *Le prospectus simplifié du fonds commun de placement ou de la société d'investissement à capital variable présente l'information prévue par règlement.*

D. 660-83, a. 63; A.M. 2003-01, a. 30.

64. (Abrogé).

D. 660-83, a. 64; A.M. 2003-01, a. 31.

65. (Abrogé).

D. 660-83, a. 65; D. 697-87, a. 5; A.M. 2003-01, a. 31.

65.1. (Abrogé).

D. 697-87, a. 6; A.M. 2003-01, a. 31.

**SECTION V
RÉGIMES PARTICULIERS
DISPENSE DE PROSPECTUS**

66. (Abrogé).

D. 660-83, a. 66; D. 1263-85, a. 17; A.M. 2005-22, a. 3.

67. (Abrogé).

D. 660-83, a. 67; D. 1263-85, a. 17; A.M. 2005-22, a. 3.

68. (Abrogé).

D. 660-83, a. 68; D. 1263-85, a. 17; A.M. 2005-22, a. 3.

69. (Abrogé).

D. 660-83, a. 69; D. 1263-85, a. 17; D. 226-93, s. 5; A.M. 2005-22, a. 3.

70. (Abrogé).

D. 660-83, a. 70; D. 1263-85, a. 17; A.M. 2005-22, a. 3.

70.1. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 17; A.M. 2005-22, a. 3.

70.2. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 17; A.M. 2005-22, a. 3.

70.3. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 17; A.M. 2005-22, a. 3.

70.4. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 17; D. 30-96, a. 2.

70.5. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 17; D. 30-96, a. 2.

SECTION VI
RÉGIMES PARTICULIERS
PERSONNE QUI MET EN CIRCULATION DES OPTIONS ET DES CONTRATS À
TERME

71. *La Commission accorde l'agrément prévu à l'article 67 de la Loi aux conditions suivantes:*

1° *la personne qui met en circulation des titres visés à cet article fournit dans sa demande les informations suivantes:*

a) *sa dénomination sociale, l'adresse de son siège social, le mode et la date de sa constitution;*

b) *une brève description de son activité;*

c) *le nom des membres du conseil d'administration et leur profession principale;*

d) *les états financiers vérifiés pour le dernier exercice;*

e) *une description des divers types de contrats qu'elle désire mettre en circulation ou garantir;*

2° *l'agrément ne demeure valable que dans la mesure où la personne qui met en circulation les titres visés à l'article 67 de la Loi dépose auprès de la Commission, dans les 150 jours suivant la fin de son exercice, les informations exigées aux sous-paragraphes a à d du paragraphe 1°;*

3° *l'agrément ne vise que les types de contrats mentionnés dans la demande.*

D. 660-83, a. 71; D. 1263-85, a. 18.

71.1. *Avant de mettre en circulation un nouveau type de contrat, la personne agréée dépose auprès de la Commission les informations relatives à ce nouveau contrat; elle peut le mettre en circulation lorsque la Commission donne son accord ou ne formule pas d'opposition dans les 10 jours ouvrables suivant la réception.*

D. 1263-85, a. 18.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

72. Dans le cas d'un organisme d'autoréglementation reconnu, les sous-paragraphes a à d du paragraphe 1° et le paragraphe 2° de l'article 71 ne s'appliquent pas.

D. 660-83, a. 72; D. 1263-85, a. 18.

73. (Abrogé)

D. 660-83, a. 73; D. 1263-85, a. 18; D. 697-87, a. 7; D. 977-88, a. 4.

SECTION VII PROSPECTUS PROVISOIRE ET PROJET DE PROSPECTUS

74. (Abrogé).

D. 660-83, a. 74; A.M. 2003-01, a. 31.

75. Le prospectus provisoire peut omettre le rapport du vérificateur, l'approbation prévue à l'article 53, le consentement exigé d'un professionnel ou d'un expert, le nombre ou la valeur des titres à placer, ainsi que l'information relative au prix d'offre.

D. 660-83, a. 75; D. 1263-85, a. 19; A.M. 2003-01, a. 32.

76. La personne qui ne désire pas soumettre un prospectus provisoire dépose un projet de prospectus avant de déposer le prospectus.

Les attestations n'ont pas à être signées.

D. 660-83, a. 76.

SECTION VIII FORME DU PROSPECTUS

77. Le prospectus est dactylographié ou imprimé.

D. 660-83, a. 77.

78. Le texte du prospectus imprimé est composé en romain d'une taille équivalant au moins à celle du caractère moderne de 10 points; toutefois, les états financiers, les autres renseignements sous forme de statistiques ou de tableaux ainsi que les notes s'y rattachant peuvent être en romain d'une taille équivalant au moins à celle du caractère moderne de huit points.

D. 660-83, a. 78.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

79. *Les interlignes du prospectus imprimé sont d'au moins deux points.*

D. 660-83, a. 79.

80. *Le prospectus, sauf le prospectus simplifié, contient une table des matières suffisamment détaillée.*

D. 660-83, a. 80.

81. *Le prospectus est présenté sous forme d'un texte suivi.*

D. 660-83, a. 81; A.M. 2003-01, a. 33.

82. *Sauf les états financiers et les autres renseignements de cette nature, le texte du prospectus est découpé en sections ou paragraphes d'une longueur modérée.*

D. 660-83, a. 82.

83. *Le prospectus peut comprendre:*

- 1° des graphiques se rapportant au sujet du texte;*
- 2° des photographies ne représentant que les seuls produits de l'émetteur;*
- 3° des cartes géographiques destinées à situer les activités actuelles ou projetées de l'émetteur.*

Toutefois, la Commission peut s'opposer à l'insertion de ces éléments lorsqu'elle estime qu'ils pourraient induire en erreur ou nuire à la compréhension du texte.

D. 660-83, a. 83.

SECTION IX DOCUMENTS À DÉPOSER

84. *Dans le cas où la Loi ou un règlement prévoit qu'une attestation ou certification est émise par un avocat, elle peut aussi être émise par un notaire.*

D. 660-83, a. 84; D. 697-87, a. 8; A.M. 2003-01, a. 34.

85. *La Commission peut dispenser du dépôt du consentement exigé dans le cadre d'un prospectus si elle estime que ce dépôt entraîne des difficultés excessives.*

D. 660-83, a. 85; A.M. 2003-01, a. 35.

86. (Abrogé).

D. 660-83, a. 86; A.M. 2003-01, a. 36.

87. (Abrogé).

D. 660-83, a. 87; A.M. 2003-01, a. 36.

88. (Abrogé).

D. 660-83, a. 88; A.M. 2003-01, a. 36.

89. (Abrogé).

D. 660-83, a. 89; A.M. 2003-01, a. 36.

90. *En cas de modification apportée à un prospectus, la Commission peut, si elle est d'avis que cette modification remet en question la valeur du consentement requis dans le cadre d'un prospectus, exiger le dépôt d'un nouveau consentement.*

D. 660-83, a. 90; A.M. 2003-01, a. 37.

91. (Abrogé).

D. 660-83, a. 91; A.M. 2003-01, a. 38.

92. (Abrogé).

D. 660-83, a. 92; A.M. 2003-01, a. 38.

93. *Lorsque l'émetteur est une personne morale ou une entité ayant un patrimoine doté d'un certain degré d'autonomie au sens de l'article 6 de la Loi, le conseil d'administration de la personne morale ou les administrateurs de l'entité doivent adopter une résolution:*

1° approuvant le prospectus;

2° autorisant la signature du prospectus par deux administrateurs au nom du conseil d'administration;

3° autorisant le dépôt du prospectus;

4° approuvant les états financiers inclus ou joints au prospectus;

5° autorisant la signature du bilan compris dans les états financiers inclus au prospectus par deux administrateurs au nom du conseil d'administration.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Sur demande, cette résolution est déposée auprès de la Commission.

D. 660-83, a. 93; A.M. 2003-01, a. 39.

94. *Dans les 15 jours ouvrables suivant la fin d'un placement de titres réalisé au moyen d'un prospectus, un rapport sur les titres placés au Québec est déposé auprès de la Commission.*

D. 660-83, a. 94; D. 697-87, a. 9; A.M. 2005-22, a. 4.

95. *Ce rapport indique le nombre et la valeur des titres placés au Québec par le placeur ou par chaque membre du syndicat de prise ferme ou de placement.*

D. 660-83, a. 95; D. 1263-85, a. 20.

96. *Dans le cas des émissions admissibles en vue d'un régime d'épargne-actions du Québec, le rapport indique le nombre de titres placés de cette façon par chaque courtier.*

D. 660-83, a. 96.

97. *Le courtier qui a signé l'attestation contenu à la fin du prospectus ou celui qui a fait le placement établi et dépose ce rapport. Dans le cas d'un placement effectué par l'intermédiaire d'un syndicat de courtiers, le chef de file établit et dépose le rapport.*

D. 660-83, a. 97.

98. *Dans le cas d'un placement permanent, le rapport prévu à l'article 94 porte sur l'exercice précédent et est déposé à la fin du douzième mois suivant le visa du prospectus.*

D. 660-83, a. 98.

98.1. *Dans le cas d'un placement d'un programme de billets à moyen terme, un rapport présentant le sommaire des suppléments de fixation du prix doit être déposé auprès de la Commission à la fin de chacune des 2 périodes de 12 mois suivant la date du visa sur le prospectus simplifié préalable.*

Le rapport comprend les informations suivantes: le numéro du supplément, la date du placement, la valeur globale, et le taux d'intérêts des billets.

D. 30-96, a. 4.

**SECTION X
DOCUMENTS PUBLICITAIRES**

99. Le document publicitaire mentionné au paragraphe 3° de l'article 16 de la Loi contient la mention suivante ou une autre mention jugée équivalente par la Commission:

«On trouvera dans le prospectus une information détaillée sur les titres proposés. On peut se procurer ce prospectus auprès de notre maison ou des courtiers autorisés à placer ces titres au Québec.»

D. 660-83, a. 99.

100. Le document publicitaire mentionné au paragraphe 2° de l'article 21 de la Loi contient la mention suivante ou une mention jugée équivalente par la Commission:

«Un prospectus provisoire portant sur les titres proposés a été déposé auprès de la Commission des valeurs mobilières du Québec. Les renseignements qu'il contient sont susceptibles d'être complétés ou modifiés. Les titres qu'il décrit ne peuvent faire l'objet d'aucun engagement avant que la Commission n'ait visé le prospectus définitif. On peut se procurer le prospectus provisoire auprès de notre maison ou des courtiers autorisés à placer ces titres au Québec.»

D. 660-83, a. 100.

**CHAPITRE II
DISPENSES DE PROSPECTUS**

101. (Abrogé).

D. 660-83, a. 101; A.M. 2005-22, a. 5.

102. (Abrogé).

D. 660-83, a. 102; A.M. 2005-22, a. 5.

103. (Abrogé).

D. 660-83, a. 103; D. 1263-85, a. 21; D. 1622-90, a. 10; D. 748-2005, a. 2.

104. (Abrogé).

D. 660-83, a. 104; D. 1263-85, a. 21; D. 977-88, a. 5; A.M. 2005-22, a. 5.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

104.1. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 21; A.M. 2005-22, a. 5.

105. (Abrogé).

D. 660-83, a. 105; D. 1263-85, a. 22; D. 697-87, a. 10; A.M. 2005-22, a. 5.

105.1. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 23; A.M. 2005-22, a. 5.

106. (Abrogé).

D. 660-83, a. 106; D. 1263-85, a. 24; D. 697-87, a. 11; D. 226-93, a. 6; A.M. 2003-01, a. 40; A.M. 2005-22, a. 5.

106.1. (Abrogé).

D. 226-93, a. 7; A.M. 2003-01, a. 41.

107. (Abrogé).

D. 660-83, a. 107; A.M. 2005-22, a. 5.

108. (Abrogé).

D. 660-83, a. 108; D. 1263-85, a. 25; A.M. 2003-01, a. 42; A.M. 2005-22, a. 5.

109. (Abrogé).

D. 660-83, a. 109; D. 1263-85, a. 26; D. 697-87, a. 12; A.M. 2003-01, a. 43; A.M. 2005-22, a. 5.

110. (Abrogé).

D. 660-83, a. 110; A.M. 2005-22, a. 5.

111. (Abrogé).

D. 660-83, a. 111; D. 1263-85, a. 27; A.M. 2005-22, a. 5.

112. (Abrogé).

D. 660-83, a. 112; A.M. 2005-22, a. 5.

113. (Abrogé).

D. 660-83, a. 113; A.M. 2003-01, a. 44; A.M. 2005-22, a. 5.

114. (Abrogé).

D. 660-83, a. 114; D. 1263-85, a. 28; D. 1622-90, a. 11; A.M. 2005-04, a. 6; A.M. 2005-22, a. 5.

114.1. (Abrogé).

A.M. 2003-01, a. 45; A.M. 2005-22, a. 5.

114.2. (Abrogé).

A.M. 2003-01, a. 45; A.M. 2005-22, a. 5.

114.3. (Abrogé).

A.M. 2003-01, a. 45; A.M. 2005-22, a. 5.

114.4. (Abrogé).

A.M. 2003-01, a. 45; A.M. 2005-22, a. 5.

115. *Les informations exigées aux fins de l'application du deuxième alinéa de l'article 12 de la loi et présentées dans l'ordre fixé ci-dessous sont les suivantes:*

- 1° la date prévue du début du placement;*
- 2° une brève description des titres à placer, notamment le droit de vote, le droit au dividende, le droit de conversion et les conditions relatives au rachat ou au fonds d'amortissement;*
- 3° le nombre de titres à placer, le prix et la valeur totale;*
- 4° une description du mode de placement ainsi que le nom et l'adresse du placeur principal chargé du placement lorsque cette dernière information est connue;*
- 5° le produit net que l'émetteur prévoit retirer du placement, les emplois principaux envisagés pour cette somme et les fonds prévus pour chacun de ces emplois;*
- 6° le nom de tout porteur qui vend des titres, le cas échéant;*

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

7° le nom de l'autorité compétente pour viser les documents d'information ou pour accorder une dispense, s'il y a lieu;

8° un exemplaire de tout document d'information qui sera remis aux souscripteurs ou déposé auprès de l'autorité compétente.

D. 660-83, a. 115; D. 1263-85, a. 29; D. 1622-90, a. 12; D. 226-93, a. 8; A.M. 2003-01, a. 46.

TITRE III INFORMATION SUR VALEURS EN CIRCULATION

115.01. Tout émetteur et toute personne à qui s'applique une disposition du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-03 du 19 mai 2005, du Règlement 52-107 sur les principes comptables, normes de vérifications et monnaies de présentation acceptables approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-08 du 19 mai 2005 et du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-05 du 19 mai 2005 n'a pas à se conformer à la disposition ayant le même objet ou équivalente du présent titre.

Malgré le premier alinéa, les dispositions des articles 119.5, 135, 138, 160, 162, 169.1, 170 demeurent applicables.

A.M. 2005-04, a. 3

CHAPITRE I ÉMETTEUR RÉPUTÉ AVOIR FAIT APPEL PUBLIQUEMENT À L'ÉPARGNE

115.0.1. Pour l'application du paragraphe 8° du deuxième alinéa de l'article 68 de la Loi, la personne qui rencontre l'un des critères suivants peut être désignée par l'Autorité comme étant un émetteur réputé avoir fait appel publiquement à l'épargne:

1° le rendement des titres d'un émetteur assujéti ou d'un émetteur réputé avoir fait appel publiquement à l'épargne visé à l'un des paragraphes 1° à 7° du deuxième alinéa de l'article 68 de la Loi découle du rendement des titres de cette personne;

2° l'information financière de cette personne est nécessaire à la prise de décision d'investir dans l'émetteur ;

3° ses titres en circulation sont inscrits à la cote d'une bourse ou cotés sur un marché organisé et sont détenus par au moins 50 porteurs véritables résidant au Québec qui détiennent au moins 2 % de la totalité de ces titres.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Malgré le premier alinéa, l'Autorité peut discrétionnairement désigner tout autre émetteur lorsque qu'elle estime que cette désignation est nécessaire à l'intérêt des épargnants.

A.M. 2005-22, a. 6.

CHAPITRE I.1 INFORMATION PÉRIODIQUE

SECTION I ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT ANNUELS

115.1. Dans les 140 jours suivant la fin de son exercice, l'émetteur assujetti dépose auprès de la Commission les documents prévus à l'article 75 de la Loi.

A.M. 2003-01, a. 47.

116. Les états financiers annuels prévus à l'article 75 de la Loi comprennent l'information et les états exigés selon les principes comptables généralement reconnus.

D. 660-83, a. 116; A.M. 2003-01, a. 48.

117. Ces états financiers portent sur le dernier exercice et sont présentés en comparaison avec ceux de l'exercice précédent.

D. 660-83, a. 117; A.M. 2005-04, a. 7.

118. Les états financiers annuels sont approuvés par le conseil d'administration.

D. 660-83, a. 118; A.M. 2005-04, a. 7.

118.1. Dans les 140 jours suivant la fin de son exercice, l'émetteur assujetti fait parvenir les documents prévus à l'article 77 de la Loi.

A.M. 2003-01, a. 49.

119. Le rapport annuel prévu à l'article 77 de la Loi, en plus des états financiers et du rapport du vérificateur, contient notamment l'information prévue à l'annexe VII.

D. 660-83, a. 119; D. 1622-90, a. 13; A.M. 2005-04, a. 8.

119.01. L'émetteur, qui a placé ses titres sous le régime de l'une des dispenses de prospectus prévues aux anciens articles 47 ou 48 de la Loi tel qu'ils se lisaient avant leur abrogation, est tenu de déposer auprès de l'Autorité et d'envoyer aux porteurs de ses titres ses états financiers annuels vérifiés et des états semestriels non vérifiés en la forme et dans le délai prévus par règlement.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

L'émetteur avise par écrit l'Autorité de cet envoi et dépose, au plus tard le jour suivant l'envoi, deux exemplaires de tout autre document transmis aux porteurs.

A.M. 2005-22, a. 7.

119.1. *(Abrogé).*

D. 1622-90, a. 13; A.M. 2005-04, a. 9.

119.2. *(Abrogé).*

D. 1622-90, a. 13; A.M. 2005-04, a. 9.

119.3. *(Abrogé).*

D. 1622-90, a. 13; D. 226-93, a. 9; A.M. 2005-04, a. 9.

119.4. *L'émetteur assujetti qui est dispensé de présenter dans son rapport annuel l'information prévue à l'annexe VII doit y présenter l'information suivante:*

1° une brève description de l'activité de l'émetteur assujetti et de ses filiales importantes au cours du dernier exercice;

2° une analyse par la direction des résultats de l'émetteur assujetti et de ses filiales comprenant notamment des explications relativement à des changements par rapport à l'exercice précédent, à une modification aux conventions ou aux pratiques comptables ou à la façon d'appliquer les principes comptables généralement reconnus.

D. 1622-90, a. 13; A.M. 2005-04, a. 10.

119.5. *En cas de lacunes graves dans les états financiers et le rapport de gestion ou le rapport de la direction sur le rendement du fonds, la Commission peut exiger que l'information soit redressée et que les états financiers et le rapport de gestion ou le rapport de la direction sur le rendement du fonds soient distribués à nouveau.*

D. 1622-90, a. 13; A.M. 2005-04, a. 11.

119.6. *(Abrogé).*

D. 1622-90, a. 13; A.M. 2005-04, a. 12.

120. *Lorsque le rapport annuel contient un rapport de la direction, il indique notamment que:*

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

1° les états financiers contenus dans le rapport annuel ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus;

2° les renseignements financiers contenus ailleurs dans le rapport annuel sont conformes aux états financiers, le cas échéant;

3° le vérificateur a la responsabilité de vérifier les états financiers et d'exprimer une opinion sur ceux-ci;

Le rapport de la direction accompagne les états financiers, mais n'en fait pas partie.

Lorsque le conseil d'administration a formé un comité de vérification, le rapport de la direction contient également une référence à la composition et aux fonctions du comité et à sa responsabilité relativement aux états financiers de l'émetteur assujéti.

D. 660-83, a. 120; D. 1263-85, a. 30.

SECTION II ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS

120.1. Dans les 60 jours suivant la fin de chacun des 3 premiers trimestres de son exercice, l'émetteur assujéti dépose auprès de la Commission les documents prévus à l'article 76 de la Loi.

A.M. 2003-01, a. 50.

121. Les états financiers trimestriels prévus par l'article 76 de la Loi comprennent l'information et les états exigés selon les principes comptables généralement reconnus.

D. 660-83, a. 121; A.M. 2003-01, a. 51.

122. Ces états sont présentés en comparaison avec ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

D. 660-83, a. 122.

123. La vérification des états trimestriels n'est pas requise.

D. 660-83, a. 123.

123.1. Dans les 60 jours suivant la fin de chacun des 3 premiers trimestres de son exercice, l'émetteur assujéti fait parvenir les documents prévus à l'article 78 de la Loi.

A.M. 2003-01, a. 52.

SECTION III
DÉPÔT DE DOCUMENTS

124. (Abrogé).

D. 660-83, a. 124; D. 226-93, a. 11; A.M. 2005-04, a. 13; A.M. 2005-22, a. 8.

125. (Abrogé).

D. 660-83, a. 125; D. 226-93, a. 12; A.M. 2005-04, a. 14; A.M. 2005-22, a. 8.

SECTION IV
RÉGIMES PARTICULIERS

126. Les états financiers annuels et semestriels de la société d'investissement à capital variable et du fonds commun de placement comprennent un état de l'évolution de l'actif net en remplacement de l'état des flux de trésorerie. Cet état doit comprendre:

- 1° l'actif net au début de la période;
- 2° le revenu net ou la perte nette provenant des investissements;
- 3° le produit global des ventes de titres du portefeuille;
- 4° le produit global des ventes de titres d'emprunt à court terme;
- 5° le coût global des titres en portefeuille au début de la période;
- 6° le coût global des acquisitions de titres au cours de la période;
- 7° le coût global des titres d'emprunt à court terme;
- 8° le coût global des titres en portefeuille à la fin de la période;
- 9° le coût global des titres vendus;
- 10° la plus-value ou la moins-value réalisée sur les ventes de titres;
- 11° les sommes distribuées, ventilées selon leur provenance: revenu net des investissements et plus-value réalisée sur les ventes de titres;
- 12° le produit du placement d'actions ou de parts;
- 13° le prix de rachat des actions ou des parts;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

14° l'augmentation ou la diminution nette dans la plus-value ou la moins-value non réalisée sur les titres du portefeuille;

15° l'actif net à la fin de la période;

16° la valeur liquidative de l'action ou de la part au début et à la fin de la période;

17° les sommes distribuées par action ou par part, ventilées selon leur provenance: revenu net des investissements et plus-value réalisée sur les ventes de titres.

Les éléments prévus aux paragraphes 3° à 7°, 15° et 16° peuvent être présents sous forme de note ou de tableau.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

126. (Abrogé).

D. 660-83, a. 126; A.M. 2003-01, a. 53.

127. Aux paragraphes 3° et 6° de l'article 126 il faut exclure les titres d'emprunt à court terme détenus, à titre temporaire, en vue de les réinvestir dans d'autres valeurs.

Le produit brut de ces titres vendus et le coût global de ces titres achetés sont présentés sous forme de note à l'état prévu à l'article 126.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

127. (Abrogé).

D. 660-83, a. 127.

128. Les états financiers semestriels de la société d'investissement à capital variable et du fonds commun de placement n'ont pas à dresser de comparaison avec ceux du semestre correspondant de l'exercice précédent. Il en est de même pour les états financiers annuels prévus aux articles 129 à 132.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

128. (Abrogé).

D. 660-83, a. 128.

129. Les états financiers annuels et semestriels de la société d'investissement à capital variable et du fonds commun de placement, de même que les états financiers annuels de la société de crédit, contiennent un inventaire des titres en portefeuille, comportant les indications suivantes pour chaque valeur ou catégorie d'une valeur:

- 1° le nom de l'émetteur;
- 2° la désignation de la valeur et, le cas échéant, de la catégorie;
- 3° le nombre de titres ou leur valeur nominale globale;
- 4° leur valeur au cours du marché;
- 5° leur coût et, s'il est autre que le coût moyen, la façon dont il est calculé.

Les titres dont la valeur globale au cours du marché représente moins de 5 % de l'actif total de la société ou du fonds peuvent être regroupés sous la rubrique «titres divers», avec les seules indications prévues aux paragraphes 4° et 5°.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

129. (Abrogé).

D. 660-83, a. 129; D. 1263-85, a. 31.

130. La société d'investissement à capital variable et le fonds commun de placement sont tenus d'inclure dans leurs états financiers annuels et semestriels un état des mouvements du portefeuille, comprenant pour chaque catégorie d'une valeur ayant fait l'objet d'opérations au cours de la période:

- 1° le nom de l'émetteur;
- 2° la désignation de la valeur et, le cas échéant, de la catégorie;
- 3° le nombre de titres acquis ou vendus ou leur valeur nominale globale;
- 4° le prix global d'acquisition ou de vente;
- 5° le cas échéant, les mouvements de portefeuille par suite notamment d'une division ou d'un regroupement d'actions, d'un dividende en actions ou d'une fusion.

Les indications relatives aux titres d'emprunt sont données séparément.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

130. (Abrogé).

D. 660-83, a. 130.

131. Dans le cas des créances hypothécaire, l'inventaire des titres en portefeuille de la société d'investissement à capital variable et du .fonds commun de placement donne, au lieu des renseignements prévus à l'article 129, les indications suivantes:

- 1° le nombre de créances et leur valeur réelle globale;
- 2° la ventilation de ce nombre et de cette valeur, selon qu'il s'agit de créances assurées conformément à la Loi nationale sur l'habitation (S.R.C. 1970, c. N-10), de créances ordinaires assurées ou de créances ordinaires non assurées;
- 3° la ventilation du nombre, de la valeur réelle globale et du solde de capital impayé, par tranches d'intérêt contractuel d'au plus ¼ %

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

131. (Abrogé).

D. 660-83, a. 131; D. 1263-85, a. 32.

132. Dans le cas des créances hypothécaires, l'état des mouvements du portefeuille donne, au lieu des renseignements prévus à l'article 130, les indications suivantes ventilées selon qu'il s'agit de créances assurées conformément à la Loi nationale sur l'habitation (S.R.C. 1970, c. N-10), de créances ordinaires assurées, ou de créances ordinaires non assurées:

- 1° le nombre des créances acquises ou cédées;
- 2° le prix global d'acquisition ou de cession;
- 3° les sommes reçues en remboursement du capital des créances.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

132. (Abrogé).

D. 660-83, a. 132.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

133. *L'état des mouvements du portefeuille prévu aux articles 40, 130 et 132 peut ne pas être publié avec les états financiers annuels ou semestriels s'il a été déposé auprès de la Commission en même temps que les états financiers et si les états financiers publiés ou le prospectus indiquent qu'on peut l'obtenir sans frais, auprès de l'émetteur.*

L'état des mouvements du portefeuille peut ne pas être vérifié s'il est accompagné d'une attestation signée par le président-directeur général et le membre de la direction responsable des finances, déclarant que l'état des mouvements du portefeuille présente fidèlement l'information requise.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006

Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

133. (Abrogé).

D. 660-83, a. 133; D. 1263-85, a. 33; D. 1622-90, a. 14.

134. *Au cas d'emploi temporaire de fonds libres en titres d'emprunt à court terme, il suffit de donner les renseignements prévus aux articles 129 et 130 de façon globale pour les titres émis par:*

1° *une banque régie par la Loi sur les banques (Lois du Canada, 1991, chapitre 46) ;*

2° *une société d'épargne titulaire d'un permis en vertu de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne et une société de prêts et de placements enregistrée conformément à la Loi sur les sociétés de prêts et de placements (L.R.Q., c. S-30);*

3° *une société de fiducie titulaire d'un permis conformément à la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (L.R.Q., c. S-29.01).*

Cette présentation s'applique également dans le cas de titres d'emprunt à court terme classés dans l'une des deux catégories supérieures d'une agence d'évaluation de titres désignée par la Commission.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006

Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

134. (Abrogé).

D. 660-83, a. 134; D. 1263-85, a. 34; L.Q. 1987, c. 95, a. 402; A.M. 2003-1, a. 54.

135. *Lorsque la société d'investissement à capital variable ou le fonds commun de placement investit exclusivement dans les titres d'une autre société d'investissement à capital variable ou d'un autre fonds commun de placement, les états financiers annuels*

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

et semestriels comprennent les états de l'autre société ou de l'autre fonds. Les états financiers annuels comprennent également son propre bilan.

D. 660-83, a. 135.

136. *La société d'investissement à capital variable et le fonds commun de placement sont tenu d'inclure les renseignements suivants dans leurs états financiers annuels ou dans les notes:*

- 1° les courtages payés pour les opérations du portefeuille;*
- 2° toute autre rémunération versée à des courtiers pour les opérations du portefeuille et, s'il s'agit d'une estimation, la méthode de calcul;*
- 3° les frais de gestion, leur méthode de calcul et les services reçus en contrepartie;*
- 4° les services reçus en contrepartie des salaires versés;*
- 5° dans le cas où la rémunération du personnel d'une société de gestion est à la charge de la société d'investissement à capital variable ou du fond, la méthode de calcul employée et sa justification;*
- 6° la méthode de calcul de l'impôt sur le revenu et des explications sur la situation fiscale de la société ou du fonds;*
- 7° des explications sur toute variation inhabituelle des charges par rapport à celles de la période antérieure, dans le cas où une telle variation ne résulte pas de la seule variation de l'actif.*

Les renseignements exigés par les paragraphes 3° à 7° sont également exigés dans les états semestriels.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006

Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

136. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 136.

137. *Les états financiers d'une société qui n'est pas rendue au stade de l'exploitation normale contiennent un état de la variation des frais reportés de la période, présentant séparément une analyse détaillée des frais d'exploration, de mise en exploitation et des frais d'administration directement reliés aux activités d'exploration.*

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

137. (Abrogé).

D. 660-83, a. 137; D. 977-88, a. 6; D. 30-96, a. 3.

138. Dans le cas du contrat d'investissement, de la société en commandite et de la société en participation, les états financiers annuels de l'affaire ou de la société comprennent des états détaillés de l'utilisation des fonds investis et de la répartition des revenus.

Le premier de ces états est dressé sous une forme comparable à celle du budget présenté dans le prospectus ou autrement transmis aux porteurs. Il indique, le cas échéant, les fonds qui restent à investir pour mener le projet à bonne fin. Tout écart significatif entre les fonds investis et les prévisions du budget fait l'objet d'explications.

Le second expose la répartition des revenus entre les porteurs de chaque catégorie, le promoteur et les personnes qui assurent la direction. Il indique également le solde des fonds à rembourser à l'ensemble des porteurs et pour chaque part émise.

D. 660-83, a. 138.

139. (Abrogé).

D. 660-83, a. 139; Erratum, 1985 G.O. 2, 1639; D. 30-96, a. 5.

140. L'émetteur de titres donnant droit à un avantage fiscal est tenu de fournir aux porteurs les informations dont ils auront besoin pour réclamer dans leur déclaration d'impôt cet avantage fiscal.

D. 660-83, a. 140; D. 1263-85, a. 34.1; D. 697-87, a. 13; A.M. 2005-22, a. 9.

CHAPITRE II

SOLLICITATION DE PROCURATIONS

SECTION I

FORMULAIRE DE PROCURATION

141. Le formulaire de procuration mentionne l'assemblée en vue de laquelle le mandat est sollicité. Il indique, en caractères gras, si le mandat est ou non sollicité pour le compte de la direction de l'émetteur assujetti et comporte un espace destiné à recevoir la date de la signature.

D. 660-83, a. 141.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

142. Le formulaire de procuration ou la circulaire rappelle le droit du porteur de désigner comme mandataire une personne autre que celle dont le nom apparaît sur le formulaire et indique également les inscriptions que le porteur doit faire sur le formulaire pour se prévaloir de ce droit.

D. 660-83, a. 142.

143. Toutefois les dispositions de l'article 142 ne visent que la sollicitation faite par la direction de l'entreprise.

D. 660-83, a. 143.

144. Le formulaire de procuration est conçu de manière à permettre au porteur:

1° de préciser s'il entend ou non que son mandataire vote en vue de la nomination du vérificateur ou de l'élection des administrateurs;

2° d'indiquer le sens dans lequel le mandataire doit voter sur toute autre question définie sur le formulaire même, dans l'avis de convocation ou dans la circulaire.

D. 660-83, a. 144.

145. Toutefois, il peut être prévu que le mandataire exerce le droit de vote en l'absence d'indication par le mandant, à condition que le formulaire ou une circulaire indique, en caractère gras, le sens dans lequel votera le mandataire, sur chacune des questions.

D. 660-83, a. 145.

146. Le formulaire ou la circulaire comporte un engagement de la part de celui qui sollicite le mandat à respecter les instructions du porteur.

D. 660-83, a. 146.

147. Le mandat porté sur le formulaire peut laisser au mandataire le soin de voter dans le sens qu'il juge opportun sur les amendements et sur les points nouveaux soumis à l'assemblée, pour autant que la personne qui sollicite le mandat ne les connaît ni ne peut les prévoir au moment de la sollicitation.

D. 660-83, a. 147.

148. Le mandat ne vaut que pour l'assemblée en vue de laquelle il est donné, y compris la reprise en cas de suspension de la séance.

D. 660-83, a. 148.

149. *Le mandat n'autorise à voter pour l'élection d'un administrateur que dans la mesure où le candidat est nommé sur le formulaire ou dans la circulaire.*

D. 660-83, a. 149.

**SECTION II
CIRCULAIRE**

150. *La circulaire prévue à l'article 82 de la Loi présente l'information prévue à l'annexe VIII.*

D. 660-83, a. 150.

151. *L'information présentée dans la circulaire est arrêtée à 30 jours au plus avant la date d'expédition à l'exception des informations sur la rémunération des dirigeants, établies conformément aux exigences de la rubrique 6 de l'annexe VIII.*

D. 660-83, a. 151.

152. *La circulaire peut omettre les informations qui n'ont pu être obtenues, à condition que cette omission y soit expliquée.*

D. 660-83, a. 152.

153. *Peut également être omise toute information communiquée dans une autre circulaire, dans un avis de convocation ou dans un formulaire de procuration se rapportant à la même assemblée, à condition que la circulaire renvoie à cet autre document.*

D. 660-83, a. 153.

154. *La personne qui transmet une circulaire ou un formulaire de procuration en vue d'une assemblée dépose aussitôt auprès de la Commission deux exemplaires de tous les documents transmis.*

D. 660-83, a. 154.

155. *La circulaire établie pour le compte de la direction de l'émetteur assujetti est signée par un dirigeant autorisé à cette fin. Cette signature peut être manuscrite ou reproduite au moyen d'un procédé quelconque.*

D. 660-83, a. 155.

156. *La personne tenue de déposer les documents mentionnés à l'article 154 avise la Commission de leur transmission aux porteurs.*

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

156. (Abrogé).

D. 660-83, a. 156.

157. *Le formulaire de procuration prévu à l'article 81 de la Loi ou la circulaire prévue à l'article 82 de la Loi peut être remplacé par tout document correspondant établi conformément à la loi constitutive de l'émetteur assujetti et dont le contenu équivaut à celui prévu par le présent règlement.*

Toutefois, dans le cas de la rémunération de la haute direction, l'information prévue peut être remplacée par une information plus détaillée, présentée conformément aux exigences d'une réglementation étrangère reconnue par le Commission.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Suppression 2^e alinéa (A.M. 2005-04, a. 15)

157. *Le formulaire de procuration prévu à l'article 81 de la Loi ou la circulaire prévue à l'article 82 de la Loi peut être remplacé par tout document correspondant établi conformément à la loi constitutive de l'émetteur assujetti et dont le contenu équivaut à celui prévu par le présent règlement.*

~~*Toutefois, dans le cas de la rémunération de la haute direction, l'information prévue peut être remplacée par une information plus détaillée, présentée conformément aux exigences d'une réglementation étrangère reconnue par le Commission.*~~

D. 660-83, a. 157; D. 1263-85, a. 35.

158. *L'avis de convocation et le formulaire de procuration prévus à l'article 81 de la Loi ainsi que la circulaire prévue à l'article 82 de la Loi sont transmis aux porteurs par la direction de l'émetteur assujetti au moins 21 jours avant la date de l'assemblée en vue de laquelle ils sont établis. Toutefois, ces documents ne peuvent être transmis aux porteurs plus de 50 jours avant l'assemblée.*

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

158. (Abrogé).

D. 660-83, a. 158.

CHAPITRE III
DOSSIER D'INFORMATION

159. *L'émetteur assujetti dépose une notice annuelle auprès de la Commission dans les 140 jours de la fin de son exercice.*

La notice annuelle présente l'information prévue par règlement et exigée de l'émetteur qui peut se prévaloir du régime de prospectus simplifié.

D. 660-83, a. 159; D. 1263-85, a. 36; D. 1622-90, a. 15; A.M. 2003-01, a. 55.

160. *L'émetteur assujetti fournit la notice annuelle à tout porteur de ses titres ou à toute autre personne qui en fait la demande. Il ne peut exiger le paiement de frais que de celui qui n'est pas porteur et seulement si la demande n'est pas faite à l'occasion du placement de ses titres au moyen d'un prospectus simplifié.*

D. 660-83, a. 160; D. 1263-85, a. 37; D. 1622-90, a. 15.

161. *La page de titre de la notice annuelle porte une date qui ne doit pas être antérieure à celle du rapport du vérificateur sur les états financiers et l'information fournie est arrêtée à cette date.*

D. 660-83, a. 161; D. 1263-85, a. 37.1; D. 1622-90, a. 15.

162. *En cas de lacunes graves dans la notice annuelle, la Commission peut exiger que l'information soit redressée.*

D. 660-83, a. 162; D. 1263-85, a. 38; D. 1622-90, a. 15.

163. *L'émetteur assujetti dont l'avoir des actionnaires et le produit d'exploitation tels qu'ils sont présentés aux états financiers annuels sont tous 2 égaux ou inférieurs à 10 000 000 \$ est dispensé de l'obligation prévue à l'article 159.*

L'émetteur assujetti est soumis à cette obligation à compter de l'exercice qui suit l'exercice au cours duquel l'avoir des actionnaires ou le produit d'exploitation excède 10 000 000 \$; il y reste soumis par la suite abstraction faite des variations de l'avoir des actionnaires et du produit d'exploitation, sauf décision contraire de la Commission.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

163. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 163; D. 1622-90, a. 15.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

163.1. *L'émetteur qui est inscrit auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis d'Amérique peut satisfaire à l'exigence de l'article 159 en déposant auprès de la Commission et en mettant à la disposition de ses porteurs de titres le formulaire 10K ou 20F déposé auprès de la SEC en application du Securities Exchange Act de 1934.*

L'émetteur étranger se prévalant de cette dispense doit respecter les délais fixés par la SEC pour le dépôt. L'émetteur canadien se prévalant de cette dispense doit respecter pour le dépôt ceux des délais canadiens et de la SEC qui sont les plus courts.

L'émetteur étranger qui n'est pas inscrit auprès de la SEC est dispensé de l'obligation prévue à l'article 159.

Dans le présent article, émetteur étranger s'entend au sens défini à l'article 119.2.

**NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)**

163.1. (Abrogé).

D. 1622-90, a. 15; D. 226-93, a. 14.

164. (Abrogé).

D. 660-83, a. 164; D. 1622-90, a. 15; A.M. 2003-01, a. 56.

165. (Abrogé).

D. 660-83, a. 165; D. 1622-90, a. 15; A.M. 2003-01, a. 56.

166. (Abrogé).

D. 660-83, a. 166; D. 1263-85, a. 39; D. 697-87, a. 14; D. 1622-90, a. 15; A.M. 2003-01, a. 56.

167. (Abrogé).

D. 660-83, a. 167; D. 1263-85, a. 40; D. 1622-90, a. 15; A.M. 2003-01, a. 56.

168. (Abrogé).

D. 660-83, a. 168; D. 1263-85, a. 41; D. 1622-90, a. 15; A.M. 2003-01, a. 56.

169. (Abrogé).

D. 660-83, a. 138; D. 1622-90, a. 15; A.M. 2003-01, a. 56.

169.1. Les documents d'information prévus à l'article 85 de la Loi peuvent être remplacés par des documents d'information établis pour une autre autorité en matière de valeurs mobilières s'ils présentent au moins l'information exigée par la Loi et les règlements.

Lorsque des informations présentées dans les documents prévus à l'article 85 de la Loi sont mises à jour dans un autre document déposé auprès de la Commission, l'émetteur peut verser ce document à son dossier d'information.

D. 1622-90, a. 15.

169.2. L'émetteur qui est une filiale à 100 % d'un émetteur assujéti et qui n'a pas d'autres titres en circulation que les actions détenues par la société mère et des titres d'emprunt ou des actions privilégiées est dispensé de l'obligation d'établir la notice annuelle exigée à l'article 159 et de l'obligation de déposer auprès de la Commission et d'envoyer à ses porteurs le rapport annuel exigé à l'article 77 de la loi.

NON EN VIGUEUR – En vigueur le 27 octobre 2006
Abrogation (A.M. 2005-04, a. 15)

169.2. (Abrogé).

D. 226-93, a. 15.

170. Le dossier d'information prévu à l'article 108 de la Loi, pour la société d'investissement à capital variable et pour le fonds commun de placement, présente:

- 1° les documents déposés conformément aux sections I et III du chapitre II du titre III de la Loi;
- 2° les états financiers annuels vérifiés les plus récents ;
- 3° les états financiers intermédiaires ;
- 4° la notice annuelle prévue par règlement;
- 5° le rapport annuel de la direction sur le rendement du fonds le plus récent prévu par règlement.

D. 660-83, a. 170; D. 1263-85, a. 42; D. 1622-90, a. 15; A.M. 2003-01, a. 57; A.M. 2005-04, a. 16.

170.1. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 43; D. 1622-90, a. 15; A.M. 2003-01, a. 58.

CHAPITRE IV DÉCLARATIONS DES INITIÉS

171. *En application de l'article 96 de la Loi, la personne qui devient initiée déclare à la Commission son emprise sur les titres de l'émetteur dans les 10 jours suivant un tel évènement.*

D. 660-83, a. 171; D. 697-87, a. 15; D. 1247-2001, a. 3; A.M. 2003-01, a. 59.

171.1. *En application de l'article 98 de la Loi, le dirigeant réputé initié dépose la déclaration exigée dans les 10 premiers jours du mois suivant le début de cette présomption.*

A.M. 2003-01, a. 59.

172. *La déclaration prévue à l'article 102 de la Loi est déposée au plus tard le dixième jour suivant la date de l'inscription des titres au nom d'un tiers.*

D. 660-83, a. 172.

173. *Lorsqu'une personne déclare, conformément aux articles 96 à 100 de la Loi, son emprise ou une modification à son emprise sur les titres appartenant à une société qu'elle contrôle ou à une société du même groupe, cette déclaration tient lieu de celle qui devrait être faite par cette société.*

D. 660-83, a. 173.

174. *L'initié à l'égard d'un émetteur assujetti déclare, dans un délai de 10 jours, toute modification à son emprise.*

D. 660-83, a. 174.

174.1. (Abrogé).

D. 977-88, a. 8; D. 1622-90, a. 16; A.M. 2003-01, a. 60.

175. (Abrogé).

D. 660-83, a. 175; D. 1263-85, a. 44; D. 977-88, a. 9; D. 1622-90, a. 17; A.M. 2003-01, a. 60.

**TITRE IV
OFFRES PUBLIQUES**

176. La note d'information prévue à l'article 128 de la Loi présente l'information prévue à l'annexe XI.

D. 660-83, a. 176; D. 697-87, a. 16.

176.1. L'initiateur visé à l'article 129.1 de la Loi publie un bref résumé de l'offre par la voie d'une annonce dans un journal quotidien de langue française à grand tirage au Québec.

A.M. 2003-01, a. 61.

176.2. Au plus tard le jour de la publication, l'initiateur transmet les documents exigés à l'article 128 de la Loi à la société visée et les dépose à la Commission avec une copie de l'annonce publiée.

A.M. 2003-01, a. 61.

176.3. Au plus tard le jour de la publication, l'initiateur ou son représentant demande à la société visée une liste des porteurs de titres mentionnés à l'article 128 de la Loi.

A.M. 2003-01, a. 61.

176.4. L'envoi des documents prévu à l'article 129.1 de la Loi s'effectue dans les 2 jours ouvrables de l'obtention de la liste des porteurs de titres de la société visée.

A.M. 2003-01, a. 61.

176.5. L'initiateur peut modifier, par la voie d'une nouvelle annonce, l'offre dans la mesure où il s'est initialement conformé aux exigences prévues aux articles 176.1 à 176.3 et qu'il n'a pas transmis de documents conformément à l'article 176.4. Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, les modalités prévues aux articles 176.1, 176.2 et 176.4 s'appliquent avec les adaptations nécessaires à la modification de l'offre.

A.M. 2003-01, a. 61.

176.6. La publication d'une modification prévue à l'article 176.5 n'a pas pour effet d'opérer un changement de la date du lancement de l'offre.

A.M. 2003-01, a. 61.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

177. La circulaire du conseil d'administration de la société visée présente l'information prévue à l'annexe XII.

D. 660-83, a. 177.

177.1. Dans les 15 jours suivant la date de l'offre, le conseil d'administration de la société visée fait parvenir la circulaire mentionnée à l'article 134 de la Loi.

A.M. 2003-01, a. 62.

177.2. Dans les 7 jours précédant la clôture de l'offre, le conseil d'administration de la société visée fait parvenir la recommandation prévue à l'article 136 de la Loi.

A.M. 2003-01, a. 62.

177.3. Dans les 5 jours suivant la modification de l'offre, le conseil d'administration de la société visée fait parvenir la mise à jour de la circulaire initiale mentionnée à l'article 138 de la Loi.

A.M. 2003-01, a. 62.

178. L'avis d'un dirigeant d'une société visée présente l'information prévue à l'annexe XIII.

D. 660-83, a. 178.

179. La note d'information concernant une offre publique de rachat présente l'information prévue à l'annexe XIV.

D. 660-83, a. 179.

180. Trois exemplaires des documents transmis aux porteurs de titres à l'occasion d'une offre publique sont déposés auprès de la Commission.

La note d'information et tout avis de modification ou de changement soit livrés à l'établissement principal de la société visée le jour même de leur envoi aux porteurs.

D. 660-83, a. 180; D. 1263-85, a. 45; D. 697-87, a. 17.

181. La note d'information, la circulaire du conseil d'administration, l'avis d'un dirigeant ou tout avis de modification ou de changement contient la mention suivante:

«Les lois sur les valeurs mobilières établies par diverses autorités législatives au Canada confèrent aux porteurs de titres de la société visée, en plus des autres droits qu'ils peuvent avoir, le droit de demander la nullité, la révision du prix ou des dommages-intérêts lorsqu'une note d'information, une circulaire ou un avis qui doit leur

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

être transmis contient des informations fausses ou trompeuses. Toutefois, ces diverses actions doivent être exercées dans les délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un conseiller juridique.»

Lorsque l'offre est faite seulement au Québec, la mention suivante est utilisée:

«La Loi sur, les valeurs mobilières du Québec confère aux porteurs de titres de la société visée, en plus des autres droits qu'ils peuvent avoir, le droit de demander la nullité, la révision du prix ou des dommages-intérêts lorsqu'une note d'information, une circulaire ou un avis qui doit leur être transmis contient des informations fausses ou trompeuses. Toutefois, ces diverses actions doivent être exercées dans les délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un conseiller juridique.».

D. 660-83, a. 181; D. 697-87, a. 18; D. 1622-90, a. 18.

182. *La note d'information, la circulaire du conseil d'administration, l'avis d'un dirigeant ou tout avis de modification ou de changement contient l'attestation suivante:*

«La présente note d'information (ou une circulaire du conseil d'administration, un avis d'un dirigeant ou un avis de modification ou de changement, selon le cas) ne contient aucune information fausse ou trompeuse susceptible d'affecter la valeur ou le cours des titres qui font l'objet de l'offre.».

Lorsque l'offre est faite par une personne morale ou en son nom, l'attestation est signée par le président-directeur général de l'initiateur ou celui qui remplit des fonctions analogues, par le membre de la direction responsable des finances et par 2 autres personnes choisies parmi les administrateurs et autorisées à cette fin.

Lorsque la personne morale a moins de 4 dirigeants, tous signent.

Lorsque l'offre est faite par une personne physique ou en son nom, elle signe seule la note d'information.

La circulaire du conseil d'administration est signée par 2 administrateurs autorisés à cette fin par le conseil.

L'avis d'un dirigeant est signé par l'auteur.

D. 660-83, a. 182; D. 697-87, a. 18.

183. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 183; D. 1263-85, a. 46; D. 697-87, a. 18; D. 977-88, a. 10; D. 1622-90, a. 19; A.M. 2003-01, a. 63.

184. (Abrogé).

D. 660-83, a. 184; A.M. 2003-01, a. 63.

185. (Abrogé).

D. 660-83, a. 185; A.M. 2003-01, a. 63.

186. (Abrogé).

D. 660-83, a. 186; A.M. 2003-01, a. 63.

186.1. Chaque fois qu'une note d'information, une circulaire du conseil d'administration, un avis d'un dirigeant ou un avis de modification ou de changement mentionne, à raison du crédit attaché à sa profession, le nom d'une personne, notamment un avocat, un notaire, un expert-comptable, un ingénieur, un géologue ou un évaluateur, qui a rédigé ou certifié une partie d'un de ces documents ou qui a fait une évaluation ou rédigé un rapport utilisé dans la réalisation d'un de ces documents, il faut que le consentement écrit de cette personne ainsi que l'évaluation ou le rapport soient déposés auprès de la Commission avec ces documents.

D. 697-87, a. 19.

187. Dans le cas d'une offre public d'échange, la note d'information présente, en plus de l'information prévue à l'annexe XI ou XIV, l'information et les états financiers exigés par règlement pour un prospectus de l'émetteur dont les titres sont offerts en contrepartie.

Pour l'équivalent du prospectus, l'émetteur qui remplit les conditions prévues par règlement, peut se prévaloir du régime du prospectus simplifié.

Toutefois, même pour l'émetteur qui se prévaut du régime du prospectus simplifié, la note d'information présente les états financiers pro forma en la forme et accompagnés du rapport du vérificateur prévus par règlement.

D. 660-83, a. 187; D. 1263-85, a. 47; D. 697-87, a. 20; D. 1622-90, a. 20; D. 226-93, a. 16; A.M. 2003-01, a. 64.

188. (Abrogé).

D. 660-83, a. 188; D. 1263-85, a. 48; D. 697-87, a. 20; D. 30-96, a. 6.

189. Le cours de référence, prévu aux articles 123, 126 et 147.21 de la Loi, en fonction duquel est établie la marge de variation s'obtient en faisant la moyenne des cours de clôture durant les 20 jours ouvrables qui précèdent la date de l'opération ou, si la cote indique seulement le cours le plus haut et le plus bas, la moyenne des

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

moyennes quotidiennes entre le cours le plus haut et le plus bas durant la même période.

Lorsque les négociations ont lieu sur un marché organisé et que les titres ont été négociés moins de 10 jours durant les 20 jours ouvrables qui précèdent l'opération, le cours de référence s'obtient en faisant la moyenne des prix suivants, établis pour chacun de ces 20 jours:

1° le cours de clôture ou, si le cours de clôture n'est pas publié, la moyenne entre le cours le plus haut et le plus bas, pour chaque jour où il y a eu négociation;

2° la moyenne des cours acheteurs et vendeurs pour chaque jour où il n'y a pas eu de négociation.

Lorsqu'il n'y a pas de marché organisé, il faut soumettre à l'approbation de la Commission le prix de référence retenu et la méthode utilisée pour l'établir.

Le prix payé pour les titres comprend le courtage et les commissions.

Dans le cas où la levée d'une option d'achat déclenche le mécanisme de l'offre publique d'achat, la marge de variation se compose de l'excédent du prix de l'option et du prix de levée de l'option sur le cours de référence.

D. 660-83, a. 189; D. 697-87, a. 20; D. 977-88, a. 11; A.M. 2003-01, a. 65.

189.1. Lorsqu'un titre se négocie sur plus d'un marché et qu'un seul de ces marchés est situé au Canada, les cours, aux fins de l'article 189, sont ceux de ce marché.

Toutefois, lorsqu'un titre se négocie sur plus d'un marché au Canada ou seulement à l'extérieur du Canada, les cours sont ceux du marché sur lequel le volume des titres négociés a été le plus important au cours des 20 jours de bourse précédents.

D. 697-87, a. 20.

189.1.1. L'initiateur d'une offre publique est tenu de déposer auprès de la Commission, au moment du dépôt de l'offre et de la note d'information, un avis contenant l'information prévue à l'article 189.1.3.

D. 1346-93, a. 1.

189.1.2. L'auteur d'une offre faite sous le régime d'une dispense d'application de la réglementation des offres publiques prévue aux articles 119, 120, 123 ou 126 de la Loi dans le cas d'une offre publique d'achat ou de rachat ou au paragraphe 2° de l'article 147.21 de la Loi dans le cas d'une offre publique de rachat, ou sous le régime d'une dispense accordée par la Commission en vertu de l'article 263 de la Loi est tenu de

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

déposer auprès de la Commission, dans les 10 jours suivant l'offre, un avis contenant l'information prévue à l'article 189.1.3.

Toutefois, dans le cas d'une offre d'achat faite sous le régime de la dispense prévue à l'article 120 de la Loi, le délai de 10 jours court à compter de la première acquisition faite sous le régime de cette dispense au cours d'une année civile et dans le cas d'une offre de rachat faite sous le régime de la dispense prévue à l'article 120 de la Loi ou au paragraphe 2° de l'article 147.21 de la Loi, il court à compter du dépôt de l'avis d'intention auprès de la Bourse ou de la Commission.

D. 1346-93, a. 1; D. 30-96, a. 7.

189.1.3. L'avis prévu à l'article 189.1.1 ou 189.1.2 contient l'information suivante:

- 1° la dénomination et l'adresse du siège social de la société visée;
- 2° le nom et l'adresse de l'initiateur;
- 3° la désignation des titres qui font l'objet de l'offre;
- 4° la date de l'offre;
- 5° le nombre maximal de titres de la catégorie sur laquelle porte l'offre que l'initiateur compte acquérir;
- 6° la valeur, en monnaie canadienne, de la contrepartie offerte par titre;
- 7° le droit payable sur l'offre, établi selon le paragraphe 1° de l'article 271.4.

Dans les cas prévus au second alinéa de l'article 189.1.2, la date de l'offre est remplacée par la date de la première acquisition de l'année civile s'il s'agit d'une offre d'achat, ou par la date de l'avis d'intention s'il s'agit d'une offre de rachat; dans les 2 cas, la valeur de la contrepartie offerte est remplacée par le cours de clôture le jour précédant le dépôt de l'avis.

D. 1346-93, a. 1.

189.2. L'avis aux porteurs prévu à l'article 130 de la Loi présente les informations suivantes:

- 1° une explication détaillée de la modification dans les conditions initiales ou du changement dans les faits sur lesquels est fondée la note d'information;
- 2° le cas échéant, les nouveaux délais concernant le droit de révocation, la durée de l'offre, la prise de livraison et le règlement des titres;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

- 3° la date de la modification ou du changement;
- 4° l'attestation et les signatures prévues à l'article 182.

D. 697-87, a. 20.

189.3. L'avis de changement dans les faits sur lesquels est fondé l'avis d'un dirigeant ou la circulaire du conseil d'administration présente une information détaillée sur le changement, la mention prévue à l'article 181 ainsi que l'attestation et les signatures prévues à l'article 182.

D. 697-87, a. 20.

189.4. Le communiqué de presse prévu à l'article 142 de la Loi présente, les informations suivantes:

- 1° le nom de l'acquéreur;
- 2° la désignation des titres acquis;
- 3° la date de l'opération;
- 4° le nombre de titres acquis dans la journée;
- 5° le prix le plus élevé payé pour les titres acquis dans la journée;
- 6° le total des titres achetés en bourse depuis le début de l'offre et le prix unitaire moyen;
- 7° la participation de l'acquéreur. en donnant séparément les titres de la catégorie sur laquelle porte l'offre et ceux convertibles en de tels titres.

Lorsque l'acquisition a été effectuée par une personne autre que l'initiateur, le communiqué de presse indique la relation entre l'acquéreur et l'initiateur.

D. 697-87, a. 20.

189.5. (Abrogé).

D. 697-87, a. 20; D. 1622-90, a. 21; A.M. 2003-01, a. 66.

189.6. La déclaration prévue à l'article 147.11 ou 147.12 de la Loi présente les informations exigées par règlement et elle est signée par l'acquéreur.

D. 697-87, a. 20; D. 1622-90, a. 22; A.M. 2003-01, a. 67.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

189.7. Le communiqué de presse prévu à l'article 147.15 ou 147.16 de la Loi présente les informations suivantes:

- 1° le nom de l'acquéreur qui émet le communiqué;
- 2° le nombre de titres par lequel la participation de l'acquéreur a augmenté depuis le lancement de l'offre et le pourcentage que cela représente par rapport à la catégorie de titres;
- 3° le nombre de titres compris dans la participation de l'acquéreur après l'opération ou l'événement qui donne lieu au communiqué de presse et le pourcentage que cela représente par rapport à la catégorie de titres;
- 4° le marché sur lequel l'opération ou l'événement a eu lieu;
- 5° l'objectif poursuivi par l'acquéreur et ses alliés en effectuant l'opération, notamment l'intention de ces personnes d'augmenter par la suite leur participation dans les titres de la société visée.

D. 697-87, a. 20; D. 1622-90, a. 23.

189.8. L'avis prévu à l'article 147.21 de la Loi est déposé auprès de la Commission et publié dans un communiqué de presse au moins 5 jours avant le début de l'offre publique de rachat et présente les informations suivantes:

- 1° le nom de l'émetteur;
- 2° la catégorie et le nombre d'actions ou, dans le cas de titres d'emprunt, la valeur nominale des titres à acquérir;
- 3° les dates du début et de la fin des rachats, lorsqu'elles sont connues;
- 4° le mode d'acquisition;
- 5° la contrepartie offerte;
- 6° les modalités de paiement;
- 7° l'objectif poursuivi;
- 8° le nom de ceux qui se proposent d'accepter l'offre parmi les personnes suivantes: les dirigeants de l'émetteur, les personnes du même groupe et celles avec lesquelles l'émetteur a des liens, les initiés à l'égard de l'émetteur et les personnes avec qui ils ont des liens, dans la mesure où l'information est connue;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

9° tout avantage que pourront retirer les personnes mentionnées au paragraphe 8° de l'acceptation ou du refus de l'offre;

10° le détail de tout projet relativement à un changement important dans les activités de l'émetteur, notamment, tout contrat en voie de négociation, tout projet de liquidation, de vente, de location ou d'échange de la totalité ou d'une partie substantielle de l'actif ou de fusion avec une autre entreprise ou d'effectuer tout autre changement majeur dans ses activités, sa structure, sa direction ou son personnel;

11° la date de l'avis.

L'avis est signé par un dirigeant autorisé par le conseil d'administration de l'émetteur.

D. 697-87, a. 20; D. 977-88, a. 12; D. 1622-90, a. 24.

189.9. En application de l'article 147.3 de la Loi, la durée minimale de validité de l'offre est de 35 jours suivant le lancement de celle-ci.

D. 977-88, a. 13; D. 1622-90, a. 25; A.M. 2003-01, a. 68.

189.10. En application de l'article 147.4 de la Loi, l'initiateur ne peut acheter de titres déposés en réponse à l'offre pendant les 35 jours suivant le lancement de celle-ci.

A.M. 2003-01, a. 68.

189.11. En application de l'article 147.5 de la Loi, le dépôt de titres en réponse à l'offre peut être révoqué au moyen d'un avis écrit transmis au dépositaire avant que l'initiateur n'ait pris livraison des titres, avant l'expiration d'un délai de 10 jours suivant l'avis de modification ou, si les titres n'ont pas été réglés, dans le délai des 3 jours ouvrables de la prise de livraison.

A.M. 2003-01, a. 68.

189.12. Le retrait de titres en réponse à une modification des conditions de l'offre dans les cas prévus à l'article 130 de la Loi ne peut être exercé de la manière prévue à l'article 189.11, si l'initiateur a pris livraison des titres précédemment à la modification. Cette modification doit alors se limiter à une surenchère avec une prorogation d'au plus 10 jours ou à une renonciation de l'une des conditions avec une contrepartie en espèces seulement.

A.M. 2003-01, a. 68.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

189.13. Aux fins de l'article 147.6 de la Loi, l'initiateur prend livraison des titres dans les 10 jours suivant la clôture de l'offre et il les règle dans les 3 jours ouvrables de la prise de livraison.

A.M. 2003-01, a. 68.

189.14. Dans le cas prévu à l'article 147.7 de la Loi, la prise de livraison et le règlement des titres interviennent dans les 10 jours suivant le dépôt.

A.M. 2003-01, a. 68.

189.15. Aux fins de l'article 147.8 de la Loi, la clôture de l'offre n'intervient pas moins de 10 jours suivant le jour de livraison de l'avis de modification.

A.M. 2003-01, a. 68.

TITRE V COURTIERS ET CONSEILLERS EN VALEURS

CHAPITRE I CATÉGORIES D'INSCRIPTION

190. Les personnes tenues à l'inscription à titre de courtier ou de conseiller en valeurs demandent l'inscription dans l'une des catégories prévues aux articles suivants.

D. 660-83, a. 190.

191. La personne qui compte exercer l'activité de courtier demande l'inscription de plein exercice, à moins qu'elle ne compte limiter son activité aux formes d'investissement ou aux types d'opérations donnant lieu à une inscription d'exercice restreint.

D. 660-83, a. 191.

191.1. Le remisier, qui recueille des ordres auprès de ses clients en vue de les faire exécuter en bourse ou sur le marché hors cote par un courtier, appelé courtier chargé de compte, demande une inscription à titre de courtier de plein exercice.

D. 30-96, a. 8.

191.2. La personne qui compte limiter son activité de courtier à celle permise à un centre financier international en application du Règlement sur les impôts (R.R.Q., 1981, c. I-3, r. 1) demande une inscription à titre de courtier de plein exercice.

D. 30-96, a. 8.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

191.3. La personne qui compte exercer l'activité d'intermédiaire dans la négociation de valeurs sans donner de conseils dans l'achat ou la vente des titres demande une inscription à titre de courtier exécutant.

D. 627-2000, a. 1.

192. Les catégories d'inscription d'exercice restreint sont les suivantes:

- 1° (paragraphe abrogé);
- 2° (paragraphe abrogé);
- 3° (paragraphe abrogé);
- 4° (paragraphe abrogé);
- 5° (paragraphe abrogé);
- 6° émetteur-placeur, pour l'émetteur qui compte limiter son activité à placer, sans dispense de prospectus, une valeur émise par lui;
- 7° négociateur autonome, pour le membre d'une bourse reconnue par la Commission ou titulaire d'un permis restreint de négociation délivré par une telle bourse et qui compte effectuer des opérations pour son compte ou pour le compte d'un courtier;
 - 7.1° courtier en placements d'actions d'une société de placements dans l'entreprise québécoise (SPEQ), pour celui qui compte limiter son activité à placer des actions d'une SPEQ;
 - 7.2° courtier en titres d'emprunt, pour celui qui compte limiter son activité à placer ou à vendre des titres désignés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 41 de la Loi;
- 8° toute autre catégorie désignée par la Commission.

Le courtier d'exercice restreint, sauf dans le cas de celui qui appartient à la catégorie prévue aux paragraphes 6° et 7°, est tenu de toujours se présenter en utilisant la désignation spécifique de la catégorie à laquelle il appartient, en particulier dans ses imprimés et dans sa publicité.

D. 660-83, a. 192; D. 977-88, a. 14; D. 1622-90, a. 26; D. 30-96, a. 9; D. 627-2000, a. 2.

192.0.1. Le représentant ne peut s'inscrire dans les catégories suivantes que s'il agit pour le compte d'une personne inscrite à titre de courtier de plein exercice ou de courtier exécutant:

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

1° le représentant en épargne collective, pour celui qui compte exercer l'activité de placer des actions de sociétés d'investissement à capital variable ou des parts de fonds communs de placement;

2° le représentant en contrats d'investissement, pour celui qui compte exercer l'activité de placer des contrats d'investissement;

3° le représentant en plans de bourses d'études, pour celui qui compte exercer l'activité de placer des parts de plans de bourses d'études.

D. 627-2000, a. 3.

192.1. La personne qui compte effectuer, exclusivement pour le compte d'opérateurs professionnels, des opérations sur des options sur marchandises ou sur devises est dispense de s'inscrire à titre de courtier en valeurs si elle remplit les conditions suivantes:

1° elle est membre ou membre associé de la Bourse de Montréal;

2° elle est soumise aux règlements et aux règles de fonctionnement de la Bourse de Montréal concernant les options visées;

3° le négociateur de ces options a la préparation professionnelle exigée par la Bourse de Montréal.

Il faut entendre par «opérateur professionnel»: une personne qui exerce habituellement une activité professionnelle qui l'expose à un risque de prix et qui se protège par des opérations sur des marchés où se négocient des options ou des contrats à terme propres à la garantir contre ce risque.

D. 1263-85, a. 49.

193. La personne qui compte exercer l'activité de conseiller en valeurs demande l'inscription de plein exercice, à moins qu'elle ne compte offrir aucun service de gestion de portefeuille, auquel cas elle demande une inscription d'exercice restreint.

D. 660-83, a. 193; D. 1622-90, a. 27.

193.1. La personne qui compte limiter son activité de conseiller à celle permise à un centre financier international en application du Règlement sur les impôts (R.R.Q., 1981, c. I-3, r. 1) demande une inscription à titre de conseiller de plein exercice.

D. 30-96, a. 10.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

194. Le courtier de plein exercice qui compte offrir des services de gestion de portefeuille est dispensé de s'inscrire à titre de conseiller en valeurs s'il remplit les conditions suivantes:

1° les personnes physiques qui assument la gestion sont inscrites à titre de représentants du courtier;

2° il établit des règles de fonctionnement propres à sauvegarder l'intérêt de ses clients;

3° il respecte les règles prévues à l'article 190 de la Loi ainsi qu'aux paragraphes 2°, 3° et 4° de l'article 224 et aux articles 240 et 249 du présent règlement;

4° il avise la Commission avant de commencer à offrir des services de gestion de portefeuille.

D. 660-83, a. 194; D. 697-87, a. 22; D. 1622-90, a. 28.

194.1. Est dispensé de l'inscription à titre de courtier:

1° l'émetteur qui limite son activité de courtier au placement, sous le régime de la dispense de prospectus prévue à l'article 41 de la Loi, de titres émis par lui, à condition de n'effectuer de tels placements qu'à titre accessoire ;

2° une banque ou une banque étrangère autorisée figurant à l'annexe I, II ou III de la Loi sur les banques, la Caisse centrale Desjardins du Québec, constituée en vertu de la Loi sur le Mouvement Desjardins (2000, c. 77), une coopérative de services financiers au sens de la Loi sur les coopératives de services financiers (L.R.Q., c. C-67.3) ainsi qu'une société de fiducie titulaire d'un permis conformément à la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne qui limite son activité de courtier au placement ou à la vente d'un billet à échéance d'un an ou moins visé par la dispense de prospectus prévue au paragraphe 3° de l'article 41 de la Loi.

A.M. 2005-22, a. 10.

194.2. Est dispensée de l'inscription à titre de conseiller, la personne qui n'exerce l'activité de conseiller en valeurs qu'auprès d'un investisseur qualifié visé au paragraphe a, b, c, d, f, g, i, p, au sous-paragraphe i du paragraphe q ou au paragraphe v de la définition de «investisseur qualifié» prévue à l'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus et d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n°2005-20 du 12 août 2005 et à l'égard duquel s'applique la dispense prévue à l'article 2.3 de ce règlement.

Le premier alinéa ne s'applique pas à une personne qui exerce auprès d'une société de fiducie inscrite ou autorisée à exercer son activité dans un territoire étranger visée au paragraphe p de la définition de «investisseur qualifié» ou auprès d'une

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

personne inscrite ou autorisée à exercer l'activité de conseiller ou l'équivalent en vertu de la législation en valeurs mobilières d'un territoire étranger visée au sous-paragraphe i du paragraphe q de cette définition.

A.M. 2005-22, a. 10.

CHAPITRE II MODALITÉS DE L'INSCRIPTION

195. *Le candidat à l'inscription comme courtier ou conseiller en valeurs présente sa demande sur le formulaire 2.*

Sauf dans le cas de l'émetteur-placeur, la demande d'inscription est accompagnée des états financiers et du rapport du vérificateur.

D. 660-83, a. 195.

196. *Le candidat à l'inscription comme courtier ou comme conseiller en valeurs doit justifier, au moment de sa demande, d'une assurance ou d'un cautionnement lui procurant la couverture exigée à l'article 213.*

La Commission peut en dispenser, aux conditions qu'elle détermine, certains courtiers d'exercice restreint.

D. 660-83, a. 196.

197. *Le candidat à l'inscription comme représentant d'un courtier ou d'un conseiller en valeurs présente sa demande sur le formulaire 3.*

D. 660-83, a. 197.

197.1. *Le représentant qui exerce l'activité de courtier exécutant, l'activité de représentant en épargne collective, de représentant en contrats d'investissement ou de représentant en plans de bourses d'études doit toujours se présenter comme représentant en faisant mention de la catégorie à laquelle il appartient.*

D. 30-96, a. 11; D. 627-2000, a. 4.

198. *Le candidat à l'inscription comme courtier ou conseiller en valeurs joint à la demande d'inscription les droits prescrits au chapitre II du titre sixième.*

D. 660-83, a. 198.

CHAPITRE III
EFFETS DE L'INSCRIPTION

199. *L'inscription est valide jusqu'à la radiation. Elle donne lieu, chaque année, au versement des droits prévus au chapitre II du titre sixième.*

D. 660-83, a. 199.

200. *Les droits conférés par l'inscription sont automatiquement suspendus, à moins que la Commission en décide autrement, si les droits prévus à l'article 271.5 n'ont pas été payés le 30^e jour de la date où ils sont devenus exigibles. Au moins 10 jours avant la fin de ce délai, la Commission fait parvenir à la personne inscrite en défaut un avis lui rappelant son obligation d'acquitter les droits et les conséquences du non-paiement.*

La suspension est levée à compter du dépôt du paiement des droits auprès de la Commission.

D. 660-83, a. 200; D. 1622-90, a. 29; D. 226-93, a. 17; D. 30-96, a. 12.

201. *Les droits conférés à l'émetteur-placeur par l'inscription sont suspendus lorsque le placement est interrompu ou qu'il prend fin.*

La suspension est levée lorsque l'émetteur-placeur reprend le placement ou entreprend le placement d'une autre valeur.

D. 660-83, a. 201; D. 30-96, a. 13.

201.1. *La Commission peut procéder d'office à la radiation de l'inscription d'un courtier ou d'un conseiller en valeurs lorsque la période de suspension des droits qui lui sont conférés par cette inscription excède un an.*

D. 30-96, a. 14.

202. *Le représentant d'un courtier ou d'un conseiller en valeurs doit interrompre son activité dans les cas suivants:*

1° il cesse de représenter le courtier ou le conseiller en valeurs qu'il a déclaré représenter au moment de l'inscription;

2° le courtier ou le conseiller en valeurs qu'il représente fait l'objet d'une suspension ou d'une radiation.

Il peut reprendre son activité lorsqu'un autre courtier ou conseiller avise la Commission qu'il a retenu les services du représentant ou lorsque la suspension prononcée contre le courtier ou le conseiller est levée.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Toutefois, le représentant d'un courtier d'exercice restreint qui passe chez un courtier de plein exercice, chez un courtier exécutant ou chez un courtier d'exercice restreint d'une autre catégorie ne peut reprendre son activité que par une décision de la Commission, une fois qu'elle a vérifié si le représentant possède une préparation professionnelle suffisante.

La Commission peut toutefois procéder d'office à la radiation de l'inscription du représentant lorsqu'il a interrompu son activité depuis plus de 6 mois.

Le troisième alinéa s'applique également au représentant d'un courtier exécutant qui passe chez un courtier de plein exercice ou chez un courtier d'exercice restreint.

D. 660-83, a. 202; D. 977-88, a. 15; D. 226-93, a. 18; D. 627-2000, a. 5.

CHAPITRE IV CONDITIONS À REMPLIR

203. Le courtier ou le conseiller en valeurs possède, au Québec, un établissement principal, dirigé par une personne qui fait partie de la direction et qui réside au Québec. Il maintient à cet établissement une identification claire et une ligne téléphonique distincte.

La Commission peut toutefois, aux conditions qu'elle détermine, dispenser le conseiller en valeurs de ces exigences.

D. 660-83, a. 203; A.M. 2003-01, a. 69.

204. Le candidat qui demande l'inscription comme représentant d'un courtier ou d'un conseiller doit avoir atteint l'âge de 18 ans et résider au Québec.

D. 660-83, a. 204.

205. Le candidat à l'inscription à titre de représentant d'un courtier ou d'un conseiller doit avoir suivi avec succès des cours qui lui donnent, de l'avis de la Commission, une préparation professionnelle suffisante.

En outre, la personne qui veut exercer des fonctions de dirigeant doit posséder des connaissances et une expérience qui, de l'avis de la Commission, la préparent suffisamment à ses fonctions.

D. 660-83, a. 205; D. 30-96, a. 15; A.M. 2003-01, a. 70.

206. La personne physique qui demande l'inscription comme courtier ou conseiller en valeurs doit posséder l'expérience et les connaissances exigées du dirigeant.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Cette règle ne s'applique pas au négociateur autonome.

D. 660-83, a. 206; D. 1263-85, a. 50.

207. *Le courtier de plein exercice ou le courtier exécutant possède un capital minimum de 250 000 \$.*

Le remisier possède un capital minimum de 75 000 \$.

Le courtier de plein exercice ou le courtier exécutant possède un capital régularisé en fonction du risque, qui n'est pas inférieur à zéro, calculé selon la méthode prévue par les Règles de la Bourse de Montréal. La franchise que comporte l'assurance ou le cautionnement prévu à l'article 213 doit être incluse.

D. 660-83, a. 207; D. 1263-85, a. 51; D. 1622-90, a. 30; D. 30-96, a. 16.

208. *Le courtier d'exercice restreint, à l'exception de l'émetteur placeur ou du négociateur autonome, possède un capital liquide net au moins égal à la somme de 50 000 \$ et de la franchise que comporte l'assurance ou le cautionnement prévu à l'article 213.*

La méthode de calcul du capital liquide net est prévue par règlement.

D. 660-83, a. 208; D. 1622-90, a. 31; D. 30-96, a. 17; D. 627-2000, a. 6; A.M. 2003-01, a. 71.

209. *Le conseiller de plein exercice possède un fonds de roulement au moins égal à la somme de 25 000 \$ et de la franchise que comporte l'assurance ou le cautionnement prévu à l'article 213.*

Le conseiller d'exercice restreint possède un fonds de roulement au moins égal à 5 000 \$

D. 660-83, a. 209; D. 1622-90, a. 32.

210. *La Commission peut modifier à la hausse ou à la baisse le montant du capital liquide net ou du fonds de roulement dans les cas où elle estime que la nature de l'activité exercée nécessite un niveau de liquidités plus élevé ou que la protection des épargnants est suffisamment assurée.*

D. 660-83, a. 210; A.M. 2003-01, a. 72.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

211. *Le courtier ou le conseiller en valeurs avise la Commission sans délai dès qu'il ne possède plus le capital liquide net ou le fonds de roulement exigé par les articles 207 à 209.*

D. 660-83, a. 211.

212. *Le courtier ou le conseiller peut, avec l'autorisation de la Commission, emprunter des fonds qui seront intégrés à son capital régularisé en fonction du risque, à son capital liquide net ou à son fonds de roulement, à condition que le prêteur renonce à concourir avec les autres créanciers et remplisse le formulaire prévu par règlement.*

D. 660-83, a. 212; D. 30-96, a. 18; A.M. 2003-01, a. 73.

213. *Le courtier d'une catégorie quelconque ou le conseiller de plein exercice doit souscrire une assurance ou un cautionnement lui procurant une couverture jugée suffisante par la Commission. La couverture d'assurance et le cautionnement doivent respecter les exigences prévues aux règles d'un organisme d'autoréglementation dont il est membre.*

Sauf décision contraire de la Commission, la couverture minimale est de:

1° 500 000 \$ par catégorie de risques couverts par l'assurance d'institution financière du courtier de plein exercice ou du courtier exécutant;

2° 200 000 \$ par catégorie de risques couverts par l'assurance d'institution financière du courtier remisier;

3° 100 000 \$, plus 50 000 \$ par salarié, pour le courtier en titres d'emprunt ou en placements d'actions d'une SPEQ;

4° 10 000 \$ pour le conseiller.

D. 660-83, a. 213; D. 697-87, a. 25; D. 1622-90, a. 33; D. 627-2000, a. 7; A.M. 2003-01, a. 74.

214. *Le courtier d'une catégorie quelconque ou le conseiller de plein exercice avise la Commission de toute modification et de toute mise en jeu de l'assurance ou du cautionnement exigé selon l'article 213.*

D. 660-83, a. 214.

215. *Le courtier de plein exercice ou le courtier exécutant doit être membre d'un organisme d'autoréglementation et participer à un fonds de garantie acceptable, de l'avis de la Commission.*

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Le courtier non-membre d'un organisme d'autoréglementation participe à un fonds de garantie approuvé par la Commission; celle-ci peut déterminer le montant de la contribution.

D. 660-83, a. 215; D. 1622-90, a. 34; A.M. 2003-01, a. 75.

216. *Le courtier qui garde, pour le compte d'un client, des titres entièrement payés et non affectés en garantie doit les séparer des autres titres. Sur les relevés de compte et dans ses registres, il doit indiquer clairement que ces titres sont en dépôt.*

Le courtier n'est pas tenu d'utiliser un certificat distinct au nom d'un client.

D. 660-83, a. 216.

217. *Le courtier peut utiliser les soldes créditeurs non affectés en garantie aux conditions suivantes:*

1° *le relevé de compte, transmis au client, porte une mention que ces fonds sont utilisés pour le financement du fonds de roulement du courtier et sont payables sur demande;*

2° *il paie un intérêt raisonnable;*

3° *il ne peut conserver ces fonds qu'à titre temporaire, en vue d'un investissement en valeur.*

Toutefois, la Commission peut, aux conditions qu'elle détermine, autoriser une dérogation à la règle prévue au paragraphe 3°, dans le cas d'un courtier qui offre un compte permettant l'émission de chèques et des opérations par carte de crédit.

D. 660-83, a. 217; D. 1263-85, a. 52.

218. *Le conseiller de plein exercice doit garder dans un compte en fidéicomis, distinct de son actif, les sommes reçues au titre de souscriptions ou de paiements par anticipation, jusqu'au moment de les utiliser conformément à leur destination.*

D. 660-83, a. 218.

218.1. *Le conseiller qui perçoit une rémunération ou des frais d'abonnement pour des services qu'il n'a pas encore fournis doit garder dans un compte en fidéicomis les sommes perçues d'avance jusqu'à ce que les services soient fournis, à moins que la rémunération ou frais perçus d'avance couvrent une période n'excédant pas 3 mois.*

D. 977-88, a. 17.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

219. *Le courtier est tenu de faire un inventaire des titres gardés pour le compte de ses clients, ou d'obtenir une confirmation dans le cas de titres gardés par un cocontractant ou déposés en compte courant auprès d'un organisme de compensation, et d'en rapprocher les résultats avec les inscriptions portées dans ses livres et registre:*

- 1° semestriellement dans le cas des titres visés à l'article 216;*
- 2° mensuellement dans le cas des autres titres.*

D. 660-83, a. 219.

219.1. *Le courtier en placements d'actions d'une SPEQ ne peut être preneur ferme pour le placement de ces titres et il doit immédiatement déposer les fonds recueillis dans un compte en fiducie sous le contrôle du fiduciaire de l'émetteur.*

D. 627-2000, a. 8.

CHAPITRE V DOCUMENTS COMPTABLES

220. *Le courtier ou le conseiller tient les livres et registres nécessaires à son activité et les conserve pour une période d'au moins 5 ans, sauf le formulaire d'ouverture de compte qui est conservé pendant au moins les 5 années qui suivent la date de fermeture du compte.*

Ces livres et registres peuvent être tenus au moyen d'appareils informatiques ou mécanographiques, à condition que

- 1° des précautions suffisantes soient prises pour minimiser les risques de falsification de l'information;*
- 2° il soit possible de fournir l'information, dans un délai raisonnable et sous une forme précise et compréhensible, à toute personne autorisée par la loi à en faire la vérification.*

D. 660-83, a. 220; D. 1263-85, a. 53; D. 30-96, a. 19.

221. *Les livres et registres que doit tenir au Québec le courtier ou le conseiller sont conservés à l'établissement principal qu'il doit posséder au Québec.*

D. 660-83, a. 221; D. 1263-85, a. 54.

222. *Les livres et registres que doit tenir le courtier dont le siège social est au Québec comprennent notamment:*

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

1° des registres de première inscription dans lesquels sont inscrits par ordre chronologique les achats et ventes de titres ventilés selon les marchés où les opérations ont été effectuées, les titres reçus et livrés, les encaissements et les décaissements;

2° des relevés de compte des clients dans lesquels sont inscrits, pour chaque compte distinct, les opérations d'achat ou de vente, les titres reçus et livrés et tous les autres mouvements imputés au débit ou au crédit du compte;

3° des livres dans lesquels sont inscrits:

- a) les titres en cours de transfert;
- b) les dividendes et les intérêts reçus;
- c) les titres empruntés ou prêtés;
- d) les sommes empruntées ou prêtées, avec indication de la garantie afférente;
- e) les titres non reçus ou non libérés à la date de règlement;
- f) les positions couvertes et à découvert, sur chaque valeur, tant dans les comptes de clients que dans ceux de la personne inscrite, avec indication du compte et du lieu où sont conservés les titres ou de la position prise en compensation des titres vendus à découvert;

4° un registre des ordres d'achat ou de vente de titres et des instructions s'y rapportant, dans lequel sont consignés:

- a) le libellé de l'ordre;
- b) le compte sur lequel il porte;
- c) le nom du donneur d'ordre, lorsqu'il est différent du nom exigé au paragraphe b)
- d) la date et l'heure de l'ordre;
- e) le cas échéant, le fait que l'ordre est donné en vertu d'un contrat de gestion;
- f) le prix d'exécution de l'ordre;
- g) la date;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

5° un registre contenant les copies des avis d'exécution et des relevés de compte transmis aux clients;

6° un dossier par client contenant:

a) le nom et l'adresse du titulaire du compte et, le cas échéant, de son garant;

b) toute procuration par laquelle le titulaire du compte confère à une autre personne le pouvoir de donner des ordres pour lui avec indication de l'adresse de cette personne;

c) dans le cas d'un compte conjoint ou d'un compte ouvert au nom d'une société, le nom et l'adresse de la personne autorisée à donner des ordres, avec le document lui conférant ce pouvoir;

d) s'il y a lieu, un contrat de compte sur marge, signé par le titulaire du compte et, le cas échéant, par son garant;

e) le formulaire d'ouverture de compte ainsi que les mises à jour;

f) le document requis à l'ouverture d'un compte par un courtier autorisé à exercer l'activité de planificateur financier;

g) le formulaire «Déclaration de dépôt de fonds» utilisé lors d'opérations importantes en espèces;

7° un registre dans lequel sont inscrites les options achetées, vendues ou garanties par le courtier, avec indication de la valeur et du nombre de titres sur lesquels portent ces options;

8° des livres et registres faisant apparaître dans le détail tous les éléments de l'actif et du passif, les produits et les charges ainsi que le capital;

9° une balance de vérification mensuelle et un calcul mensuel du capital régularisé en fonction du risque ou du capital liquide net;

10° un registre dans lequel sont inscrites de façon détaillée les commissions quotidiennes des représentants;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

11° un registre de partage des commissions dans lequel sont consignés pour chaque partage: l'identité des copartageants, avec leur adresse et leur secteur d'activité, l'objet et la date de l'opération, l'identité des personnes parties à l'opération, le pourcentage de la commission ou son montant et la façon dont elle est répartie entre les copartageants.

D. 660-83, a. 222; D. 30-96, a. 20.

223. Les livres et registres, concernant les opérations effectuées au Québec ou pour le compte de résidents du Québec, que doit tenir le courtier dont le siège social n'est pas au Québec comprennent notamment:

1° une copie des registres de première inscription dans lesquels sont inscrits par ordre chronologique les achats et ventes de titres ventilés selon les marchés où les opérations ont été effectuées;

2° une copie des relevés de compte pour les clients dans lesquels sont inscrits pour chaque compte distinct, les opérations d'achat ou de vente, les titres reçus et livrés et tous les autres mouvements imputés au débit ou au crédit du compte;

3° les registres prévus aux paragraphes 4°, 5°, 6° et 10° de l'article 222.

D. 660-83, a. 223.

224. Les livres et registres que doit tenir le conseiller de plein exercice comprennent notamment:

1° un journal dans lequel sont inscrits par ordre chronologique les encaissements et les décaissements, et tout autre livre de première inscription des opérations portées dans un autre livre;

2° un grand livre des comptes gérés en vertu d'un contrat de gestion;

3° un dossier par client contenant:

a) le formulaire d'ouverture de compte;

b) les contrats de gestion conclus avec les clients;

c) le document requis à l'ouverture d'un compte par un conseiller autorisé à exercer l'activité de planificateur financier;

d) le formulaire «Déclaration de dépôt de fonds» utilisé lors d'opérations importantes en espèces;

e) la convention de négociation d'options ou de contrats à terme;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

4° un registre dans lequel sont inscrits, pour chaque client, les opérations d'achat et de vente, avec indication de la date de l'opération, du nombre de titres achetés ou vendus et du prix;

5° un registre dans lequel est inscrit, pour chaque valeur, le nombre de titres appartenant à chaque client;

6° des livres et registres faisant apparaître dans le détail tous les éléments de l'actif et du passif, les produits et les charges ainsi que le capital;

7° une balance de vérification mensuelle et un calcul mensuel du fonds de roulement.

D. 660-83, a. 224; D. 30-96, a. 21.

224.1. Le courtier ou le conseiller en valeurs tient un registre des plaintes qui présente notamment les informations suivantes:

- 1° la date de la plainte;
- 2° le nom du plaignant;
- 3° le nom de la personne faisant l'objet de la plainte;
- 4° la valeur ou les services faisant l'objet de la plainte;
- 5° la date et le dispositif de la décision rendue sur la plainte.

D. 30-96, a. 22.

224.2. Le courtier ou le conseiller en valeurs établit par écrit des règles de contrôle interne permettant au membre de la direction qui dirige l'établissement principal au Québec:

- 1° de surveiller l'ouverture et l'administration des comptes de clients;
- 2° d'effectuer une surveillance des représentants et du personnel de bureau;
- 3° d'assurer le respect de la Loi, d'un règlement et des règles d'un organisme d'autoréglementation dont il est membre.

D. 30-96, a. 22; A.M. 2003-01, a. 76.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

224.3. Le remisier dont le siège social est au Québec est dispensé des obligations prévues aux paragraphes 1°, 2°, 3°, 5° et 7° de l'article 222, lesquelles incombent au courtier chargé de compte.

D. 30-96, a. 22.

224.4. Le remisier dont le siège social n'est pas au Québec est dispensé des obligations prévues au paragraphe 5° de l'article 222 et aux paragraphes 1° et 2° de l'article 223, lesquelles incombent au courtier chargé de compte.

D. 30-96, a. 22.

CHAPITRE VI AVIS À LA COMMISSION

225. Le courtier ou le conseiller en valeurs avise la Commission dans un délai de dix jours:

- 1° du changement d'adresse d'un de ses établissements;
- 2° de la fin du mandat d'un membre du conseil d'administration;
- 3° de la cessation d'emploi d'un représentant et du motif de celle-ci.
- 4° de la cessation des fonctions d'un dirigeant;
- 5° du changement de la date de clôture de l'exercice.

D. 660-83, a. 225; D. 1263-85, a. 55; D. 30-96, a. 23.

226. De plus, le courtier avise la Commission dans un délai de dix jours:

- 1° de l'ouverture et de la fermeture d'un établissement situé au Québec;
- 2° de la nomination d'un représentant comme responsable d'un établissement.

D. 660-83, a. 226.

227. Le représentant ou le membre de la direction avise la Commission dans un délai de 10 jours:

- 1° de tout changement d'adresse;
- 2° de la cessation de son emploi;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

3° d'une requête en faillite ou d'une déclaration de faillite;

4° de la cession de ses biens;

5° d'une accusation à l'égard d'une infraction criminelle ou d'une contravention à une loi fiscale, ainsi que du jugement rendu sur cette accusation ou du plaidoyer de culpabilité en réponse à cette accusation;

6° d'une ou plusieurs actions civiles intentées contre lui pour un montant global supérieur à 50 000 \$;

7° de mesures disciplinaires prises contre lui ou d'une sanction infligée par un organisme d'autoréglementation ou une autorité en valeurs mobilières.

D. 660-83, a. 227; D. 1622-90, a. 35; D. 30-96, a. 24; A.M. 2003-01, a. 77.

228. Le courtier ou le conseiller en valeurs avise la Commission des modifications suivantes, lesquelles sont soumises à son approbation dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 159 de la Loi:

1° la nomination d'un membre de la direction;

2° la nomination d'un membre du conseil d'administration;

2.1° la nomination d'un nouveau dirigeant responsable de l'établissement principal du Québec, comme l'exige l'article 203;

3° une modification touchant le volume ou les conditions des emprunts prévus à l'article 212;

4° la prise ou le renforcement d'une position importante;

5° la cessation de fonctions du dirigeant chargé de son établissement principal au Québec;

6° l'exercice d'une autre activité.

La position importante se définit par la réunion dans une même main de plus de 10 % des droits de vote afférents aux titres émis par le courtier, le conseiller ou la personne qui en détient le contrôle. Pour apprécier la position importante, il faut ajouter aux droits de vote que possède une personne ceux que possèdent ses alliés, ainsi que ceux qu'elle-même et ses alliés contrôlent, notamment du fait qu'ils peuvent exercer le droit de vote afférent à ces titres.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Sont considérés comme alliés d'une personne les sociétés du même groupe et les personnes avec lesquelles elle a des liens.

D. 660-83, a. 228; D. 1263-85, a. 56; D. 697-87, a. 26; D. 226-93, a. 19.

228.1. *Dans le cas de la nomination comme membre du conseil d'administration ou de la direction d'une personne qui n'est pas déjà agréée en qualité de dirigeant, l'avis prévu à l'article 228 est donné au moyen du formulaire 3.*

Dans le cas de la personne déjà agréée à titre de membre du conseil d'administration qui est nommée membre de la direction ou dans le cas du dirigeant déjà agréé qui devient dirigeant d'un courtier d'une catégorie différente, le formulaire 3 est remplacé par un simple avis.

Par dérogation à l'article 228, les autres nominations ne sont pas soumises à l'approbation de la Commission; seul un avis est envoyé à la Commission dans un délai de 10 jours.

D. 1263-85, a. 56.

229. *Le paragraphe 3° de l'article 228 ne s'applique pas aux membres d'un organisme d'autoréglementation reconnu par la Commission.*

D. 660-83, a. 229; D. 697-87, a. 27.

230. *L'émetteur-placeur est dispensé de l'application des paragraphes 1° et 2° de l'article 225 ainsi que des articles 226 et 228.*

D. 660-83, a. 230.

CHAPITRE VII

OUVERTURE DE COMPTES ET OBLIGATIONS VIS-À-VIS DES CLIENTS

230.1. *Dans le présent chapitre, il faut entendre par:*

«émetteur associé»: un émetteur associé au sens du Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs approuvé par l'arrêté ministériel n° 2005-14 du 2 août 2005 ;

«émetteur relié»: un émetteur relié au sens du Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs;

«entente de réseau»: une entente intervenue entre un courtier ou un conseiller et une institution financière (inscrite ou non) aux termes de laquelle le courtier ou le conseiller:

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

1° propose au public une gamme de titres et de biens ou services, dont certains proviennent de l'institution financière;

2° coopère avec l'institution financière en vue de proposer au public des titres et des biens ou services, notamment en versant à l'institution financière ou à ses salariés une commission pour lui avoir envoyé un client à qui le courtier vend des titres ou des services,

à l'exclusion des opérations sur les titres de l'institution financière si elles sont faites sur la même base que les opérations sur les titres d'autres émetteurs.

D. 977-88, a. 18; A.M. 2005-17, a. 2.

230.2. (Abrogé).

D. 977-88, a. 18; A.M. 2005-17, a. 3.

230.3. Pour l'application des définitions de l'«émetteur associé» et de l'«émetteur relié», un émetteur n'est pas émetteur associé ou relié à l'égard d'un courtier du seul fait que celui-ci, dans son rôle de preneur ferme, possède des titres de l'émetteur au cours du placement et dans le cours normal de son activité.

D. 977-88, a. 18.

230.4. (Abrogé).

D. 977-88, a. 18; A.M. 2005-17, a. 3.

230.5. La Commission peut désigner une personne comme émetteur relié par rapport à un courtier ou à un conseiller en valeurs lorsqu'elle le juge nécessaire vu les relations commerciales de cette personne avec le courtier ou le conseiller en valeurs ou avec un émetteur relié à celui-ci.

Avant de rendre sa décision, la Commission doit donner au courtier ou au conseiller en valeurs et à la personne intéressée l'occasion d'être entendues.

D. 977-88, a. 18.

231. Le courtier d'une catégorie quelconque ou le conseiller de plein exercice confie à un dirigeant résidant au Québec la responsabilité d'approuver l'ouverture des comptes.

Toutefois, la Commission peut, aux conditions qu'elle détermine, autoriser le responsable d'un établissement à approuver l'ouverture des comptes.

D. 660-83, a. 231.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

232. À l'ouverture d'un compte, le courtier ou le conseiller remplit un formulaire qui contient les renseignements prévus par règlement de la Commission.

Le cas échéant, il doit joindre à ce formulaire la procuration par laquelle le titulaire du compte autorise un tiers à donner des ordres pour son compte.

D. 660-83, a. 232; D. 30-96, a. 25; A.M. 2003-01, a. 78.

233. Toute opération faite dans le cadre d'un contrat de gestion doit être approuvée au préalable par un dirigeant du courtier ou du conseiller.

D. 660-83, a. 233; D. 1263-85, a. 57.

234. Le conseiller ne peut avoir ni la possession ni la garde de titres ou espèces appartenant à ses clients, sous réserve de l'article 218.

D. 660-83, a. 234; D. 1263-85, a. 58.

234.1. (Abrogé).

D. 977-88, a. 19; A.M. 2003-01, a. 79.

234.2. Le courtier ou le conseiller en valeurs doit déposer auprès de la Commission une déclaration de principes contenant:

1° un exposé complet des principes qu'il s'est donnés concernant ses activités à titre de courtier ou de conseiller sur ses propres titres et sur ceux d'émetteurs reliés et, au cours d'un placement, sur les titres d'émetteurs associés;

2° une liste des émetteurs reliés qui sont des émetteurs assujettis ou qui ont effectué à l'extérieur du Québec un placement de titres qui en aurait fait des émetteurs assujettis au Québec;

3° une brève description de la relation avec chaque émetteur relié mentionné au paragraphe 2°;

4° la mention suivante, ou une mention plus explicite placée à un endroit bien en vue, en caractères gras d'une taille au moins équivalente à celle du texte:

«La réglementation des valeurs mobilières au Canada exige du courtier ou du conseiller, dans la mesure où son activité porte sur ses propres titres ou sur ceux d'émetteurs reliés ou associés soit à lui, soit à un tiers relié à lui, qu'ils se conforment à certaines règles, en particulier en matière d'information. Dans certaines provinces ou territoires, ces règles imposent au courtier et au conseiller l'obligation d'informer son client de la relation ou de l'association avec l'émetteur de titres avant de faire une opération pour un client ou de lui donner un conseil. Pour plus de détails concernant

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

ces règles ainsi que leurs droits, les clients doivent se reporter aux dispositions applicables ou consulter un conseiller juridique.»

D. 977-88, a. 19.

234.3. *Le courtier ou le conseiller en valeurs qui agit comme contrepartiste, qui sollicite un client en vue d'une opération ou qui fait une recommandation doit fournir, sans frais, une copie de la déclaration de principes au client avant le règlement de l'opération, à moins qu'il ne l'ait déjà fournie. Il doit remettre la déclaration au client lorsque celui-ci en fait la demande.*

D. 977-88, a. 19.

234.4. *Lorsque survient un changement important par rapport à l'information donnée dans la déclaration de principes, le courtier ou le conseiller en valeurs doit:*

1° déposer auprès de la Commission une version révisée ou une modification de la déclaration de principes;

2° fournir à chacun de ses clients qui a reçu la déclaration initiale une copie de la version révisée ou de la modification dès qu'il fait une opération pour un client ou qu'il lui donne un conseil, mais sans excéder un délai de 45 jours à compter du dépôt auprès de la Commission.

Toutefois, il n'est pas nécessaire de fournir une copie de la version révisée ou de la modification à un client dont le compte est inactif depuis 2 ans. Une copie devra cependant lui être fournie dès qu'il fait une opération.

D. 977-88, a. 19.

235. *Dans ses relations avec ses clients et dans l'exécution du mandat reçu d'eux, la personne inscrite est tenue d'apporter les soins que l'on peut attendre d'un professionnel avisé, placé dans les mêmes circonstances. Notamment, elle doit veiller à ce que les ordres soient exécutés au cours le plus avantageux qu'il soit possible d'obtenir sur les bourses canadiennes, sauf instruction contraire.*

D. 660-83, a. 235; D. 1263-85, a. 59.

236. *La personne inscrite qui agit en vertu d'un contrat de gestion doit s'abstenir de toute opération pour le compte d'un client dans le cas où ses propres intérêts risquent de fausser son jugement.*

Notamment elle doit s'abstenir de souscrire ou d'acheter, pour le compte d'un client, des titres qu'elle-même ou une personne du même groupe possède, des titres au placement desquels elle-même ou une personne du même groupe participe ou des titres émis par une société ayant comme dirigeant un dirigeant ou un représentant du

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

courtier ou du conseiller à moins d'obtenir son consentement après lui avoir déclaré ce fait.

Pour l'application de la présente règle, les portefeuilles gérés par des personnes du même groupe que la personne inscrite sont considérés comme des portefeuilles gérés par la personne inscrite.

D. 660-83, a. 236; D. 1263-85, a. 60.

236.1. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 61; D. 988-77, a. 20; A.M. 2005-17, a. 3.

236.2. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 61; D. 697-87, a. 30; D. 988-77, a. 20; A.M. 2005-17, a. 3.

236.3. *Le courtier ou le conseiller en valeurs qui se propose d'établir une entente de réseau doit en aviser la Commission, au moins 30 jours avant la signature de l'entente, et lui fournir avec cet avis tous les renseignements nécessaires pour déterminer:*

- 1° si l'entente proposée fait intervenir des méthodes de vente, qu'il s'agisse de titres, de biens ou de services, qui portent atteinte à la protection des épargnants;*
- 2° si elle est susceptible de donner lieu à des conflits d'intérêts;*
- 3° si elle risque de l'empêcher de respecter les conditions de son inscription.*

L'entente peut être signée après approbation par la Commission ou, si celle-ci ne formule pas d'opposition, à l'expiration du délai de 30 jours.

D. 1263-85, a. 61; D. 988-77, a. 20.

236.4. *Tout contrat de gestion de portefeuille conclu entre un client et un courtier de plein exercice ou un conseiller de plein exercice:*

- 1° contient une clause stipulant que le client conserve le droit de résilier le contrat à tout moment;*
- 2° indique qui aura la garde des titres et espèces appartenant au client, avec mention, dans le cas d'un tiers, de l'adresse.*

D. 30-96, a. 26.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

237. La personne inscrite qui fait une recommandation écrite d'achat d'actions à son client, lui indique les droits ou l'absence de droit de vote afférents aux titres offerts ou proposés.

D. 660-83, a. 237.

237.1. Le courtier ou le conseiller en valeurs ne peut recommander par aucun moyen de communication l'achat, la vente ou la conservation de ses propres titres, des titres d'un émetteur relié ou, en cours de placement, des titres d'un émetteur associé. Il ne peut non plus collaborer avec une autre personne en vue de faire une telle recommandation.

Cette interdiction ne s'applique pas aux recommandations faites dans une circulaire, un dépliant ou une autre publication d'un type semblable, qui est publié ou distribué par la personne inscrite de façon régulière, dans le cours normal de son activité, pour autant que la publication comporte à un endroit bien en vue, en caractères d'une taille au moins équivalente à celle du texte, un exposé complet de la relation ou de l'association du courtier ou du conseiller avec l'émetteur.

Cette interdiction ne s'applique pas aux recommandations faites par le courtier en valeurs qui est membre du syndicat de prise ferme ou qui agit à titre de placeur pour compte principal lorsque les dispositions du Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs sont par ailleurs respectées.

D. 977-88, a. 21; D. 226-93, a. 20; D. 30-96, a. 27; A.M. 2005-17, a. 4.

237.2. Le courtier ou le conseiller en valeurs ne peut publier ou diffuser une annonce, un avis ou une autre publication d'un type semblable concernant les titres d'un émetteur relié ou, en cours de placement, les titres d'un émetteur associé, à moins que la publication n'indique, à un endroit, bien en vue, en caractères gras d'au moins 12 points et, le cas échéant, d'une taille supérieure pour assurer sa mise en relief, que l'émetteur est, selon le cas, émetteur relié ou émetteur associé par rapport au courtier ou au conseiller.

D. 977-88, a. 21, D. 977-88, a. 21.

237.3. Les articles 234.2, 234.3, 237.1 et 237.2 sont sans application à l'égard:

1° d'opérations ou de conseils portant sur les titres mentionnés à l'article 41 de la Loi;

2° du placement de titres d'un fonds commun de placement ou d'une société d'investissement à capital variable;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

3° d'un courtier en titres d'emprunt, en placements d'actions d'une SPEQ, ou de l'émetteur-placeur.

D. 977-88, a. 21; D. 627-2000, a. 9; A.M. 2005-17, a. 5.

238. (Abrogé).

D. 660-83, a. 238; A.M. 2003-01, a. 79.

239. Le courtier envoie, sur demande d'un client, l'état annuel de sa situation financière de l'exercice précédent, établi en la forme prévue par règlement, de même qu'une liste de ses dirigeants ou de ses associés arrêtée à moins de 30 jours de la date de la demande. La Commission peut, aux conditions qu'elle détermine, dispenser un courtier des obligations imposées par le présent article.

D. 660-83, a. 239; D. 30-96, a. 28; A.M. 2003-01, a. 80.

240. Le conseiller de plein exercice décrit, lors de sa demande d'inscription, le mode de calcul de sa rémunération.

Celle-ci est calculée séparément pour chaque compte, en fonction de la valeur du portefeuille ou de son rendement, mais non de la valeur ou du volume des opérations.

D. 660-83, a. 240.

241. Dans le cas du conseiller en valeurs ou du représentant du courtier ou du conseiller, la déclaration prévue à l'article 166 de la Loi contient les renseignements suivants:

1° le nombre de titres de la valeur recommandée que possède le conseiller ou le représentant;

2° le nombre de titres du même émetteur, mais d'une autre catégorie, que possède le conseiller ou le représentant;

3° les options d'achat ou autres droits que possède le conseiller ou le représentant sur des titres visés aux paragraphes 1° et 2°;

4° la rémunération à recevoir du fait des opérations sur les titres recommandés.

D. 660-83, a. 241; D. 697-87, a. 31.

242. Dans le cas du courtier en valeurs, la déclaration prévue à l'article 166 de la Loi contient, le cas échéant, les renseignements suivants:

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

1° sa participation, au cours des douze derniers mois, au placement des titres recommandés en tant que preneur ferme;

2° son rôle de conseil rémunéré de l'émetteur en vue du placement des titres recommandés.

D. 660-83, a. 242.

242.1. La personne inscrite qui, à titre accessoire, donne des conseils par l'intermédiaire de la presse écrite déclare pour chacune des valeurs recommandées si elle possède ou non une position et si elle a ou non l'intention d'effectuer des opérations. Elle doit également déclarer si elle est un initié à l'égard de la société dont les titres sont recommandés ou un dirigeant de cette société. Cette déclaration apparaît, au début ou à la fin de l'article, en caractères gras ou en italique d'une taille équivalant au moins à celle des caractères de l'article.

D. 697-87, a. 32.

242.2. La personne inscrite qui, à titre accessoire, donne des conseils par l'intermédiaire d'une lettre financière publiée par un conseil inscrit fait la déclaration prévue à l'article 242.1.

D. 697-87, a. 32.

243. L'avis d'exécution prévu à l'article 162 de la Loi contient les renseignements suivants:

- 1° la désignation de la valeur;
- 2° le nombre de titres;
- 3° le prix unitaire;
- 4° le montant brut de l'opération;
- 5° le courtage et les autres frais;
- 6° le montant net de l'opération;
- 7° la date de l'opération;
- 8° la date de règlement;
- 9° le nom du représentant;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

10° le nom de la bourse où l'ordre a été exécuté;

11° la qualité d'intermédiaire ou de contrepartiste en laquelle le courtier a exécuté l'opération;

12° le mode de rémunération du courtier lorsqu'il agit comme contrepartiste;

13° le cas échéant, une mention qu'il s'agit d'actions ne comportant pas droit de vote ou comportant des droits de vote restreints.

D. 660-83, a. 243.

244. Le nom du représentant peut être indiqué dans l'avis d'exécution au moyen d'un code ou d'un symbole aux conditions suivantes:

1° l'avis d'exécution porte l'engagement de fournir, sur demande, le nom du représentant;

2° le courtier tient constamment à jour une liste des codes ou symboles utilisés et des représentants ainsi désignés et dépose, sur demande, cette liste auprès de la Commission.

D. 660-83, a. 244.

245. Le courtier transmet à son client le relevé de compte prévu à l'article 162 de la Loi au moins une fois par trimestre, lorsque le compte présente un solde en espèces ou en titres.

De plus, il transmet ce relevé à la fin de chaque mois au cours duquel le client a effectué une opération ou le courtier a porté au compte du client des inscriptions qui en ont modifié le solde de titres ou d'espèces à moins qu'il ne s'agisse d'inscriptions relatives aux intérêts et aux dividendes.

D. 660-83, a. 245.

246. (Abrogé).

D. 660-83, a. 246; D. 1263-85, a. 62; D. 627-2000, a. 10.

246.1. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 63; D. 627-2000, a. 10.

247. Le relevé, mensuel ou trimestriel, donne les indications suivantes:

1° la désignation des titres gardés pour le compte du client et leur nombre;

- 2° le solde en espèces;
- 3° le cas échéant, la mention prévue au paragraphe 3° de l'article 243.

D. 660-83, a. 247.

248. *Le relevé mensuel donne, en outre, les indications suivantes pour chaque opération effectuée au cours du mois:*

- 1° la désignation de la valeur;
- 2° le nombre de titres;
- 3° le prix unitaire;
- 4° le montant de l'opération;
- 5° le solde à la fin du mois.

D. 660-83, a. 248.

249. *Le conseiller de plein exercice transmet à son client au moins une fois par trimestre un relevé des titres composant le portefeuille qu'il gère pour lui. Ce relevé contient, le cas échéant, la mention prévue au paragraphe 13° de l'article 243.*

D. 660-83, a. 249.

249.1. (Abrogé).

D. 1263-85, a. 64; D. 627-2000, a. 10.

CHAPITRE VIII OPÉRATIONS VISANT À FIXER OU À STABILISER LE COURS D'UNE VALEUR

250. *Toute opération visant à fixer ou à stabiliser le cours d'une valeur est interdite sauf lorsqu'elle est faite par le preneur ferme entre le moment du visa du prospectus dans sa version définitive et la fin du placement ou par l'acheteur ferme pendant la durée du reclassement dans le seul but de faciliter le placement ou le reclassement, et selon les conditions suivantes:*

- 1° l'opération est faite à un cours qui n'est pas supérieur au prix d'offre des titres placés ou reclassés;
- 2° l'opération a pour seul but d'empêcher ou de retarder une baisse du cours au niveau auquel il s'établirait autrement;

3° le courtier qui effectue l'opération n'a pas priorité sur une autre personne qui veut réaliser un achat au même prix;

4° l'opération n'est pas faite sur la valeur en voie de placement ou de reclassement durant un placement ou un reclassement effectué par l'intermédiaire d'une bourse reconnue.

D. 660-83, a. 250; D. 1263-85, a. 65; D. 977-88, s. 22.

251. Les dispositions de l'article 250 sont sans application dans le cas d'opérations effectuées sur le parquet d'une bourse reconnue par la Commission et conformément aux règles de fonctionnement de cette bourse par un spécialiste agissant dans le cadre de sa fonction.

D. 660-83, a. 251; D. 1263-85, a. 65; D. 977-88, a. 23.

252. Le courtier qui entend faire des opérations visant à fixer ou à stabiliser le cours d'une valeur fait la déclaration suivante dans le prospectus:

«Les preneurs fermes peuvent attribuer des titres en excédent de l'émission ou faire des opérations visant à fixer ou à stabiliser le cours de la valeur à un niveau supérieur au cours qui serait formé sur un marché libre. Ces opérations peuvent être commencées ou interrompues à tout moment pendant le placement.»

Dans le cas d'un reclassement, la déclaration est faite dans la note d'information, compte tenu des adaptations nécessaires.

D. 660-83, a. 252; D. 1263-85, a. 65.

252.1. Toute opération visant à fixer ou à stabiliser le cours des titres proposés en échange par l'initiateur est interdite au cours d'une offre publiques d'échange.

D. 1263-85, a. 65

TITRE VI ADMINISTRATION DE LA LOI

CHAPITRE I RÈGLES DE DÉONTOLOGIE

SECTION I RÈGLES GÉNÉRALES

253. Les règles suivantes s'appliquent aux membres de la Commission et aux membres de son personnel. Il est interdit de:

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

1° *accepter une rémunération ou une gratification, sauf un présent de valeur modique, à titre de conférencier, de membre d'une tribune ou de rédacteur d'un document lorsque cela a un rapport direct avec ses fonctions;*

2° *exercer une autre fonction rémunérée;*

3° *être dirigeant d'une société ayant fait appel publiquement à l'épargne au Québec ou d'une société inscrite conformément à la Loi;*

4° *être actionnaire d'une société inscrite conformément au titre V de la Loi, sauf si la Commission en décide autrement;*

5° *faire des opérations sur des contrats à terme;*

6° *faire une vente de valeurs mobilières à découvert;*

7° *acquérir des valeurs mobilières sur marge;*

8° *faire des opérations sur des valeurs qui font l'objet d'une enquête de la Commission;*

9° *sauf dans les cas de valeurs admissibles à un régime d'épargne-actions ou à un programme de dégrèvement fiscaux, ou de parts d'un fonds commun de placement ou d'actions d'une société d'investissement à capital variable, acheter ou souscrire des titres faisant l'objet d'une opération de placement durant les 60 jours qui suivent l'octroi du visa du prospectus définitif;*

10° *acheter, souscrire ou vendre des titres à l'égard desquels un document a été déposé et fait l'objet d'un examen de la Commission ou d'une demande en vue d'une décision prévue par la Loi;*

11° *acheter, souscrire ou vendre des titres qui font l'objet d'une offre publique à partir du moment où ce fait est connu de la Commission jusqu'au moment où il est rendu public par l'initiateur;*

12° *acquérir une valeur qui est définie comme étant «spéculative» dans un prospectus déposé à la Commission sauf s'il s'agit d'une valeur visée au paragraphe 9°.*

D. 660-83, a. 253.

254. *Le membre de la Commission ou le membre du personnel qui désire faire une opération sur une valeur a l'obligation de s'assurer qu'il ne contrevient pas aux paragraphes 8° à 12° de l'article 253.*

D. 660-83, a. 254.

255. *Un titre acheté ou souscrit par un membre de la Commission ou par un membre du personnel est conservé par l'acquéreur pour une période minimale de 6 mois de la date de l'opération, sauf pour un titre obtenu dans le cadre d'un plan de réinvestissement de dividendes ou reçu dans le cadre d'une distribution de dividendes en actions ou dans le cas de l'exercice d'un bon de souscription ou de la vente d'un bon de souscription acquis à l'occasion de la souscription d'un autre titre.*

D. 660-83, a. 255; D. 697-87, a. 33.

256. *Dans les 5 jours à compter de la réception de l'avis d'exécution, une déclaration est remise au président.*

D. 660-83, a. 256; D. 697-87, a. 33.

256.1. *Les interdictions applicables aux membres de la Commission ou de son personnel s'appliquent également aux opérations qu'ils peuvent effectuer par l'entremise ou au nom de personnes avec qui ils ont des liens.*

D. 697-87, a. 33.

257. *La déclaration contient les renseignements suivants:*

- 1° le nom de l'intermédiaire;*
- 2° la désignation de la valeur;*
- 3° le nombre de titres acquis ou vendus;*
- 4 la date de l'opération;*
- 5° la valeur de l'opération.*

Dans le cas de titres acquis dans le cadre d'un régime d'épargne-actions, il n'est pas nécessaire de donner le nombre de titres.

D. 660-83, a. 257.

258. *Dès son entrée en fonctions, un membre de la Commission ou un membre du personnel remet au président un rapport donnant l'état de son portefeuille.*

Le président peut exiger que le membre de la Commission ou le membre du personnel se départisse de certains titres dans un délai convenu.

D. 660-83, a. 258.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

259. *Un membre de la Commission ou un membre du personnel remet au président, à la fin de chaque année civile, un rapport donnant l'état de son portefeuille.*

D. 660-83, a. 259.

260. *Les rapports prévus aux articles 258 et 259 sont confidentiels, sauf lorsque la Commission en décide autrement.*

D. 660-83, a. 260.

SECTION II RÈGLES PROPRES AUX MEMBRES DE LA COMMISSION

261. *Il est également interdit à un membre de la Commission de:*

1° *solliciter ou accepter pour lui ou pour un autre un avantage qui lui serait conféré à raison de ses fonctions;*

2° *utiliser à des fins personnelles ou dans le but d'en tirer un avantage les informations dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.*

D. 660-83, a. 261.

SECTION III SANCTIONS

D. 660-83, Sec. III; Erratum, 1985 G.O. 2, 1639

262. *La seule sanction attachée à une dérogation à une règle par un membre de la Commission consiste en une réprimande ou une suspension.*

Une suspension imposée en vertu du présent règlement ne peut excéder deux mois.

D. 660-83, a. 262.

263. *La seule sanction attachée à une dérogation à une règle par un membre du personnel consiste en une réprimande, une suspension ou une destitution.*

D. 660-83, a. 263.

**SECTION IV
DISPENSES**

264. *Le paragraphe 2° de l'article 253 ne s'applique pas à un membre de la Commission qui exerce ses fonctions à temps partiel.*

D. 660-83, a. 264.

265. *La Commission peut autoriser une dérogation à la règle mentionnée au paragraphe 2° de l'article 253.*

D. 660-83, a. 265.

266. *Le présent titre ne s'applique pas aux formes d'investissement visées à l'article 3 de la Loi ni à l'exercice d'un droit découlant d'une valeur que possède un membre de la Commission ou un membre du personnel de la Commission.*

D. 660-83, a. 266.

**CHAPITRE II
DROITS**

267. *Les droits suivants sont exigibles de la personne qui entend procéder au placement d'une valeur:*

1° lors du dépôt d'un projet de prospectus ou d'un prospectus provisoire en vue de l'obtention d'un visa selon l'article 11, 12 ou 20 de la Loi, 1 000 \$ ou, dans le cas d'un fonds du marché monétaire, 5 000 \$ par émetteur et, le cas échéant, pour l'ensemble des porteurs plaçant des titres;

2° lors du dépôt d'un prospectus préalable provisoire, 5 000 \$;

3° lors du dépôt d'un prospectus dans sa version définitive ou d'un supplément de fixation du prix à un prospectus préalable, un versement correspondant à l'excédent des sommes suivantes sur le droit payé en application des paragraphes 1° ou 2°:

a) lorsque le placement est fait uniquement au Québec, 0,04 % de la valeur globale des titres à placer;

b) lorsque le placement est fait au Québec et ailleurs, 0,04 % du quart de la valeur globale des titres à placer;

4° lors du dépôt d'une déclaration de placement avec dispense, dans le cas d'un placement dispensé de prospectus par règlement, 0,025 % de la valeur globale des titres placés au Québec, sous réserve d'un minimum de 250 \$; dans le cas d'un

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

fonds du marché monétaire, le calcul des droits est fait en fonction du placement net à savoir les souscriptions moins les rachats ;

5° *(paragraphe supprimé);*

6° *(paragraphe supprimé);*

7° *(paragraphe supprimé);*

8° *lors du dépôt d'une modification du prospectus, 250 \$ et, dans le cas d'une augmentation du nombre ou de la valeur de titres à placer, un versement correspondant à l'excédent sur 250 \$ des sommes suivantes:*

a) *lorsque le placement est fait uniquement au Québec, 0,04 % de la valeur globale des titres supplémentaires;*

b) *lorsque le placement est fait au Québec et ailleurs, 0,04 % du quart de la valeur globale des titres supplémentaires;·*

9° *lors du dépôt d'un rapport géologique, 125 \$ ou, si le rapport porte sur plus de 2 terrains, 50 \$ par terrain;*

10° *lors du dépôt des informations exigées aux fins de l'application du deuxième alinéa de l'article 12 de la Loi, 100 \$;*

11° *lors du dépôt d'une convention de blocage, 500 \$.*

Si le montant des fonds à recueillir au cours d'un placement comporte un minimum et un maximum, les droits exigés lors du dépôt du prospectus dans sa version définitive ou d'une modification de prospectus sont calculés en fonction du maximum.

D. 660-83, a. 267; D. 1263-85, a. 66; D. 977-88, a. 24; D. 1622-90, a. 37; D. 680-92, a. 1; D. 1346-93, a. 2; D. 30-96, a. 29; D. 748-20054, a. 3.

267.1. *(Abrogé).*

D. 977-88, a. 24; D. 680-92, a. 1.

267.2. *(Abrogé).*

D. 977-88, a. 24; D. 680-92, a. 1.

267.3. *(Abrogé).*

D. 1493-89, s. 1.; D. 680-92, a. 1.

267.4. (Abrogé).

D. 1622-90, s. 38; D. 680-92, a. 1.

268. Par dérogation au paragraphe 3° de l'article 267:

1° dans le cas d'un placement permanent, à l'exception d'un placement de billets à moyen terme, le droit à verser, lors du dépôt du prospectus dans sa version définitive, est égal à l'excédent sur 1 000 \$, ou à l'excédent sur 5 000 \$ dans le cas d'un fonds du marché monétaire, de 0,04 % de la valeur globale des titres placés au Québec au cours du dernier exercice.

Toutefois, dans le cas d'un fonds du marché monétaire, le calcul des droits est fait en fonction du placement net, soit les souscriptions moins les rachats.

Dans le cas où l'émetteur décide de ne pas déposer un nouveau prospectus, les droits exigibles sur les titres placés au cours du dernier exercice sont payés lors du dépôt du rapport prévu à l'article 98.

2° dans le cas d'un placement d'un programme de billets à moyen terme, le droit est égal à 0,04 % de la valeur des billets placés lorsque le placement est fait uniquement au Québec et dans les autres cas, à 0,04 % du quart de la valeur des billets placés au Canada.

Les droits devront être versés lors du dépôt du rapport prévu à l'article 98.1.

Le total des droits à verser devra correspondre à l'excédent du montant de 5 000 \$ versé lors du dépôt du prospectus préalable provisoire.

D. 660-83, a. 268; D. 1263-85, a. 67; D. 977-88, a. 24; D. 1622-90, a. 39; D. 680-92, a. 1; D. 30-96, a. 30.

268.1. Par dérogation au paragraphe 3° de l'article 267, dans le cas d'un placement d'unités composées de titres qui donnent le droit de recevoir des distributions et de bénéficier de tous les autres avantages découlant de la propriété des titres sous-jacents et de titres qui donnent le droit de bénéficier du potentiel de plus-value des titres sous-jacents, le droit à verser lors du dépôt du rapport prévu à l'article 94, est égal à l'excédent sur 1 000 \$ de 0,004 % de la valeur des titres placés au Québec.

D. 30-96, a. 31.

269. (Abrogé).

D. 660-83, a. 269; D. 1263-85, a. 68; D. 977-88, a. 24; D. 1622-90, a. 40; D. 680-982, a. 1; D. 748-2005, a. 4.

270. Les droits exigibles en vertu des paragraphes 1°, 3° et 8° de l'article 267 à l'égard de l'émission par une caisse d'épargne et de crédit de parts permanentes visées à l'article 73 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1) sont déterminés en tenant compte de ce qui suit:

1° les placements de parts permanentes ou, le cas échéant, les modifications de prospectus, sont réputés constituer un seul et même placement ou, le cas échéant, une seule et même modification, s'ils sont effectués simultanément ou dans le cadre d'une opération similaire au cours d'une période d'au plus 12 mois par des caisses d'épargne et de crédit affiliées à une fédération membre d'une confédération;

2° la confédération est réputée être la personne qui entend procéder au placement de la valeur globale de ces parts ainsi placées par ces caisses.

D. 660-83, a. 270; D. 1263-85, a. 69; D. 977-88, a. 24; D. 1622-90, a. 41; D. 680-92, a. 1; D. 226-93, a. 21; D. 30-96, a. 32; D. 748-2005, a. 5.

271. Dans le cas d'une société d'investissement à capital variable ou d'un fonds commun de placement qui investit tous ses avoirs dans une autre société d'investissement à capital variable ou un autre fonds commun du même groupe, les droits ne sont perçus que sur la valeur globale de l'émission de la première société d'investissement à capital variable ou du premier fonds commun de placement.

Dans le cas d'une société en commandite d'exploration minière dont le prospectus prévoit la cession des actions acquises des sociétés participantes à une société d'investissement à capital variable ou à un fonds commun de placement, les droits ne sont perçus que sur la valeur globale de l'émission des parts de la société en commandite, selon les prescriptions du paragraphe 3° de l'article 267.

D. 660-83, a. 271; D. 1263-85, a. 70; D. 977-88, a. 24; D. 680-92, a. 1.

271.1. Dans le cas d'un placement portant sur une émission dont une tranche déterminée doit être placée à l'extérieur du Canada, sous réserve des seuls transferts entre preneurs fermes en vue d'assurer la bonne fin du placement, les droits à payer en vertu des paragraphes 3° ou 8° de l'article 267 sont calculés sur la valeur globale des titres à placer au Canada.

D. 680-92, a. 1; D. 30-96, a. 33; D. 748-2005, a. 6.

271.2. Les droits suivants sont exigibles de l'émetteur:

1° lors du dépôt des états financiers annuels par l'émetteur qui peut se prévaloir du régime de prospectus simplifié, 2 000 \$;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

2° lors du dépôt d des états financiers annuels par un émetteur non visé au paragraphe 1°, mais dont une valeur est inscrite à la cote d'une bourse canadienne, 1 000 \$;

3° lors du dépôt des états financiers annuels par un émetteur non visé au paragraphe 1° ou 2°, 500 \$;

4° lors du dépôt des états financiers annuels par une société d'investissement à capital variable ou par un fonds commun de placement, 500 \$;

5° (paragraphe supprimé);

6° lors du dépôt des états financiers annuels par un émetteur non visé aux paragraphes 1° à 4°, 500 \$;

7° lors d'une demande prévue à l'article 69 de la Loi pour révoquer son état d'émetteur assujetti ou le relever de tout ou partie des obligations d'information continue, 100 \$;

8° lors d'une demande prévue à l'article 79 de la Loi pour le dispenser de présenter dans les états financiers toute information qui devrait normalement y figurer, 500 \$;

9° lors du dépôt d'une déclaration de changement important en vertu de l'article 73 de la loi, 100 \$.

D. 680-92, a. 1; D. 1346-93, a. 3; D. 30-96, a. 34; D. 630-2003, a. 1; D. 748-2005, a. 7.

271.3. Par dérogation à l'article 271.2, un droit de 350 \$ est exigible de la caisse d'épargne et de crédit lors du dépôt du rapport annuel.

D. 680-92, a. 1.

271.4. Les droits suivants sont exigibles de l'initiateur d'une offre publique ou, selon le cas, de l'auteur d'une offre faite sous le régime d'une dispense d'application de la réglementation des offres publiques:

1° lors du dépôt de l'offre et de la note d'information prévues à l'article 128 de la Loi ou, selon le cas, de l'avis prévu à l'article 189.1.2:

a) dans le cas d'une offre faite uniquement au Québec, 0,02 % de la contrepartie offerte pour les titres visés par l'offre,

b) dans le cas d'une offre faite au Québec et ailleurs, 0,02 % du quart de la contrepartie offerte au Canada pour les titres visés par l'offre, sous réserve d'un minimum de 1 000;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

toutefois, dans les cas prévus au second alinéa de l'article 189.1.2, la valeur de la contrepartie offerte est calculée en fonction du cours de clôture le jour précédant le dépôt de l'avis et du nombre maximal de titres indiqué dans cet avis;

2° lors du dépôt du document prévu à l'article 130 ou 132 de la Loi concernant une modification des conditions initiales de l'offre ou un changement appréciable dans les faits sur lesquels est fondée la note d'information, 500 \$ et, le cas échéant, l'excédent sur 500 \$ de 0,02 % de la contrepartie supplémentaire ajoutée par la modification, sur la base indiquée au paragraphe 1°.

La société visée par une offre publique verse un droit de 500 \$ au moment du dépôt de la circulaire du conseil d'administration en réponse à l'offre.

D. 680-92, a. 1; D. 226-93, a. 22; D. 1346-93, a. 4; D. 30-96, a. 35.

271.4.1. *Un droit de 1 000 \$ est exigible de l'initiateur lors du dépôt des documents prévus au paragraphe 3° de l'article 121 de la loi.*

D. 30-96, a. 36.

271.5. *Les droits suivants sont exigibles du courtier, du conseiller ou du représentant:*

1° lors d'une demande d'inscription à titre de courtier ou de conseiller en valeurs, 1 500 \$, sauf dans le cas du négociateur autonome;

2° lors d'une demande d'inscription à titre de représentant:

a) d'un courtier membre d'un organisme d'autoréglementation auquel la Commission a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription des représentants, 150 \$;

b) d'un courtier de plein exercice ou exécutant non membre d'un tel organisme d'autoréglementation ou d'un conseiller, 375 \$;

c) d'un courtier d'exercice restreint sauf un courtier exécutant, 300 \$;

3° le 31 décembre de chaque année, dans le cas du courtier de plein exercice ou du courtier exécutant:

a) 1 500 \$;

b) 375 \$ pour chaque représentant inscrit au 31 décembre à l'exclusion des représentants qui ont interrompu leur activité, sauf que ce droit est de 175 \$ dans le cas d'un courtier membre d'un organisme d'autoréglementation auquel

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

la Commission a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription des représentants;

c) 75 \$ pour chaque établissement, un établissement devant s'entendre comme un lieu où un courtier inscrit exerce ses activités;

3.1° le premier jour du quatrième mois suivant la fin de l'exercice du courtier de plein exercice ou du courtier exécutant, l'excédent entre 0,14 % du capital utilisé dans la province et le droit prévu au sous-paragraphe a du paragraphe 3°;

4° le 31 décembre de chaque année, dans le cas du courtier d'exercice restreint à l'exception du courtier exécutant et du négociateur autonome;

a) 1 500 \$;

b) 300 \$ pour chaque représentant inscrit au 31 décembre à l'exclusion des représentants qui ont interrompu leur activité;

c) 75 \$ pour chaque établissement, un établissement devant s'entendre comme un lieu où un courtier inscrit exerce ses activités;

5° le 31 décembre de chaque année, dans le cas du conseiller en valeurs:

a) 1 500 \$;

b) 375 \$ pour chaque représentant inscrit au 31 décembre à l'exclusion des représentants qui ont interrompu leur activité;

6° lors du dépôt d'un avis prévu aux paragraphes 1° et 2° de l'article 228 concernant l'agrément d'un membre de la direction ou du conseil d'administration:

a) 375 \$ dans le cas du dirigeant d'un courtier de plein d'exercice ou exécutant, sauf s'il s'agit d'un membre d'un organisme d'autoréglementation auquel la Commission a délégué l'agrément des dirigeants;

b) 300 \$ dans le cas du dirigeant d'un courtier d'exercice restreint, sauf s'il s'agit d'un courtier exécutant;

c) 375 \$ dans le cas du dirigeant d'un conseiller;

7° lors du dépôt d'un avis prévu aux paragraphes 3° et 6° de l'article 228 concernant une modification par rapport aux informations fournies au moment de l'inscription, 200 \$;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

8° à l'occasion de la préparation d'une inspection, de l'inspection elle-même et du suivi des recommandations, dans les 30 jours suivant la date du relevé d'honoraires, 85 \$ de l'heure, par inspecteur;

9° lors du dépôt de l'avis, prévu à l'article 202 du règlement, par un courtier non membre d'un organisme d'autoréglementation auquel la Commission a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription des représentants, ou par un conseiller, à l'effet qu'il a retenu les services d'un représentant, 50 \$;

10° lors du dépôt d'une demande, en vertu de l'article 202, par un représentant d'un courtier d'exercice restreint afin de lui permettre de passer chez un courtier de plein exercice ou chez un courtier d'exercice restreint d'une autre catégorie, 125 \$;

11° lors du dépôt d'un avis prévu au paragraphe 4° de l'article 228, 500 \$.

Pour le calcul du droit prévu au paragraphe 3°, le capital utilisé dans la province est établi selon la formule suivante:

$$\text{capital total} \times \frac{\frac{\text{salaires payés dans la province}}{\text{total des salaires}} + \frac{\text{Produits réalisés dans la province}}{\text{total des produits}}}{2}$$

Le capital total représente la somme des montants indiqués au poste capital total de l'État A et au poste prêts subordonnés de soutien de l'État B du Rapport et questionnaire financiers réglementaires uniformes adoptés par les organismes d'autoréglementation.

D. 680-92, a. 1; D. 1346-93, a. 5; D. 30-96, a. 37; D. 1132-2004, a. 1.

271.5.1. Un droit de 85 \$ de l'heure par inspecteur est exigible de tout fonds d'investissement dont la loi constitutive prévoit qu'il doit faire l'objet d'une inspection par la Commission, dans les 30 jours suivant la date du relevé d'honoraires relatifs à la préparation de son inspection, à l'inspection elle-même et au suivi des recommandations.

D. 30-96, a. 38.

271.6. Les droits suivants sont exigibles de la personne requérante:

1° lors d'une demande de dispense d'une obligation prévue dans la Loi, ou un règlement, 500 \$, sauf dans le cas d'une demande de dispense de l'application de l'article 145 de la Loi donnant lieu à une audience et dans le cas d'une demande de dispense du rapport d'évaluation prévu par règlement, où le droit est de 1 000 \$;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

1.1° lors d'une demande de dispense d'une obligation prévue par la Loi ou un règlement relative à un placement, 500 \$ et dans les 10 jours du placement dispensé, 0,025 % de la valeur globale des titres placés au Québec, sous réserve d'un minimum supplémentaire de 250 \$; dans le cas d'un fonds du marché monétaire, le calcul des droits est fait en fonction du placement net à savoir les souscriptions moins les rachats;

1.2° lors d'une demande visant à désigner un investisseur qualifié, 500 \$;

2° lors d'une demande de régularisation de la situation de titres déjà émis, prévue à l'article 338.1 de la Loi, 250 \$;

3° lors d'une demande d'attestation prévue à l'article 71 de la Loi quant à la situation d'un émetteur assujetti, 150 \$;

4° Lors d'une demande prévue à l'article 68 ou 68.1 de la Loi, 250 \$;

5° lors du dépôt du rapport d'évaluation prévu par règlement, 500 \$;

6° lors du dépôt de l'entente de réseau prévue à l'article 236.3, 500 \$.

D. 680-92, a. 1; D. 1346-93, a. 6; D. 630-2003, a. 2; D. 748-2005, a. 8.

271.7. (Abrogé).

D. 980-92, a. 1; D. 30-96, a. 39; D. 871-2001, a. 1.

271.8. (Abrogé).

D. 980-92, a. 1; D. 30-96, a. 40; D. 871-2001, a. 1.

271.9. (Abrogé).

D. 30-96, a. 41; D. 871-2001, a. 1.

271.10. (Abrogé).

D. 30-96, a. 41; D. 871-2001, a. 1.

271.11. Un fonds commun de placement géré dans le cadre d'un programme d'enseignement établi par un établissement d'enseignement de niveau universitaire au sens de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (L.R.Q., c. E-14.1) est dispensé du paiement des droits prévus au présent chapitre.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Cette dispense s'applique également au conseiller qui agit à titre de conseiller en valeurs auprès du fonds pour autant que ses activités se limitent à cette fonction.

D. 566-97, a. 1.

271.12. *Les droits exigibles en vertu du présent chapitre sont diminués de 15% pour la période du 1^{er} mars 2003 au 28 février 2006.*

D. 52-2003, a. 1.

CHAPITRE III SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

271.13. *Tout émetteur assujetti qui contrevient à une disposition de la section II du chapitre II, ou du chapitre III du titre III de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déposer un document d'information, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par document pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ au cours d'un même exercice financier de l'Autorité.*

D. 1183-2005, a. 1.

271.14. *Tout initié ou dirigeant réputé initié qui contrevient à une disposition des articles 96 à 98 ou 102 de la Loi, parce qu'il a fait défaut de déclarer son emprise sur des titres ou une modification à cette emprise, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.*

D. 1183-2005, a. 1.

271.15. *Une sanction administrative pécuniaire est exigible à compter du moment où l'Autorité en transmet avis.*

D. 1183-2005, a. 1.

TITRE VII (ABROGÉ)

D. 660-83, Titre VII; A.M. 2005-17, a. 6

CHAPITRE I DROITS DE RÉOLUTION

272. *(Abrogé).*

D. 660-83, a. 272; D. 1263-85, a. 71; D. 627-2000, a. 11; A.M. 2005-17, a. 6.

273. (Abrogé).

D. 660-83, a. 270; A.M. 2005-17, a. 6.

274. (Abrogé).

D. 660-83, a. 274; A.M. 2005-17, a. 6.

275. (Abrogé).

D. 660-83, a. 275; A.M. 2005-17, a. 6.

276. (Abrogé)é

D. 660-83, a. 276; A.M. 2005-17, a. 6.

CHAPITRE II

RÈGLES DE FONCTIONNEMENT PORTANT SUR LA GESTION. LA GARDE ET LA COMPOSITION DES AVOIRS DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET DES SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE

277. (Abrogé).

D. 660-83, a. 277; A.M. 2005-17, a. 6.

278. (Abrogé).

D. 660-83, a. 278; A.M. 2005-17, a. 6.

279. (Abrogé).

D. 660-83, a. 279; L.Q. 1987, c. 95, a. 402; A.M. 2003-01, a. 81; A.M. 2005-17, a. 6.

280. (Abrogé).

D. 660-83, a. 280; D. 977-88, a. 25; A.M. 2005-17, a. 6.

281. (Abrogé).

D. 660-83, a. 281; A.M. 2005-17, a. 6.

282. (Abrogé).

D. 660-83, a. 282; A.M. 2005-17, a. 6.

283. (Abrogé).

D. 660-83, a. 283; D. 977-88, s. 26; D. 30-96, a. 42; A.M. 2005-17, a. 6.

284. (Abrogé).

D. 660-83, a. 284; A.M. 2005-17, a. 6.

285. (Abrogé).

D. 660-83, a. 285; A.M. 2005-17, a. 6.

286. (Abrogé).

D. 660-83, a. 286; A.M. 2005-17, a. 6.

287. (Abrogé).

D. 660-83, a. 287; A.M. 2005-17, a. 6.

288. (Abrogé).

D. 660-83, a. 288; A.M. 2005-17, a. 6.

289. (Abrogé).

D. 660-83, a. 289; A.M. 2005-17, a. 6.

290. (Abrogé).

D. 660-83, a. 290; D 1263-85, a. 72; A.M. 2005-17, a. 6.

TITRE VIII

RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ HORS COTE

291. (Abrogé).

D. 660-83, a. 291; D 1263-85, a. 73; A.M. 2005-17, a. 6.

292. (Abrogé).

D. 660-83, a. 292; D 1263-85, a. 73; D. 977-88, a. 27; A.M. 2005-17, a. 6.

293. (Abrogé).

D. 660-83, a. 293; D 1263-85, a. 73; A.M. 2005-17, a. 6.

294. (paragraphe abrogé).

D. 660-83, a. 294; D 1263-85, a. 73.

295. (paragraphe abrogé).

D. 660-83, a. 295; D 1263-85, a. 73.

**TITRE VIII
AUTRE DISPENSE**

D. 660-83, Titre IX; D 697-87, a. 35.

296. *Une société en commandite ou un émetteur non constitué en société par actions, à l'exception d'un fonds commun de placement, est dispensé des obligations prévues aux articles 76 et 78 de la loi dans le cas du premier et du troisième trimestres de déposer auprès de la Commission et de faire parvenir à ses porteurs le rapport de gestion annuel et le rapport de gestion intermédiaire prévus par règlement dans la mesure où ses titres ne sont pas négociés sur un marché organisé.*

Dans le présent article, le terme «marché organisé» s'entend d'un marché sur lequel sont négociés des titres dont les cours sont publiés régulièrement dans la presse.

D. 660-83, a. 296; D 1263-85, a. 74; D. 1622-90, a. 42; D. 226-93, a. 23; A.M. 2005-04, a. 17.

297. (Omis).

D. 660-83, a. 297.

**ANNEXE 1
(ABROGÉE)**

D. 660-83, Ann. I; D. 1263-85, a. 75 à 80; D. 1263-85, a. 81, D. 697-87, a. 35 et 36; D. 988-77, a. 28 à 30; D. 1622-90, a. 43; D. 226-93, a. 24, 25 et 26; D. 30-96, a. 43; A.M. 2003-01, a. 82.

EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

ANNEXE II
PROSPECTUS D'UN FONDS COMMUN DE PLACEMENT OU D'UNE SOCIÉTÉ
D'INVESTISSEMENT À CAPITAL VARIABLE

Rubrique 1:

Dénomination sociale et constitution de l'émetteur

Donner la dénomination sociale de l'émetteur, l'adresse de son siège social, la loi en vertu de laquelle il est constitué et la date de sa constitution. Mentionner toute modification importante de son acte constitutif.

Rubrique 2:

Sommaire du prospectus

Donner, dans les premières pages du prospectus, un résumé des informations, présentées dans le corps du texte, qui sont les plus susceptibles d'influer sur la décision de l'épargnant.

Instructions

1. Ce sommaire doit faire la synthèse des renseignements les plus significatifs, tant favorables que défavorables, sur l'émetteur et les titres à placer; il fait état, notamment, des facteurs de risque mentionnés à la rubrique 6.

2. Dans le cas de renseignements qu'on peut difficilement résumer sans inexactitude, on peut renvoyer le lecteur aux rubriques en question, mais cela ne dispense pas de résumer les points saillants du prospectus.

Rubrique 3:

Activité de l'émetteur

1. Décrire brièvement l'activité de l'émetteur.

2. Lorsque l'émetteur, au cours des cinq dernières années, a exercé une activité autre que celle d'un fonds commun de placement ou d'une société d'investissement à capital variable, indiquer cette activité et donner la date approximative à compter de laquelle il a commencé son activité de fonds communs de placement ou de société d'investissement à capital variable. En cas de changement de la dénomination sociale au cours de cette période, mentionner l'ancienne dénomination et la date du changement. Donner des renseignements sur des points comme les suivants:

1° faillite, séquestre ou autre procédure similaire;

2° restructuration importante.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

3. Lorsque, au cours des deux dernières années, une personne morale appartenant au même groupe que l'émetteur a été intéressée dans une opération visant l'acquisition d'une partie importante de l'actif de l'émetteur, décrire la nature de cet intérêt et indiquer le coût de ces biens pour l'acquéreur et pour le vendeur.

Rubrique 4:

Évaluation des titres en vue de la souscription et du rachat

1. Décrire brièvement la méthode suivie par l'émetteur pour établir le prix auquel ses titres seront offerts en souscription et rachetés.

Instructions

1. Indiquer la périodicité de l'évaluation de titre et le moment de prise d'effet du prix établi.

2. Décrire les règles suivies, pour l'évaluation de l'actif et du passif de l'émetteur en vue de déterminer la valeur liquidative par action ou par part et faire état de toute dérogation à ces règles au cours des trois dernières années.

3. Expliquer en détail toute différence entre le prix de souscription et le prix de rachat.

2. Indiquer les frais de souscription en pourcentage du montant total versé par le souscripteur et en pourcentage du montant net investi dans les titres de l'émetteur. Indiquer, le cas échéant, les frais de rachat en pourcentage du prix de rachat.

Instructions

1. Lorsque les frais de souscription ou de rachat varient en fonction du montant de l'opération, donner le tarif.

2. Indiquer brièvement toute différence dans les frais de souscription perçus lors d'une souscription reliée à la conversion ou à l'échange de titres ou au réinvestissement de dividendes.

3. Dans la présente annexe, il faut entendre par «frais de souscription» tous les frais d'administration, notamment les frais liés à l'établissement et à l'administration d'un plan d'épargne.

4. En donnant le détail des frais de souscription reliés à un plan d'épargne, indiquer à quel moment au cours de la durée du plan les frais seront perçus.

5. Donner tous les renseignements sur les droits pour le souscripteur d'un plan d'épargne d'obtenir le remboursement de frais de souscription dans l'éventualité où le plan prend fin avant l'échéance.

3. Indiquer brièvement tout droit ou toute obligation de réinvestir les dividendes dans les titres de l'émetteur.

4. Indiquer, s'il y a lieu, la pénalité pour rachat anticipé.

**Rubrique 5:
Mode de placement**

Décrire brièvement le mode de placement des titres offerts. Dans le cas du placement effectué par un placeur principal, décrire brièvement l'entente intervenue avec ce placeur. Voir les rubriques 21 et 22.

Instructions

1. Indiquer si l'émetteur a l'intention de placer ses titres de façon continue.

2. Lorsque les titres sont offerts en vertu d'un plan d'épargne, donner les principales caractéristiques de ce contrat, notamment:

1° la mise de fonds initiale minimale;

2° la mise de fonds ultérieure minimale;

3° les déductions opérées sur ces mises de fonds à raison des frais de souscription;

4° les frais de souscription en pourcentage du montant versé par le souscripteur et en pourcentage du montant net investi dans les titres de l'émetteur;

5° le montant total des fonds investis par rapport au montant payé par l'acheteur.

3. Dans la présente annexe, il faut entendre par «placeur principal»:

1° une personne par l'entremise de laquelle les titres de l'émetteur sont placés en vertu d'un contrat avec l'émetteur ou le gérant prévoyant un droit exclusif de placer les titres dans une région donnée ou toute autre disposition qui a pour but ou pour effet d'accorder à un placeur un avantage concurrentiel appréciable sur d'autres placeurs des titres offerts;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

2° une personne par l'entremise de laquelle ont été placés au moins 25 % des titres de l'émetteur placés durant le dernier exercice, ainsi que les personnes morales appartenant au même groupe.

4. Malgré le fait qu'elle soit un placeur principal au sens du paragraphe 3, une personne peut, avec l'accord de la Commission, être considérée comme n'étant pas un placeur principal pour l'application de l'une ou l'autre des rubriques de la présente annexe.

Rubrique 6: Facteurs de risque

1. Mentionner en page de titre ou dans le sommaire du prospectus, s'il y a lieu, les facteurs de risque et la nature spéculative de l'entreprise ou des titres offerts. Ces renseignements peuvent être donnés ailleurs dans le prospectus pourvu qu'il en soit fait mention en page de titre ou dans le sommaire et qu'un renvoi indique où sont donnés ces renseignements. .

2. S'il existe un risque que l'acquéreur des titres soit tenu de répondre à des appels de fonds au-delà du prix du titre, donner les renseignements nécessaires à l'appréciation du risque.

Rubrique 7: Objectifs d'investissement

Énoncer précisément les objectifs d'investissement de l'émetteur.

Instructions

Énoncer des objectifs comme, par exemple, la plus-value à long terme ou le revenu à court terme et décrire les genres de titres dans lesquels l'émetteur se propose d'investir.

Rubrique 8: Politique d'investissement

Lorsque l'émetteur suit ou compte suivre l'une des pratiques suivantes, l'indiquer en mentionnant les règles applicables. Indiquer jusqu'à quel point l'émetteur a suivi ces pratiques au cours des cinq dernières années. Indiquer aussi quelles sont les règles qui ne peuvent être changées sans le concours des porteurs de titres de l'émetteur:

1° l'émission de titres autres que ceux visés par le présent prospectus;

2° l'emprunt de sommes d'argent;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

- 3° *la prise ferme de titres émis par d'autres émetteurs;*
- 4° *la concentration de ses investissements dans un secteur d'activité particulier;*
- 5° *l'achat et la vente d'immeubles;*
- 6° *l'achat et la vente de marchandises et de contrats à terme de marchandises;*
- 7° *l'octroi de prêts;*
- 8° *l'investissement d'une proportion déterminée de l'actif dans un genre particulier de titres (par exemple, des obligations, des actions privilégiées, des titres financiers, etc.);*
- 9° *l'investissement de plus de 10 % de l'actif de l'émetteur dans les titres d'un autre émetteur;*
- 10° *l'acquisition de plus de 10 % des titres d'un émetteur;*
- 11° *l'acquisition de titres en vue d'exercer le contrôle ou la gestion;*
- 12° *l'acquisition de titres d'un fonds commun de placement ou d'une société d'investissement à capital variable;*
- 13° *l'achat et la vente de créances hypothécaires;*
- 14° *l'achat de titres sur marge et la vente de titres à découvert;*
- 15° *l'acquisition de titres non entièrement libérés;*
- 16° *l'acquisition de titres pour lesquels il n'y a pas de marché et de titres dont la revente fait l'objet de restrictions;*
- 17° *l'acquisition de titres d'émetteurs étrangers;*
- 18° *l'acquisition d'or ou de certificats d'or;*
- 19° *le nantissement ou l'affectation en hypothèque de biens de l'émetteur;*
- 20° *la vente de titres en portefeuille à des dirigeants de l'émetteur ou du gérant, ou l'achat de titres de ces mêmes personnes;*
- 21° *la garantie de titres ou d'engagements d'un autre émetteur;*

22° l'achat d'options et de droits ou de bons de souscription;

23° la vente, couverte ou à découvert, d'options négociées en bourse;

24° l'acquisition de titres qui peuvent nécessiter de l'acquéreur qu'il réponde à des appels de fonds au-delà du prix d'achat;

25° tout investissement autre qu'en titres.

Instructions

1. Il n'est pas nécessaire de faire référence aux pratiques que l'émetteur n'a pas suivies et ne compte pas suivre.

2. Aux fins du paragraphe 7°, la souscription de titres d'emprunt à titre d'investissement n'est pas considérée comme l'octroi d'un prêt.

3. Aux fins du paragraphe 16°, dans le cas où l'émetteur investit dans des titres dont la revente comporte des restrictions, décrire comment ces titres sont évalués en vue du calcul de la valeur liquidative.

Rubrique 9: Diversification de l'actif

Donner, sous forme de tableau, les renseignements suivants, arrêtés à 30 jours au plus avant la date du prospectus provisoire ou du projet de prospectus, concernant chaque personne morale dont 5 % ou plus des titres de quelque catégorie sont détenus par l'émetteur.

Dénomination sociale et adresse du siège social	Activité principale	Pourcentage des titres de la catégorie appartenant à l'émetteur	Pourcentage de l'actif de l'émetteur investi dans ces titres
--	----------------------------	--	---

Rubrique 10: Frais de gestion

1. Indiquer la méthode selon laquelle sont établis les frais de gestion et, en ventilant selon qu'elles sont à la charge de l'émetteur ou des porteurs, les autres dépenses le cas échéant. Renvoyer aux états financiers contenus au prospectus pour les détails concernant les frais de gestion et, le cas échéant, les autres dépenses à la charge de l'émetteur.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

2. Présenter sous forme de tableau l'évolution du ratio des dépenses de gestion, c'est-à-dire le total des frais et autres dépenses payés ou payables par l'émetteur au cours de chacun des cinq derniers exercices, exprimé en pourcentage de l'actif net moyen administré au cours de chaque exercice. Il faut aussi décrire brièvement la méthode de calcul du pourcentage et rappeler que le ratio des dépenses de gestion peut varier d'un fonds commun de placement ou d'une société d'investissement à capital variable à l'autre.

Instructions

1. Lorsque les frais de gestion sont modifiés ou lorsqu'il est proposé de les modifier et que cette modification, si elle avait été en vigueur, aurait eu un effet sur le ratio des dépenses de gestion pour l'exercice financier le plus récent, indiquer l'effet de cette modification.

2. Lorsque l'exercice couvre une période autre qu'une année complète, il faut calculer le ratio sur une base annuelle, préciser la période visée et mentionner que le ratio des dépenses de gestion est présenté sur une base annuelle.

3. Dans la présente rubrique, «l'actif net moyen» est la moyenne de la valeur de l'actif net déterminé à chaque date d'évaluation de l'émetteur et avant la déduction des frais de gestion et des autres dépenses; il faut entendre par «autres dépenses» toutes les autres dépenses faites dans le cours de l'activité normale de l'émetteur, sauf les courtages sur les opérations de portefeuille et les impôts.

4. Lorsqu'un émetteur investit dans un fonds commun de placement ou une société d'investissement à capital variable, le ratio des dépenses de gestion doit être calculé en tenant compte des seuls postes de l'actif de l'émetteur sur lesquels les frais de gestion sont imputés.

5. Les états financiers doivent donner le détail des frais de gestion et des autres dépenses à la charge de l'émetteur.

6. Les frais à la charge des porteurs plutôt que de l'émetteur pour des services particuliers comme la rémunération de fiduciaire pour les régimes enregistrés d'épargne-retraite, les frais de rachat, les frais de transfert de fonds entre sociétés d'investissement à capital variable ou fonds communs de placement reliés, ou les frais exigés pour tout autre service particulier rendu à une catégorie d'épargnants, sont établis séparément, dans un seul tableau, et ne sont pas inclus dans le calcul du ratio des dépenses de gestion.

Rubrique 11: Régime fiscal de l'émetteur

Indiquer en termes généraux comment sont imposés les revenus et les gains en capital de l'émetteur.

Rubrique 12:
Régime fiscal des porteurs

Indiquer en termes généraux les conséquences fiscales pour les porteurs des titres offerts:

- 1° de toute distribution à ces porteurs sous forme de dividendes, y compris les sommes réinvesties;
- 2° du rachat des titres;
- 3° de la vente des titres;
- 4° du transfert de fonds entre sociétés d'investissement à capital variable ou fonds communs de placement, le cas échéant.

Rubrique 13:
Promoteur

Lorsqu'il y a eu un promoteur de l'émetteur au cours des cinq années précédentes, donner les renseignements suivants: -

- 1° son nom, la nature et la valeur de toute contrepartie reçue ou à recevoir de l'émetteur;
- 2° la nature et la valeur des biens, services ou autres contreparties reçus ou à recevoir du promoteur par l'émetteur;
- 3° lorsque l'émetteur a acquis au cours des deux dernières années ou doit acquérir un élément d'actif d'un promoteur, indiquer le prix d'acquisition et la méthode de détermination du prix. Identifier la personne qui a établi ce prix et indiquer, le cas échéant, la relation de cette personne avec l'émetteur ou le promoteur. Indiquer le coût et la date d'acquisition par le promoteur de cet élément d'actif.

Rubrique 14:
Litiges en cours

Décrire brièvement tout litige important dans lequel l'émetteur est partie ou qui porte sur certains de ses biens.

Instructions

Indiquer la désignation du tribunal ou de l'organisme compétent, la date de l'introduction de l'affaire, les principales parties intéressées, la nature de la demande et,

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

le cas échéant, la somme demandée. Mentionner également si la procédure est contestée et indiquer l'état actuel de la procédure.

Rubrique 15: **Actions – parts**

1. *Décrire les actions ou les parts offertes, en donnant notamment les renseignements suivants:*

- 1° le droit au dividende;*
- 2° le droit de vote;*
- 3° les droits en cas de liquidation ou de partage;*
- 4° le droit préférentiel de souscription;*
- 5° le droit de conversion;*
- 6° les conditions relatives au rachat à l'achat en vue de l'annulation ou à la remise des actions;*
- 7° les obligations de répondre à tout autre appel de fonds par l'émetteur;*
- 8° les clauses relatives à la modification de ces droits et conditions.*

2. *Si les droits des porteurs peuvent être modifiés autrement qu'en conformité des conditions prévues lors de l'émission ou des dispositions de la loi applicable, en faire état et expliquer brièvement.*

Instructions

1. *Exposer brièvement les seules conditions qui sont importantes pour l'appréciation du titre par l'épargnant, sans donner la teneur du texte.*

2. *Si les droits afférents aux actions ou aux parts offertes sont substantiellement limités par ceux afférents à une autre valeur ou si une autre valeur prend rang avant ces actions ou vient au même rang qu'elles, donner les renseignements nécessaires sur cette autre valeur afin que l'épargnant puisse apprécier les droits afférents aux actions. Lorsque des titres sont offerts en échange, donner une description appropriée des titres en échange desquels ils sont proposés. Toutefois, omettre les renseignements relatifs aux catégories de titres qui doivent être rachetés ou autrement retirés de la circulation lorsque les mesures nécessaires au rachat ou au retrait ont été prises ou le seront avant la livraison des actions faisant l'objet du placement.*

3. *Le texte des clauses applicables aux actions peut être donné en annexe ou prospectus.*

Rubrique 16:

Dividendes

Indiquer le montant des dividendes par action, y compris les dividendes réinvestis, ou de toute autre distribution faite au cours de chacun des cinq derniers exercices financiers avant la date du prospectus provisoire ou du projet de prospectus.

Rubrique 17:

Dirigeants et fiduciaires

Donner le nom et l'adresse de chacun des dirigeants et fiduciaires de l'émetteur, ses fonctions actuelles et les principaux postes occupés au cours des cinq dernières années.

Instructions

1. *On peut ne donner comme adresse que le lieu de résidence ou une case postale, mais la Commission peut alors demander qu'on lui fournisse l'adresse complète.*

2. *Lorsque les fonctions principales d'un dirigeant consistent en un poste de direction auprès d'une autre société, indiquer l'activité principale de celle-ci.*

Rubrique 18:

Rémunération des dirigeants et fiduciaires

1. *Les fonds communs de placement ou les sociétés d'investissement à capital variable qui rémunèrent directement des dirigeants autres que les administrateurs ont à fournir l'information prévue par règlement;*

2. *Les sociétés d'investissement à capital variable dont la gestion est confiée à une société de gestion en vertu d'un contrat de gestion et les fonds communs de placement dont la gestion est confiée à un fiduciaire en vertu d'un acte de fiducie donnent l'information suivante:*

1° *le montant global versé aux administrateurs ou aux fiduciaires pour chaque exercice en cause;*

2° *le montant global des dépenses remboursées aux administrateurs ou aux fiduciaires en vue de l'accomplissement de leurs fonctions d'administrateurs ou de fiduciaire.*

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Cependant, cette information peut être donnée dans les états financiers annuels.

De plus, ces émetteurs doivent attester dans le prospectus ou la notice annuelle que les montants indiqués aux états financiers comme paiement ou remboursement aux administrateurs ou fiduciaires constituent la seule rémunération versée aux administrateurs et fiduciaires.

Rubrique 19: Prêts aux dirigeants

Donner l'information sur tout prêt consenti à un dirigeant, à un candidat à des fonctions d'administrateur ou à une personne avec qui ce dirigeant ou ce candidat a des liens, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un prêt de caractère courant.

Instructions

1. *Donner le nom et l'adresse de toute personne bénéficiaire d'un tel prêt. On peut ne donner comme adresse que le lieu de résidence ou une case postale.*

2. *Donner l'encours le plus élevé des prêts consentis par l'émetteur ou ses filiales à chacune de ces personnes au cours du dernier exercice, la nature du prêt et l'opération qui y a donné lieu, le solde courant et le taux d'intérêt.*

3. *Il faut entendre par «prêt de caractère courant»:*

1° *un prêt consenti aux mêmes conditions à l'ensemble des salariés et qui n'excède pas 25 000 \$;*

2° *un prêt consenti à un dirigeant qui exerce ses fonctions à temps plein, pourvu que ce prêt soit inférieur à son salaire annuel et soit entièrement garanti par une hypothèque sur sa résidence;*

3° *un prêt consenti à un dirigeant qui n'exerce pas ses fonctions à temps plein ou à une personne avec qui il a des liens pourvu que l'octroi de crédit fasse partie de l'activité normale de l'émetteur, que le prêt soit consenti aux mêmes conditions qu'aux clients, qu'il ne comporte pas un risque de recouvrement inhabituel et qu'il n'excède pas le plus grand de 200 000 \$ ou 5 % de l'avoir des actionnaires pour l'ensemble des prêts consentis;*

4° *un prêt consenti à l'occasion d'achats effectués aux conditions normales du commerce ou résultant d'avances de frais de voyage ou de représentation, pourvu que les modalités de remboursement soient conformes aux pratiques commerciales.*

Rubrique 20:

Dépositaire des titres du portefeuille

1. Donner le nom, l'adresse du principal établissement et la nature de l'activité de tout dépositaire des titres du portefeuille de l'émetteur ainsi que le lieu où sont matériellement gardés les titres. Le nom du dépositaire peut être omis s'il s'agit d'une banque régie par la Loi sur les banques et les opérations bancaires (S.C. 1980-81-82, c. C-40) ou avec le consentement de la Commission.

2. Indiquer brièvement le contenu de l'entente conclue avec le dépositaire.

Rubrique 21:

Exercice des principales fonctions

1. Exposer brièvement la manière dont les fonctions suivantes de l'émetteur sont accomplies et nommer les personnes qui en sont responsables en indiquant comment ces fonctions sont coordonnées et, dans la mesure où l'une quelconque de ces fonctions n'est pas exécutée par des employés de l'émetteur, les nom et adresse des personnes responsables de l'exécution de ces fonctions:

- 1° la gestion de l'émetteur, à l'exception de la gestion du portefeuille;
- 2° la gestion du portefeuille;
- 3° l'analyse des investissements;
- 4° les recommandations d'investissement;
- 5° les décisions d'investissement;
- 6° les opérations de portefeuille et les contrats relatifs à leur exécution;
- 7° le placement des titres offerts.

2. Mentionner le nom et l'adresse de chacun des dirigeants des personnes morales mentionnées en réponse au paragraphe 1.

3. Indiquer la méthode de détermination des frais de gestion et donner le total des frais payés au cours de chacun des 5 derniers exercices complétés et pendant l'exercice en cours. Ces renseignements sont arrêtés à 30 jours au plus avant la date du prospectus provisoire ou du projet de prospectus.

4. Indiquer dans quelles circonstances il peut être mis fin au contrat de gestion.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

5. Déclarer tout conflit d'intérêts ou toute possibilité de conflit d'intérêts entre l'émetteur et les personnes nommées en réponse au paragraphe 1.

Instructions

1. On peut ne donner comme adresse que le lieu de résidence ou une case postale, mais la Commission peut alors demander qu'on lui fournisse l'adresse complète.

2. Relativement aux informations concernant le placement des titres, donner seulement le nom et l'adresse du placeur principal.

3. Relativement aux informations concernant les opérations de portefeuille et les contrats relatifs à leur exécution, donner seulement le nom et l'adresse du courtier principal et de brefs détails sur les sujets suivants:

1° le coût total des titres acquis par l'émetteur au cours du dernier exercice, en distinguant:

a) les titres émis ou garantis par un état ou l'une de ses subdivisions;

b) les billets à court terme;

c) les autres titres;

2° le coût total des titres en portefeuille au début et à la fin du dernier exercice de l'émetteur;

3° la méthode ou les critères utilisés pour attribuer l'exécution d'opérations aux personnes engagées dans le placement des titres de l'émetteur;

4° la méthode ou les critères utilisés pour attribuer l'exécution d'opérations aux fournisseurs de services (statistiques, recherches, etc.) de l'émetteur ou du gérant;

5° le courtage payé au courtier principal au cours des trois derniers exercices, en indiquant le montant payé chaque année et le pourcentage représenté par ce montant par rapport à la totalité des courtages payés par l'émetteur.

4. Si une ou plusieurs personnes remplissent plus d'une des fonctions auxquelles réfère la présente rubrique, en faire état et donner les détails de toutes les fonctions remplies.

5. Aux fins de la présente annexe, le terme «courtier principal» comprend:

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

1° une personne par l'entremise de laquelle sont effectuées les opérations de portefeuille de l'émetteur aux termes d'une entente contractuelle avec l'émetteur ou son gérant prévoyant un droit exclusif ou toute autre disposition qui a pour but ou pour effet d'accorder un avantage concurrentiel appréciable sur les autres courtiers pour effectuer ces opérations;

2° une personne par l'entremise de laquelle au moins 15 % des opérations de portefeuille de l'émetteur ont été effectuées au cours du dernier exercice, ainsi que les personnes morales appartenant au même groupe.

6. Malgré le fait qu'elle soit un courtier principal au sens du paragraphe 5, une personne peut, avec l'accord de la Commission, être considérée comme n'étant pas un courtier principal pour l'application de l'une ou l'autre des rubriques de la présente annexe.

Rubrique 22: Personnes ayant des liens avec l'émetteur

Donner, relativement à toute personne mentionnée en réponse au paragraphe 1 de la rubrique 21, les informations suivantes:

1. Si cette personne:

1° a des liens avec l'émetteur;

2° est un dirigeant d'une personne morale appartenant au même groupe que l'émetteur ou a des liens avec cette personne morale;

3° est un dirigeant d'une personne morale ayant des liens avec l'émetteur ou a des liens avec cette personne morale.

en faire état et donner le détail de la relation.

2. Si l'émetteur:

1° a des liens avec cette personne;

2° a des liens avec une personne morale appartenant au même groupe que cette personne;

3° a des liens avec une personne morale qui a des liens avec cette personne;

en faire état et donner le détail de la relation.

3. Si une personne qui a des liens avec l'émetteur a également des liens avec la personne mentionnée, en faire état et donner le détail de la relation.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

4. Si cette personne a passé un contrat avec l'émetteur, le décrire brièvement, indiquer le mode de fixation de la rémunération de cette personne et donner le montant de la rémunération payée ou payable par l'émetteur à cette personne au cours du dernier exercice de l'émetteur.

5. Si une personne mentionnée en réponse au paragraphe 1 de la rubrique 21 a des liens avec une autre personne qui y est mentionnée, en faire état et donner le détail de cette relation.

6. Chaque fois que la Commission le requiert, faire état de l'expérience professionnelle de cette personne et, dans le cas d'une personne morale, de ses dirigeants.

Rubrique 23: Principaux porteurs

1. Donner, pour chaque catégorie de valeurs comportant droit de vote de l'émetteur ou du gérant, le nombre de titres détenus par chaque porteur de plus de 10 % des titres de la catégorie. Si les titres sont immatriculés au nom d'une personne autre que le propriétaire, indiquer le nom de celui-ci. Donner les nom et adresse des porteurs et le pourcentage de titres détenus dans chaque catégorie de valeurs.

Nom et adresse du porteur	Émetteur ou gérant	Catégorie de valeur	Nombre de titres	Pourcentage par rapport aux titres de la catégorie

2. Si une personne dont le nom est donné en réponse au paragraphe 1 détient plus de 10 % :

1° des titres d'une catégorie de titres comportant droit de vote du placeur principal ou du courtier principal ou de la société qui les contrôle ou de leur filiale;

2° d'un droit de propriété dans l'entreprise du placeur principal ou du courtier principal de l'émetteur.

donner le pourcentage représenté par ces titres ou ce droit.

3. Indiquer pour chaque catégorie de titres comportant droit de vote :

1° de l'émetteur, de la société mère ou d'une filiale, le pourcentage détenu par l'ensemble des dirigeants et des fiduciaires de l'émetteur;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

2° du gérant, de la société mère ou d'une filiale, le pourcentage détenu par l'ensemble des dirigeants du gérant.

Dénomination sociale	Émetteur ou relation avec l'émetteur	Catégorie de valeur	Pourcentage par rapport aux titres de la catégorie

Instructions

1. Les informations exigées par les paragraphes 1 et 3 de la présente rubrique sont présentées sous forme de tableau et elles sont arrêtées à 30 jours au plus avant la date du prospectus provisoire ou du projet de prospectus.

2. Lorsqu'une personne morale est le porteur de plus de 10 % des titres d'une catégorie de titres de l'émetteur, la Commission peut exiger que soit indiqué le nom de toute personne qui est propriétaire de plus de 10 % des titres d'une catégorie donnant droit de vote de cette personne morale.

3. Pour déterminer si une personne est porteur de plus de 10 % des titres d'une catégorie comportant droit de vote, il faut tenir compte de tous les titres détenus, qu'ils soient immatriculés ou non au nom de cette personne.

4. Lorsque des titres comportant droit de vote sont offerts dans le cadre d'un plan de souscription, d'une opération de regroupement ou de restructuration du capital, donner, dans la mesure du possible, le pourcentage des titres, pour chaque catégorie de valeurs, qui sera détenu par les principaux porteurs à la suite de l'opération.

5. Lorsque, à la connaissance de l'émetteur ou du gérant, plus de 10 % des titres d'une catégorie de valeurs comportant droit de vote font l'objet d'une convention de fiducie de vote ou d'une entente de même nature, donner la désignation de cette catégorie, le nombre ou le montant des titres qui en font l'objet ainsi que la durée de la convention. Donner aussi les nom et adresse des fiduciaires et décrire brièvement leurs droits de vote et les autres pouvoirs accordés par la convention.

6. Lorsque, à la connaissance de l'émetteur, de la société mère, du gérant ou de sa société mère, une personne mentionnée en réponse au paragraphe 1 a des liens avec une autre personne mentionnée au prospectus ou est une personne morale appartenant au même groupe que cette autre personne, indiquer la nature de ces liens.

Rubrique 24:

Dirigeants et autres personnes intéressés dans des opérations importantes

Décrire brièvement l'intérêt des personnes suivantes dans toute opération importante conclue au cours des trois années qui précèdent la date du prospectus

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

provisoire ou du projet de prospectus ou dans toute opération projetée qui a eu ou aura un effet important sur l'émetteur ou l'une de ses filiales:

- 1° le gérant de l'émetteur;*
- 2° le placeur principal de l'émetteur;*
- 3° le courtier principal de l'émetteur;*
- 4° un dirigeant ou un fiduciaire de l'émetteur ou des personnes mentionnées en 1°, 2°, 3°;*
- 5° un porteur de titres mentionné en réponse au paragraphe 1 de la rubrique 23;*
- 6° une personne qui a des liens avec l'une des personnes mentionnées ci-dessus ou une personne morale qui appartient au même groupe que celle-ci.*

Instructions

- 1. Donner une brève description de l'opération. Indiquer le nom et l'adresse de chaque personne intéressée et sa relation avec l'émetteur.*
- 2. Lorsqu'il s'agit de l'achat ou de la vente d'éléments d'actif par l'émetteur, dans la mesure où il ne s'agit pas d'une opération de caractère courant, donner le prix d'achat et le prix payé par le vendeur lorsque celui-ci les a acquis au cours des deux années précédant l'opération.*
- 3. La présente rubrique s'applique aux intérêts tenant à la propriété de titres de l'émetteur seulement lorsque le porteur reçoit un avantage qui n'est pas attribué dans les mêmes conditions aux autres porteurs de la même catégorie de titres.*
- 4. L'information prévue par la présente rubrique n'est pas exigée dans les cas suivants:*
 - 1° le tarif ou les frais sont établis par la loi ou résultent d'un appel à la concurrence;*
 - 2° la personne n'est intéressée à l'opération qu'en tant qu'administrateur d'une société qui est partie à l'opération;*
 - 3° la personne intéressée intervient en tant que banque ou autre dépositaire de fonds, agent des transferts, agent chargé de la tenue des registres, fiduciaire en vertu d'un acte de fiducie ou dans des fonctions similaires;*

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

4° la personne intéressée ne doit pas recevoir plus, de 50 000 \$, compte tenu de tout versement périodique prévu par le contrat, par exemple dans le cas d'un bail;

5° la personne intéressée ne reçoit aucune rémunération pour l'opération, pourvu que soient réunies les conditions suivantes:

a) elle est intéressée en tant que propriétaire de moins de 10 % des titres d'une catégorie de valeur d'une société qui est partie à l'opération;

b) il s'agit d'une opération courante conclue dans le cadre de l'activité normale de l'émetteur.

5. La personne intéressée à cause de la rémunération touchée pour des services est dispensée de fournir l'information prévue par la présente rubrique si elle n'est intéressée qu'en tant que propriétaire de moins de 10 % des titres comportant droit de vote d'une société qui est partie à l'opération.

Rubrique 25:

Vérificateur, agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

1. Donner le nom et l'adresse du vérificateur.
2. Donner le nom de l'agent des transferts et de l'agent chargé de la tenue des registres de l'émetteur et indiquer la ville où sont gardés les registres des transferts des titres de l'émetteur.

Rubrique 26:

Contrats importants

Donner l'information sur tout contrat important conclu par l'émetteur au cours des deux années qui précèdent la date du prospectus provisoire ou du projet de prospectus; donner notamment la date du contrat, le nom des parties et une brève description. Indiquer les conditions dans lesquelles ces contrats peuvent être consultés pendant la durée du placement. .

Instructions

1. Dresser une liste de tous les contrats importants, en indiquant ceux qui sont décrits ailleurs dans le prospectus et en donnant l'information concernant les autres. Ne pas tenir compte des contrats conclus dans le cadre de l'activité normale.
2. Dans les cas où l'information sur un contrat, sans être indispensable à la protection des épargnants risquerait de compromettre l'avantage qui en est tiré, la Commission peut autoriser l'omission de la description de celui-ci.

**Rubrique 27:
Autres fait importants**

Donner l'information sur tout autre fait important susceptible d'affecter la valeur ou le cours des titres qui font l'objet du placement.

**Rubrique 28
Droits de résolution et sanctions civiles**

Le prospectus contient la mention suivante:

«Les lois établies par diverses autorités législatives au Canada confèrent à l'acquéreur un droit de résolution, qui ne peut être exercé que dans les 2 jours suivant la réception du prospectus et des modifications. Dans le cas d'un plan d'épargne, le délai pour la résolution peut être plus long.

Ces lois permettent également à l'acquéreur de demander la nullité ou, dans certains cas, des dommages-intérêts par suite d'opérations de placement effectuées avec un prospectus contenant des informations fausses ou trompeuses ou par suite de la non-transmission du prospectus. Toutefois, ces diverses actions doivent être exercées dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.».

D. 660-83, Ann. II; D. 1263-85, a. 83; D. 1263-85, a. 82, D. 697-87, a. 37; A.M. 2003-01, a. 83.

**ANNEXE III
(ABROGÉE)**

D. 660-83, Ann. III; D. 1263-85, a. 84 et 85, D. 697-87, a. 38 et 39; A.M. 2003-01, a. 84.

**ANNEXE IV
(ABROGÉE)**

D. 660-83, Ann. IV; D. 1263-85, a. 86 à 88, D. 697-87, a. 40; D. 226-93, a. 27, 28 et 29; D. 30-96, a. 44; A.M. 2003-01, a. 84.

**ANNEXE V
(ABROGÉE)**

D. 660-83, Ann. V; D. 1263-85, a. 89, D. 697-87, a. 41 et 42; D. 226-93, a. 30; A.M. 2003-01, a. 84.

**ANNEXE VI
(ABROGÉE)**

D. 660-83, Ann. VI; D. 1263-85, a. 90 à 96 et 98 à 101; D. 1263-85, a. 97; D. 697-87, a. 44 et 45; D. 977-88, a. 31; D. 30-96, a. 45; A.M. 2003-01, a. 85; A.M. 2005-22, a. 11.

**ANNEXE VII
RAPPORT ANNUEL
ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES
RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

PARTIE I

Dispositions générales

1. L'émetteur n'est pas tenu de joindre aux états financiers trimestriels prévus à l'article 76 de la Loi l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation. Par contre, l'émetteur est encouragé à y fournir des éléments d'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation.

2. L'information présentée comprend l'information relative à toute filiale ou à tout émetteur dans le capital duquel l'émetteur a une participation, dès lors que son actif total représente plus de 10 % de l'actif consolidé de l'émetteur à la fin du dernier exercice ou que son produit d'exploitation représente plus de 10 % du produit consolidé de l'émetteur pour le dernier exercice financier.

3. Généralement, l'information doit être présentée en date de la fin du dernier exercice. Si des circonstances ou événements importants sont survenus entre la fin du dernier exercice et la date de la préparation du rapport annuel, cette information doit être présentée dans le rapport annuel.

4. Les instructions concernant la préparation du rapport annuel obligent l'émetteur à discuter de certaines informations financières prospectives. L'information exigée vise des tendances, engagements, événements et incertitudes connus dont on peut raisonnablement penser qu'ils affecteront de manière importante l'émetteur. L'obligation d'information porte sur les tendances, engagements, événements ou incertitudes connus de la direction et dont on peut raisonnablement penser qu'ils affecteront l'activité de l'émetteur, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation. La présente annexe oblige l'émetteur à discuter de l'information financière prospective, sur le fondement des attentes de l'émetteur à la date de la notice annuelle.

Les émetteurs sont encouragés, sans y être tenus, à présenter d'autre information financière prospective. Cette autre information financière prospective doit être distinguée de l'information connue dont on peut raisonnablement penser qu'elle affectera de manière importante les résultats d'exploitation telle que l'augmentation future connue des coûts de main-d'oeuvre ou de matières, laquelle doit être présentée. L'information financière prospective optionnelle suppose qu'on prévoit une tendance ou un événement futur ou qu'on prévoit un impact moins prévisible d'un événement, d'une tendance ou d'une incertitude connus.

Même si l'information ainsi fournie peut faire intervenir un certain degré de prédictions ou de projections sur l'avenir, elle n'exige pas la présentation de prévisions

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

financières ou de projections financières au sens du Manuel de l'ICCA. Dans le cas où un émetteur choisit de présenter des prévisions financières ou des projections financières, il doit envisager l'application des dispositions réglementaires pertinentes.

5. *La présentation du rapport annuel doit être centrée sur l'émetteur. Il n'existe aucune exigence de fournir une discussion détaillée de facteurs externes à l'émetteur.*

6. *Le rapport annuel présente aussi l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation exigée, par règlement, pour le régime de prospectus simplifié.*

PARTIE II **Instructions**

1. Généralités

1° *(paragraphe supprimé).*

2° *(paragraphe supprimé).*

3° *(paragraphe supprimé).*

4° *(paragraphe supprimé).*

5° *(paragraphe supprimé).*

6° *(paragraphe supprimé).*

7° *(paragraphe supprimé).*

8° *Lorsqu'un émetteur s'est engagé à acquérir ou céder une entreprise ou un élément d'actif en dehors du cours normal de son exploitation et que cette opération aura un effet important sur la situation financière ou les résultats à venir de l'émetteur, il faut traiter l'opération et ses effets dans le rapport annuel. L'information doit être fournie lorsque la décision d'effectuer l'opération a été prise par le conseil d'administration de l'émetteur ou par la direction si l'on s'attend que le conseil d'administration l'approuve. Si la publication de cette information est considérée comme indûment désavantageuse pour l'émetteur, la confidentialité peut être maintenue dans les conditions prévues à l'article 74 de la Loi.*

D. 660-83, Ann. VII; D. 1263-85, a. 102; D. 977-88, a. 32; D. 1622-90, a. 44; A.M. 2003-01, a. 86.

**ANNEXE VII.1
(ABROGÉE)**

D. 1263-85, a. 103; D. 697-87, a. 46; D. 977-88, a. 32.

**ANNEXE VII.2
(ABROGÉE)**

D. 697-87, a. 47; D. 977-88, a. 32.

EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

**ANNEXE VIII
CIRCULAIRE
SOLLICITATION DE PROCURATIONS**

Dans le cas où il n'y a pas de sollicitation, faire les adaptations nécessaires.

**Rubrique 1:
Droit de révocation**

Indiquer si le porteur qui donne le mandat peut révoquer la procuration.

Décrire brièvement les modalités de révocation et toute restriction que ce droit peut comporter.

**Rubrique 2:
Identification de la personne faisant la sollicitation**

1. *Indiquer si la sollicitation est faite pour le compte de la direction de l'émetteur assujéti, donner le nom de tout administrateur qui a informé la direction par écrit de son intention de s'opposer à une mesure projetée et indiquer la nature de cette mesure.*

2. *Indiquer si la sollicitation est faite pour le compte d'une personne étrangère à la direction et donner le nom de celle-ci.*

3. *Lorsque la sollicitation n'est pas faite par la poste, décrire le procédé utilisé.*

4. *Lorsque la sollicitation est faite par des salariés ou des mandataires spécialement engagés à cette fin, indiquer les principaux éléments du contrat intervenu, les parties au contrat et le coût réel ou prévu.*

5. *Identifier la personne qui supporte ou supportera les frais de la sollicitation.*

**Rubrique 3:
Personnes intéressées dans certains points de l'ordre du jour**

Décrire brièvement la façon dont sont intéressés dans un point quelconque de l'ordre du jour, sauf l'élection des administrateurs et la nomination du vérificateur, que ce soit en raison des titres possédés ou de toute autre manière, les personnes suivantes:

1° *celui qui a été dirigeant de l'émetteur assujéti au cours du dernier exercice, lorsque la sollicitation est faite pour le compte de la direction;*

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

2° celui pour le compte de qui la sollicitation est faite, si elle n'est pas faite pour la direction de l'émetteur assujetti;

3° le candidat à un poste d'administrateur;

4° celui avec qui l'une des personnes visées aux paragraphes 1° à 3° a des liens ou celui qui appartient au même groupe.

Instructions

1. La sollicitation est réputée être faite pour le compte des personnes suivantes:

1° tout membre d'un groupe qui sollicite des procurations et toute personne, agissant seule ou avec d'autres, qui participe à l'organisation, à la direction ou au financement d'un tel groupe;

2° toute personne qui contribue plus de 250 \$ au financement de la sollicitation;

3° toute personne qui prête des fonds, consent un crédit ou s'engage de quelque autre manière, par suite d'un contrat avec une personne pour le compte de qui la sollicitation est faite, dans le but de financer la sollicitation ou de faire valoir certaines recommandations quant aux titres de l'émetteur assujetti ou quant à l'exercice du droit de vote; toutefois la présente disposition ne s'applique ni à une banque ni à un établissement de crédit ou à un courtier qui dans le cadre de son activité normale prête des fonds ou exécute des ordres pour l'achat ou la vente de titres.

2. La sollicitation est réputée ne pas être faite pour le compte des personnes suivantes, à moins qu'elles ne soient visées au paragraphe 1 des instructions:

1° celui qui est simplement engagé par une personne pour le compte de qui la sollicitation est faite, ou celui qui ne fait que transmettre les documents de sollicitation ou qui ne remplit que des fonctions d'exécution;

2° celui qui est simplement engagé par une personne pour le compte de qui la sollicitation est faite, en qualité d'avocat, de comptable, de conseil en publicité, en relations publiques ou en finance et dont les activités se limitent à l'exécution de ses fonctions;

3° le dirigeant, sauf un administrateur, ou le salarié de l'émetteur assujetti ou d'une personne appartenant au même groupe que l'émetteur assujetti;

4° le dirigeant ou le salarié de toute autre personne pour le compte de qui la sollicitation est faite.

Rubrique 4:

Titres comportant droit de vote et principaux porteurs

1. Donner, pour chaque catégorie de valeurs comportant droit de vote, le nombre de titres en circulation et le détail des droits de vote afférents à chaque titre de chacune des catégories.

2. Donner la date d'inscription au registre des porteurs pour déterminer ceux qui auront droit de vote à l'assemblée ou, le cas échéant, les renseignements concernant la fermeture du registre des transferts de titres. Si le droit de vote n'est pas limité aux porteurs inscrits à une date déterminée, mentionner les conditions selon lesquelles les porteurs pourront voter.

3. Lorsque, à la connaissance des dirigeants de l'émetteur assujéti, une personne exerce une emprise sur plus de 10 % des titres comportant des droits de vote afférents à toute catégorie de titres en circulation de l'émetteur assujéti, donner le nom de chacune de ces personnes, le nombre de titres sur lesquels chacune de ces personnes exerce une emprise et le pourcentage des titres en circulation de la catégorie que ce nombre représente.

Rubrique 5:

Élection des administrateurs

1. Pour chaque candidat à un poste d'administrateur de l'émetteur assujéti et pour chaque administrateur dont le mandat doit se poursuivre après l'assemblée, donner sous forme de tableau les informations suivantes:

1° son nom, en distinguant les candidats et les administrateurs dont le mandat n'est pas expiré;

2° la date d'expiration du mandat;

3° le dernier poste important occupé chez l'émetteur assujéti, une société mère ou une filiale de l'émetteur assujéti;

4° les fonctions principales exercées actuellement et pour qui ces fonctions sont exercées;

2. Pour chaque candidat à un poste d'administrateur, donner les informations additionnelles suivantes:

1° les fonctions principales exercées au cours des cinq années précédentes, à moins que le candidat ne soit déjà un administrateur élu à une assemblée dont la convocation comportait une circulaire de procuration; indiquer le nom et l'activité principale de la personne pour qui ces fonctions sont exercées;

2° lorsque la personne est ou a été un administrateur de l'émetteur assujetti, la durée de son mandat;

3° le nombre de titres de chaque catégorie comportant droit de vote de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti sur lesquels il exerce une emprise;

4° lorsque le candidat doit être élu en vertu d'une convention passée par lui avec toute autre personne, à l'exception des dirigeants de l'émetteur assujetti agissant en cette seule qualité, le nom de cette autre personne et une brève description de la convention.

3. Lorsque le conseil d'administration de l'émetteur assujetti a un comité de direction, le mentionner et donner le nom des administrateurs constituant ce comité.

Lorsque le conseil d'administration de l'émetteur assujetti est tenu d'avoir un comité de vérification, le mentionner et donner le nom des administrateurs constituant ce comité.

4. Lorsque Je candidat à un poste d'administrateur et des personnes avec qui il a des liens ou appartenant au même groupe que lui exercent une emprise sur des titres comportant plus de 10 % des droits de vote afférents à tous les titres de l'émetteur assujetti ou de l'une des filiales de l'émetteur assujetti, indiquer le nombre de titres de chaque catégorie sur lesquels les personnes avec qui il a des liens ou appartenant au même groupe que lui exercent une emprise, en identifiant chaque personne dont l'emprise porte sur 10 % ou plus des titres.

Rubrique 6: Rémunération de la haute direction

1. Champ d'application

L'information à fournir se rapporte à la haute direction de la société: président et vice-présidents du Conseil s'ils accomplissent leurs fonctions à plein temps, président, vice-présidents responsables d'une partie ou d'un aspect important de l'entreprise (branche d'activité, ventes, finances, etc.) et les autres membres de la direction de l'émetteur ou d'une filiale exerçant des pouvoirs de décisions sur les grandes orientations de l'émetteur

La rémunération des administrateurs qui ne font pas partie de la haute direction n'est prise en compte qu'au paragraphe 6.

Lorsqu'il n'y a pas d'élection à un poste d'administrateur, il n'est pas nécessaire de donner la rémunération.

2. Rémunération en espèces

1° Donner le montant global de la rémunération en espèces versée à la haute direction par la société et ses filiales, en contrepartie de services rendus au cours du dernier exercice.

La rémunération en espèces comprend notamment le traitement, les jetons de présence, les commissions et les primes. Cette information peut aussi être ventilée selon ces postes.

L'information peut être présentée selon le tableau suivant:

RÉMUNÉRATION EN ESPÈCES

Nombre	Somme
Haute direction _____	Rémunération en espèces _____ \$

2° En plus des sommes effectivement versées au cours et au titre du dernier exercice, la rémunération en espèces comprend:

- a) les primes à payer au titre du dernier exercice, à moins qu'elles n'aient pas encore été attribuées;
- b) les primes payées au cours du dernier exercice, au titre d'un exercice antérieur, déduction faite de toute somme qui a déjà été déclarée;
- c) toute rémunération gagnée au cours du dernier exercice, mais dont le versement en espèces est différé.

3° La rémunération relative à une partie d'exercice pendant laquelle un intéressé n'a pas exercé des fonctions de haut dirigeant n'a pas à être incluse.

3. Rémunération sous forme de plans

La rémunération sous forme de plans n'est prise en compte que lorsqu'ils ne sont pas offerts à tous les employés à plein temps non régis par une convention collective ou lorsqu'ils favorisent les hauts dirigeants par leur champ d'application, par leurs conditions ou par leur fonctionnement.

1° Donner une description de tout plan en vertu duquel une somme ou un avantage a été accordé au cours du dernier exercice ou doit l'être au cours d'un exercice ultérieur.

Cette description comprend:

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

- a) un sommaire des règles du plan;
- b) les critères utilisés pour déterminer les sommes à payer ou, dans le cas de plans d'options, les critères utilisés pour déterminer le nombre de titres visés par les options;
- c) la période en fonction de laquelle les prestations sont déterminées;
- d) le tableau des versements;
- e) les modifications récentes et importantes du plan;
- f) les sommes versées au cours du dernier exercice ou, dans le cas de plans d'options, le nombre de titres sur lesquels des options ont été accordées au cours du dernier exercice;
- g) les sommes portées au compte des hauts dirigeants au cours du dernier exercice, dans la mesure où le versement ou l'acquisition définitive n'est pas subordonné à un événement futur.

2° À l'égard des options de souscription ou d'achat de titres accordées au cours du dernier exercice, donner en plus de l'information exigée par le paragraphe 3, 1° a à f;

- a) la désignation du titre et le nombre de litres visés;
- b) le prix moyen de souscription ou d'acquisition par titre (lorsque des options avec des dates d'échéance différentes sont accordées, l'information est donnée pour chaque catégorie d'option);
- c) le cours du titre à la date de l'octroi lorsque le prix mentionné en b est inférieur au cours à cette date.

3° À l'égard des options de souscription ou d'achat levées au cours du dernier exercice, donner, en outre des informations prévues au 2°, a à c, la différence entre le cours du titre et le prix de souscription ou d'achat.

4° Lorsqu'un montant payé ou distribué en vertu d'un plan est déclaré au titre de la rémunération en espèces prévue au paragraphe 2, ce montant n'a pas à être inclus en réponse au sous-paragraphe 1° f si une mention à cet effet est faite en réponse au paragraphe 3.

5° Les renseignements exigés en vertu des sous- paragraphes 1° f et g n'ont pas à être donnés lorsque les montants payés, distribués ou acquis en vertu d'un plan à prestations déterminées qui précise certains avantages de rente de retraite et définit le

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

droit d'un salarié à ces avantages en fonction de ses années de service ou de son salaire.

4. **Autres avantages**

Indiquer le montant global des autres avantages qui ne sont pas déjà couverts dans les avantages reçus en espèces ou sous forme de plans, notamment les avantages personnels, les titres ou biens distribués autrement que sous forme de plans. Ces avantages ne sont pris en compte que dans la mesure où ils ne sont pas offerts, aux mêmes conditions, à tous les employés à temps plein non régis par une convention collective.

La valeur indiquée pour ces avantages est le coût marginal réel supporté par la société et ses filiales.

Toutefois, lorsque la valeur des autres avantages n'excède pas, pour l'ensemble des dirigeants, 10 % de la rémunération en espèces jusqu'à concurrence de 10 000 \$ par personne, il suffit de la mentionner.

Dans le cas d'une société qui peut se prévaloir du régime de prospectus simplifié, le seuil de 10 000 \$ est porté à 25 000 \$.

5. **Cessation d'emploi ou changement de contrôle**

Décrire toute convention ou tout plan concernant l'indemnisation des hauts dirigeants ayant exercé leurs fonctions au cours du dernier exercice en cas de cessation d'emploi (démission, retraite, changement de contrôle) ou en cas de changement de fonctions par suite d'un changement de contrôle, lorsque l'indemnité excède 60 000 \$ par personne.

6. **Rémunération des administrateurs**

1° Décrire le mode normal de rémunération des administrateurs, en indiquant le montant de celle-ci, y compris le mode de la rémunération pour participation aux travaux d'un comité ou mission spéciale.

2° Décrire tout autre mode de rémunération d'un administrateur, en plus ou à la place du mode normal, appliqué lors du dernier exercice, en indiquant le montant de celle-ci.

Dans le cas d'une rémunération autre qu'en espèces, en indiquer la valeur ou, si cela est impossible, la décrire.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

7. Dispositions particulières concernant les émetteurs non constitués en société

L'émetteur non constitué en société donne:

1° le montant global de la rémunération versée aux administrateurs ou aux fiduciaires pour chaque exercice financier en cause;

2° le montant global des dépenses remboursées aux administrateurs ou aux fiduciaires en vue de l'accomplissement de leurs fonctions.

Dans le cas d'une rémunération autre qu'en espèces, en indiquer la valeur ou, si cela est impossible, la décrire.

Cependant l'information prévue par le présent article peut être donnée dans les états financiers annuels.

Les mêmes règles s'appliquent aux sociétés d'investissement à capital variable qui ne rémunèrent pas directement leurs dirigeants autres que les administrateurs et dont la gestion est confiée à une société de gestion.

Rubrique 7:

Prêts aux dirigeants

1. Donner l'information sur tout prêt consenti à un dirigeant, à un candidat à des fonctions d'administrateur ou à une personne avec qui ce dirigeant ou ce candidat a des liens, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un prêt de caractère courant.

2. Cette information est présentée uniquement dans la circulaire établie en vue de l'assemblée annuelle.

Instructions

1. Donner le nom et l'adresse de toute personne bénéficiaire d'un tel prêt. On peut ne donner comme adresse que le lieu de résidence ou une case postale.

2. Donner l'encours le plus élevé des prêts consentis par l'émetteur ou ses filiales à chacune de ces personnes au cours du dernier exercice, la nature du prêt et l'opération qui y a donné lieu, le solde courant et le taux d'intérêt.

3. Il faut entendre par «prêt de caractère courant»:

1° un prêt consenti aux mêmes conditions à l'ensemble des salariés et qui n'excède pas 25 000\$;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

2° un prêt consenti à un dirigeant qui exerce ses fonctions à temps plein, pourvu que ce prêt soit inférieur à 2fois son salaire annuel et soit garanti par une hypothèque de premier rang sur sa résidence principale;

3° un prêt consenti à une personne qui n'exerce pas ses fonctions à temps plein, pourvu que l'octroi de crédit fasse partie de l'activité normale de l'émetteur, que le prêt soit consenti aux mêmes conditions qu'aux clients et qu'il ne comporte pas un risque de recouvrement inhabituel;

4° un prêt consenti à l'occasion d'achats effectués aux conditions normales du commerce ou résultant d'avances de frais de voyage ou de représentation, pourvu que les modalités de remboursement soient conformes aux pratiques commerciales.

Rubrique-8:

Initiés et autres personnes intéressés dans des opérations importantes

Décrire brièvement l'intérêt des personnes suivantes dans toute opération importante conclue depuis le début du dernier exercice financier ou dans toute opération projetée qui a eu ou aura un effet important sur l'émetteur ou l'une de ses filiales:

- 1° un initié de l'émetteur;
- 2° un candidat à un poste d'administrateur;
- 3° une personne avec qui l'initié ou le candidat a des liens ou appartenant au même groupe que l'un de ces derniers.

Toutefois il n'est pas nécessaire de répéter cette information si elle a déjà été donnée dans une circulaire de procurations.

Instructions

1. Donner une brève description de l'opération. Indiquer le nom et l'adresse de chaque personne intéressée et sa relation avec l'émetteur.

2. Lorsqu'il s'agit de l'achat ou de la vente d'éléments d'actif par l'émetteur assujéti ou l'une de ces filiales, dans la mesure où il ne s'agit pas d'une opération de caractère courant, donner le prix d'achat et le prix payé par le vendeur lorsque celui-ci les a acquis au cours des deux années précédant l'opération.

3. La présente rubrique s'applique aux intérêts tenant à la propriété de titres de l'émetteur seulement lorsque le porteur reçoit un avantage qui n'est pas attribué dans les mêmes conditions aux autres porteurs de la même catégorie de titres.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

4. Lorsqu'une des personnes visée par la présente rubrique est un courtier, une personne avec qui il a des liens ou qui appartient au même groupe que lui, donner les informations sur toute commission ou rabais important accordé par l'émetteur pour le placement.

5. L'information prévue par la présente rubrique n'est pas exigée dans les cas suivants:

1° le tarif ou les frais sont établis par la loi ou résultent d'un appel à la concurrence;

2° la personne n'est intéressée à l'opération qu'en tant qu'administrateur d'une société qui est partie à l'opération;

3° la personne intéressée intervient en tant que banque ou autre dépositaire de fonds, agent de transferts, agent chargé de la tenue des registres, fiduciaire en vertu d'un acte de fiducie ou dans des fonctions similaires;

4° la personne intéressée ne doit pas recevoir plus de 50 000 \$, compte tenu de tout versement périodique prévu par le contrat, par exemple dans le cas d'un bail;

5° la personne intéressée ne reçoit aucune rémunération pour l'opération, pourvu que soient réunies les conditions suivantes:

a) elle est intéressée en tant que propriétaire de moins de 10 % des titres d'une catégorie de valeur d'une société qui est partie à l'opération;

b) il s'agit d'une opération courante conclue dans le cadre de l'activité normale de l'émetteur ou de ses filiales;

c) l'opération se chiffre à moins de 10 % de la totalité des ventes ou des achats, selon le cas, de l'émetteur et de ses filiales durant le dernier exercice.

6. La personne intéressée à cause de la rémunération touchée pour des services est dispensée de fournir l'information prévue par la présente rubrique si elle n'est intéressée qu'en tant que propriétaire de moins de 10 % de titres comportant droit de vote d'une société qui est partie à l'opération.

Rubrique 9:

Nomination d'un vérificateur

1. Lorsqu'il est proposé que l'assemblée procède à la nomination d'un vérificateur, donner le nom du vérificateur de l'émetteur assujetti.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Lorsque la nomination initiale du vérificateur a eu lieu au cours des cinq dernières années, indiquer la date de celle-ci.

2. Les renseignements à donner lors de la destitution ou du changement du vérificateur d'un émetteur assujéti sont ceux requis aux dispositions prévues par règlement.

Rubrique 10: Conventions de direction

Lorsqu'une personne autre que les dirigeants de l'émetteur assujéti ou d'une filiale exerce pour une part substantielle les fonctions de direction de l'émetteur assujéti ou de l'une de ses filiales, donner:

1. les éléments de la convention de direction, y compris le nom et l'adresse de toute personne qui est partie à la convention ou qui est chargée d'exécuter les fonctions de direction;

2. les nom et adresse des initiés à l'égard de toute personne avec laquelle l'émetteur assujéti ou l'une de ses filiales a conclu une convention de direction: lorsque les renseignements suivants sont connus des dirigeants, les nom et adresse de toute personne qui serait un initié à l'égard de toute personne avec laquelle l'émetteur assujéti ou l'une de ses filiales a conclu une convention de direction si cette personne était un émetteur assujéti;

3. les montants payés ou à payer par l'émetteur assujéti et ses filiales à une personne nommée conformément au paragraphe 1 depuis le début du dernier exercice clos, en donnant les renseignements pertinents;

4. pour toute personne nommée conformément au paragraphe 1 ou 2 et pour toutes les personnes avec qui elle a des liens ou qui appartiennent au même groupe, les informations concernant:

1° tout prêt à cette personne, ou à une personne avec qui elle a des liens ou qui appartient au même groupe, de la part de l'émetteur assujéti ou l'une de ses filiales, qui était dû à un moment quelconque depuis le début du dernier exercice clos de l'émetteur assujéti;

2° toute opération ou convention intervenue entre cette personne, ou une personne avec qui elle a des liens ou qui appartient au même groupe, et l'émetteur assujéti ou l'une de ses filiales à un moment quelconque depuis le début du dernier exercice clos de l'émetteur assujéti.

Instructions

1. On peut ne donner comme adresse que le lieu de résidence ou une case postale, mais la Commission peut alors demander qu'on lui fournisse l'adresse complète.
2. Omettre toute information dépourvue d'importance.
3. Les informations à donner concernant un prêt comprennent l'encours le plus élevé des prêts consentis par l'émetteur ou ses filiales à chacune de ces personnes au cours du dernier exercice, la nature du prêt et l'opération qui y a donné lieu, le solde courant et le taux d'intérêt.
4. Omettre toute information concernant un prêt consenti à l'occasion d'achats effectués aux conditions normales du commerce ou résultant d'avances de frais de voyage ou de représentation, pourvu que les modalités de remboursement soient conformes aux pratiques commerciales.

**Rubrique 11:
Renseignements concernant les points à l'ordre du jour**

1. Si l'ordre du jour comporte d'autres points que l'approbation des états financiers, donner une brève description des points ou du groupe de points connexes, dans la mesure où cela n'a pas déjà été fait. Donner suffisamment de renseignements pour permettre aux porteurs de titres de se former une opinion éclairée.

Il s'agit notamment des modifications du capital-actions, des modifications de la charte ou des statuts, des acquisitions ou dispositions d'éléments d'actif, des fusions et des opérations de regroupement ou restructuration du capital.

2. Pour les opérations de regroupement ou de restructuration de capital, donner, à propos de l'émetteur dont les titres sont émis ou offerts en contrepartie, l'information et les états financiers exigés par règlement pour un prospectus. La circulaire présente notamment les états financiers selon les exigences relatives au prospectus prévues par règlement.

3. Lorsqu'il s'agit d'une question qu'il n'est pas obligatoire de soumettre au vote des porteurs de titres, donner les raisons justifiant de la soumettre aux porteurs de titres et la suite que la direction envisage de donner en cas de vote négatif des porteurs de titres.

D. 660-83, Ann. VIII; Erratum, 1985 G.O. 2, 1639; D. 1883-85, a. 104, 105 et 107 à 109; D. 1263-85, a. 106; D. 697-87, a. 48, 49 et 50; D 977-88, a. 33; D. 226-93, a. 31; D. 30-96, a. 46; A.M. 2003-01, a. 87.

**ANNEXE IX
(ABROGÉE)**

D. 660-83, Ann. IX; D. 1263-85, a. 110 et 111; D. 697-87, a. 51; D. 1622-90, a. 45; A.M. 2003-01, a. 88.

**ANNEXE IX.1
(ABROGÉE)**

D. 1622-90, a. 45; A.M. 2003-01, a. 88.

**ANNEXE X
(ABROGÉE)**

D. 660-83, Ann. X; D. 1263-85, a. 112; D. 1263-85, a. 112 (Rubrique 10); D. 697-87, a. 52, 53 et 54; D. 226-93, a. 32; A.M. 2003-01, a. 88.

EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

ANNEXE XI
NOTE D'INFORMATION RELATIVE À UNE OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT OU D'ÉCHANGE

Rubrique 1:
L'initiateur

Donner sa dénomination sociale et une brève description de son activité.

Rubrique 2:
La société visée

Donner sa dénomination sociale.

Rubrique 3:
Propriété des titres de la société visée

1. *Donner le nombre, le pourcentage et la désignation des titres de la société visée détenus par les personnes suivantes à la date de l'offre:*

- 1° l'initiateur;*
- 2° un allié de l'initiateur, si ces renseignements sont connus;*
- 3° un dirigeant de l'initiateur ainsi que les personnes avec qui il a des liens;*
- 4° une personne qui détient des titres de l'initiateur conférant plus de 10 % des droits de vote afférents à une catégorie de titre comportant droit de vote.*

Si aucun titre n'est détenu, le déclarer.

2. *Lorsque l'information est connue de l'initiateur, donner, pour chaque catégorie de titres sur laquelle porte l'offre, le nombre de titre détenus par chaque porteur de plus de 10 % des titres de la catégorie. Si le titres sont immatriculés au nom d'une chambre de compensation, mentionner que ces titres sont détenus pour plusieurs porteurs.*

Rubrique 4:
Opérations sur les titres de la société visée

Donner les renseignements suivants concernant l'acquisition ou la vente de titres de la société visée, au cours des 6 mois précédant la date de l'offre, par une personne mentionnée à la rubrique 3:

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

- 1° la désignation de la valeur;
- 2° le nombre de titres acquis ou vendus;
- 3° le prix d'acquisition ou de vente;
- 4° la date de l'opération.

L'information exigée aux paragraphes 2°, 3° et 4° n'est donnée que si elle est connue. Si aucun titre n'a été acquis ou vendu, le déclarer. .

Rubrique 5: Conditions de l'offre

Donner les conditions de l'offre ainsi que les cas où l'initiateur en prévoit le retrait.

Rubrique 6: Paiement des titres

Indiquer le mode et les délais de règlement des titres.

Rubrique 6.1: Sollicitation

Donner le nom de toute personne employée ou payée par l'initiateur ou son mandataire en vue de solliciter le dépôt de titres en réponse à l'offre.

Rubrique 7: Droit de révocation

Décrire le droit de révocation des porteurs de titres de la société visée qui ont déposé leurs titres en réponse à l'offre. Rappeler que la révocation se fait par avis écrit au dépositaire et prend effet lors de la réception de cet avis par celui-ci.

Rubrique 8: Disponibilité des fonds

Indiquer la nature exacte des dispositions prises par l'initiateur pour assurer la disponibilité des fonds nécessaires au règlement des titres présentés en réponse à l'offre, notamment la provenance des fonds, les conditions précises de toute convention relative au financement de l'opération, à la garde des fonds ou à la garantie de règlement des titres.

Rubrique 9:

Négociation des titres de la société visée et des titres offerts en contrepartie

Donner les informations suivantes concernant la négociation des titres de la société visée et, le cas échéant, de ceux offerts en contrepartie:

1° le marché principal ou les marchés principaux sur lesquels les titres sont négociés, avec indication, le cas échéant, de l'intention de l'initiateur de changer le marché principal ou d'inscrire les titres à la cote d'une bourse ou de les en retirer;

2° le volume des titres négociés et les cours inférieur et supérieur pour la période de 6 mois précédant la date de l'offre;

3° le dernier cours des titres avant la date de l'annonce publique de l'offre.

Indiquer la date de l'annonce publique de l'offre.

Rubrique 10:

Ententes entre l'initiateur et les dirigeants de la société visée

Donner le détail de toute entente intervenue ou projetée entre l'initiateur et les dirigeants de la société visée, notamment à propos de tout paiement ou autre avantage consenti à titre d'indemnité pour la perte de leur poste ou à propos de leur maintien en fonction ou de la cessation de leurs fonctions si l'offre reçoit une suite favorable.

Rubrique 11:

Ententes entre l'initiateur et un porteur de titres de la société visée

Donner le détail de toute entente entre l'initiateur et un porteur de titres de la société visée relativement à l'offre.

Rubrique 12:

Relations d'affaires entre l'initiateur et la société visée

Donner le détail de toute relation d'affaires importante entre l'initiateur et la société visée.

Rubrique 13:

But de l'offre et projets subséquents

Donner les informations suivantes:

1° le but de l'offre;

2° lorsque le but de l'offre est d'acquérir le contrôle effectif de la société visée, les projets de l'initiateur de liquider la société visée, de louer ses biens ou d'en disposer, de la fusionner ou d'effectuer tout autre changement majeur dans ses activités, sa structure, sa direction, son personnel ou sa politique de dividendes.

**Rubrique 14:
Changement important dans les activités de la société visée**

Donner le détail de toute information connue de l'initiateur relativement à un changement important dans les activités de la société visée depuis la date de ses derniers états financiers publiés, périodiques ou annuels.

**Rubrique 15:
Évaluation**

1. Lorsqu'une évaluation est fournie, en donner un résumé. Ce résumé comprend, notamment, la méthode de calcul, l'étendue de l'examen et les hypothèses principales sur lesquelles s'appuie l'évaluation. Il indique également dans quelle mesure a été pris en compte dans l'évaluation tout avantage échéant à un porteur de titres à la clôture de l'offre.

2. Indiquer l'endroit où l'évaluation peut être consultée et rappeler le droit du porteur de titres de la catégorie visée d'en obtenir une copie en payant les frais de reproduction et de poste.

**Rubrique 16:
Droits de retrait et droits d'acquisition**

Faire mention de tout droit de retrait que peuvent avoir les porteurs de titres de la société visée en vertu de la loi régissant celle-ci. Indiquer si l'initiateur a l'intention d'exercer les droits d'acquisition qu'il peut avoir sur les titres de la société visée.

**Rubrique 17:
Achats sur le marché**

Indiquer si l'initiateur a l'intention d'acheter sur le marché des titres de la catégorie faisant l'objet de l'offre.

**Rubrique 18:
Autres faits importants**

Faire état de tout autre fait important susceptible d'affecter la valeur ou le cours des titres de la société visée. Mentionner tout autre information connue de l'initiateur, mais non encore publiée, de nature à influencer sur la réponse des porteurs à l'offre.

Rubrique 19:
Jurisprudence récente

S'il s'agit d'une offre faite par un initié ou si l'initiateur prévoit transformer la société visée en société qui pourrait être assimilée à une société fermée, rappeler la jurisprudence récente des tribunaux judiciaires sur ce type d'opération.

Rubrique 20:
Approbation de la note d'information

Lorsque l'offre est faite par une personne morale ou en son nom, mentionner que le contenu de la note d'information a été approuvée et sa diffusion a été autorisée par le conseil d'administration.

Rubrique 21:
Date de la note d'information

Indiquer la date de la note d'information.

D. 660-83, Ann. XI; D. 1263-85, a. 113; D. 697-87, a. 55 à 60 et 62.

ANNEXE XII
CIRCULAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rubrique 1:
L'initiateur

Donner sa dénomination sociale.

Rubrique 2:
La société visée

Donner sa dénomination sociale.

Rubrique 3:
Composition du conseil d'administration de la société visée

Donner le nom des membres du conseil d'administration de la société visée.

Rubrique 4:
Propriété des titres de la société visée

Donner le nombre, le pourcentage et la désignation des titres de la société visée détenus par les personnes suivantes à la date de l'offre:

1° *un dirigeant de la société visée ainsi que les personnes avec qui il a des liens;*

2° *une personne qui détient des titres de la société visée conférant plus de 10 % des droits de vote afférentes à une catégorie de titres comportant droit de vote.*

L'information n'est donnée que si elle est connue. Si aucun titre n'est détenu, le déclarer.

Rubrique 5:
Acceptation de l'offre par les dirigeants de la société visée

Lorsque l'information est connue des dirigeants de la société visée, donner le nom des personnes visées à la rubrique 4 qui ont accepté ou ont l'intention d'accepter l'offre, ainsi que le nombre de titres que chacune a déposés ou a l'intention de déposer.

Rubrique 6:

Propriété des titres de l'initiateur

Lorsqu'une offre est faite par un émetteur ou en son nom, donner le nombre, le pourcentage et la désignation des titres de l'initiateur détenus par les personnes suivantes à la date de l'offre:

1° un dirigeant de la société visée ainsi que les personnes avec qui il a des liens;

2° une personne qui détient des titres de la société visée conférant plus de 10 % des droits de vote afférents à une catégorie de titres comportant droit de vote.

L'information n'est donnée que si elle est connue. Si aucun titre n'est détenu, le déclarer.

Rubrique 7:

Ententes entre l'initiateur et les dirigeants de la société visée

1. Donner le détail de toute entente intervenue ou projetée entre l'initiateur et les dirigeants de la société visée, notamment à propos de tout paiement ou autre avantage consenti à titre d'indemnité pour la perte de leur poste ou à propos de leur maintien en fonction ou de la cessation de leurs fonctions si l'offre reçoit une suite favorable.

2. Donner le nom des dirigeants de la société visée qui sont aussi dirigeants de l'initiateur ou d'une filiale de l'initiateur.

Rubrique 7.1:

Entente entre la société visée et ses dirigeants

Donner le détail de toute entente intervenue ou projetée entre la société visée et ses dirigeants à propos de tout paiement ou autre avantage consenti à titre d'indemnité pour la perte de leur poste ou à propos de leur maintien en fonction ou de la cessation de leurs fonctions si l'offre reçoit une suite favorable.

Rubrique 7.2:

Mesures prises par la société visée

Décrire les opérations, les résolutions du conseil d'administration, les accords de principe ou les contrats conclus en réponse à une offre publique. Indiquer si la société a entrepris des négociations qui pourraient conduire à l'un des résultats suivants:

1° une opération exceptionnelle, par exemple une fusion ou un regroupement, touchant la société visée ou une filiale;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

2° l'achat, la vente ou la cession d'une partie importante de l'actif de la société visée ou d'une filiale;

3° l'acquisition, par la voie d'une offre publique ou autrement, de ses propres titres ou de ceux d'une autre société;

4° tout changement important dans la structure du capital ou dans la politique de dividendes de la société visée.

Faire état des négociations en cours, sans donner de détails dans le cas où il n'y a pas d'accord de principe.

Rubrique 8:

Participation des dirigeants de la société visée dans une opération à laquelle l'initiateur est partie

Décrire la nature et l'étendue de toute participation des personnes suivantes dans une opération importante à laquelle l'initiateur est partie:

- 1° un dirigeant de la société visée;
- 2° une personne avec qui un dirigeant de la société visée a des liens;
- 3° une personne qui détient des titres de la société visée conférant plus de 10 % des droits de vote afférents à une catégorie de titres comportant droit de vote.

Rubrique 9:

Opérations sur les titres de la société visée

Donner, lorsqu'ils sont connus des dirigeants, les renseignements suivants concernant l'acquisition ou la vente de titres de la société visée, au cours des 6 mois précédant la date de l'offre, par une personne mentionnée à la rubrique 4:

- 1° la désignation de la valeur;
- 2° le nombre de titres acquis ou vendus;
- 3° le prix d'acquisition ou de vente;
- 4° la date de l'opération.

Si aucun titre n'est détenu, le déclarer.

Rubrique 9.1:
Titres placés auprès des dirigeants

Donner le détail de tout placement de titres de la société visée auprès de ses dirigeants au cours des 2 dernières années. Les titres en question sont ceux de la catégorie sur laquelle porte l'offre ou ceux convertibles en de tels titres.

Rubrique 10:
Information additionnelle

Lorsqu'une information contenue dans la note d'information établie par l'initiateur a été présentée de façon inexacte ou trompeuse, rétablir les faits.

Rubrique 11:
Changement important dans l'activité de la société visée

Faire état de toute information connue d'un dirigeant de la société visée qui indique un changement important dans l'activité de celle-ci depuis la date de ses derniers états financiers, périodiques ou annuels.

Rubrique 12:
Autres informations

Mentionner toute autre information connue des dirigeants, mais non encore publiée, de nature à influencer sur la réponse des porteurs à l'offre.

Rubrique 13:
Recommandation

1. Lorsque le conseil d'administration de la société visée recommande l'acceptation ou le rejet de l'offre, indiquer les motifs de la recommandation;
2. Lorsque le conseil d'administration de la société visée ne fait pas de recommandation d'acceptation ou de rejet de l'offre, indiquer les motifs de cette décision;
3. Lorsque le conseil d'administration de la société visée compte faire une recommandation d'acceptation ou de rejet de l'offre après l'envoi de la circulaire du conseil d'administration, il peut conseiller aux porteurs de titres de la société visée de ne pas déposer leurs titres avant d'avoir reçu une communication ultérieure du conseil faisant connaître sa recommandation et les motifs de celle-ci.

Rubrique 14:

Consentement à l'usage d'un rapport d'experts

Lorsque la circulaire du conseil d'administration mentionne, à raison de crédit attaché à sa profession, le nom d'une personne, notamment un avocat, un vérificateur, un comptable, un ingénieur, un géologue ou un évaluateur, qui a rédigé ou certifié une partie de la circulaire ou qui a fait une évaluation ou rédigé un rapport utilisé dans la réalisation de la circulaire, il faut que le consentement écrit de cette personne soit déposé auprès de la Commission avec la circulaire ou reproduit dans celle-ci, conformément à un règlement.

Rubrique 14.1:

Évaluation

1. Lorsqu'une évaluation est fournie, en donner un résumé. Ce résumé comprend, notamment, la méthode de calcul, l'étendue de l'examen et les hypothèses principales sur lesquelles s'appuie l'évaluation. Il indique également dans quelle mesure a été pris en compte dans l'évaluation tout avantage échéant à un porteur de titres à la clôture de l'offre.

2. Indiquer l'endroit où l'évaluation peut être consultée et rappeler le droit du porteur de titres de la catégorie visée d'en obtenir une copie en payant les frais de reproduction et de poste.

Rubrique 15:

Approbation de la circulaire

Mentionner que le contenu de la circulaire du conseil d'administration a été approuvé et sa diffusion a été autorisée par les administrateurs de la société visée.

Rubrique 16:

États financiers

Lorsque des états financiers non vérifiés de la société visée sont inclus dans la circulaire du conseil d'administration, inclure une déclaration du membre de la direction responsable des finances de la société visée portant qu'à son avis ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société visée ainsi que les résultats d'exploitation pour la période considérée.

Rubrique 17:

Date de la circulaire

Indiquer la date de la circulaire.

*D. 660-83, Ann. XII; D. 1263-85, a. 114 et 115; D. 697-87, a. 63, 64, 66 et 68 à 71;
A.M. 2003-01, a. 89.*

EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

ANNEXE XIII
AVIS D'UN DIRIGEANT

Rubrique 1:
L'initiateur

Donner sa dénomination sociale.

Rubrique 2:
La société visée

Donner sa dénomination sociale.

Rubrique 3:
L'auteur de l'avis

Donner le nom du dirigeant établissant l'avis.

Rubrique 4:
Propriété des titres de la société visée

Donner le nombre et la désignation des titres de la société visée détenus par le dirigeant et les personnes avec qui il a des liens.

Si aucun titre n'est détenu, le déclarer.

Rubrique 5:
Acceptation de l'offre

Déclarer si le dirigeant a accepté ou a l'intention d'accepter l'offre et donner le nombre de titres qu'il a déposés ou a l'intention de déposer. Donner la même information pour chaque personne avec qui il a des liens.

Rubrique 6:
Propriété des titres de l'initiateur

Lorsqu' une offre est faite par un émetteur ou en son nom, donner le nombre, le pourcentage et la désignation des titres de l'initiateur détenus par le dirigeant et par les personnes avec qui il a des liens. Si aucun titre n'est détenu, le déclarer.

**Rubrique 7:
Ententes entre l'initiateur et le dirigeant**

Donner le détail de toute entente intervenue ou projetée entre l'initiateur et le dirigeant, notamment à propos de tout paiement ou autre avantage consenti à titre d'indemnité pour la perte de leur poste ou à propos de leur maintien en fonction ou de la cessation de leurs fonctions si l'offre reçoit une suite favorable.

Mentionner si le dirigeant est aussi dirigeant de l'initiateur ou de l'une de ses filiales.

**Rubrique 8:
Participation du dirigeant dans une opération à laquelle l'initiateur est partie**

Décrire la nature et l'étendue de toute participation du dirigeant et des personnes avec qui il a des liens dans une opération importante à laquelle l'initiateur est partie.

**Rubrique 9:
Information additionnelle**

Lorsqu'une information contenue dans la note d'information établie par l'initiateur a été présentée de façon inexacte ou trompeuse, rétablir les faits.

**Rubrique 10:
Changement important dans l'activité de la société visée**

Faire état de toute information connue du dirigeant qui indique un changement important dans l'activité de la société visée depuis la date de ses derniers états financiers, périodiques ou annuels, dans la mesure où elle n'est pas déjà connue du public et où le dirigeant estime qu'elle n'a pas été présentée de la façon voulue dans la note d'information ou dans la circulaire du conseil d'administration.

**Rubrique 11:
Autres informations**

Mentionner toute autre information connue du dirigeant, mais non encore publiée, de nature à influencer sur la réponse des porteurs à l'offre.

**Rubrique 12:
Recommandation**

Donner la recommandation motivée du dirigeant.

Rubrique 13:

Consentement à l'usage d'un rapport d'experts

Lorsque l'avis du dirigeant mentionne, à raison du crédit attaché à sa profession, le nom d'une personne, notamment un avocat, un vérificateur, un comptable, un ingénieur, un géologue ou un évaluateur, qui a rédigé ou certifié une partie de l'avis ou qui a fait une évaluation ou rédigé un rapport utilisé dans la réalisation de l'avis, il faut que le consentement écrit de cette personne soit déposé auprès de la Commission avec l'avis ou reproduit dans celui-ci, conformément à un règlement.

Rubrique 13.1:

(Abrogée)

Rubrique 14:

Date de l'avis

Indiquer la date de l'avis.

D. 660-83, Ann. XIII; D. 1263-85, a. 116; D. 697-87, a. 72 et 73; A.M. 2003-01, a. 90.

ANNEXE XIV

NOTE D'INFORMATION RELATIVE À UNE OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT

Rubrique 1:

Le nom de l'émetteur

Donner sa dénomination sociale.

Rubrique 2:

Titres visés

Donner la catégorie et le nombre d'actions visées, ou la valeur nominale lorsqu'il s'agit de titres d'emprunt convertibles.

Rubrique 3:

Période de validité de l'offre

Donner la date du début et de la fin de la période de validité de l'offre.

Rubrique 4:

Déroulement de l'offre

Indiquer la façon dont l'émetteur entend acquérir les titres visés, les modalités d'acceptation de l'offre et de prise de livraison des titres déposés.

Rubrique 5:

Contrepartie offerte

Donner la description de la contrepartie offerte. Lorsque des titres d'un émetteur sont offerts en contrepartie, donner en outre:

1° l'information et les états financiers exigés par le règlement pour un prospectus de l'émetteur dont les titres sont offerts en contrepartie;

2° toute information connue de l'émetteur qui indique un changement important dans son activité depuis la date de ses derniers états financiers publiés, périodiques ou annuels.

Rubrique 6:

Paiement des titres déposés

Donner le détail de la méthode et du temps fixés pour le paiement de la contrepartie.

**Rubrique 7:
Droit de révocation**

Décrire le droit de révocation des porteurs de titres de la société visée qui ont déposé leurs titres en réponse à l'offre. Rappeler que la révocation se fait par avis écrit au dépositaire et prend effet lors de la réception de cet avis par celui-ci.

**Rubrique 8:
Disponibilité des fonds**

Indiquer la nature exacte des dispositions prises par l'initiateur pour assurer la disponibilité des fonds nécessaires au règlement des titres présentés en réponse à l'offre, notamment la provenance des fonds, les conditions précises de toute convention relative au financement de l'opération, à la garde des fonds ou à la garantie de règlement des titres.

**Rubrique 9:
Réduction proportionnelle**

Lorsque l'offre est faite pour une partie des titres de la catégorie visée qui sont en circulation, indiquer que, si le nombre de titres déposés en réponse à l'offre excède la quantité demandée ou acceptée, l'initiateur procédera à une réduction proportionnelle du nombre de titres déposés par chaque porteur, compte tenu des ajustements nécessaires, avant la prise de livraison et le règlement.

**Rubrique 10:
But de l'offre**

Donner le but de l'offre de rachat, et s'il est prévu à la suite de l'offre de rachat de transformer la société en société qui pourrait être assimilée à une société fermée, décrire cette opération.

**Rubrique 11:
Négociation des titres de la catégorie faisant l'objet de l'offre**

Donner, lorsqu'ils peuvent être établis, les renseignements suivants concernant la négociation des titres de la catégorie faisant l'objet de l'offre:

1° le nom de toute bourse ou autre marché principal sur lequel les titres faisant l'objet de l'offre sont négociés;

2° sur chacun de ces marchés principaux, le volume de titres négociés et les cours inférieur et supérieur, pour la période de 12 mois précédant la date de l'offre, ou, dans le cas de titres d'emprunts, les prix publiés;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

3° la date de l'annonce publique de l'offre de rachat et le cours des titres immédiatement avant cette annonce.

Indiquer toute intention de changer le marché principal ou les marchés principaux à la suite de l'offre.

Rubrique 12:

Emprise sur les titres de l'émetteur

Donner le nombre, le pourcentage et la désignation des titres de l'émetteur sur lesquels les personnes suivantes exercent une emprise à la date de l'offre:

- 1° un dirigeant de l'émetteur ou un initié à l'égard de celui-ci;
- 2° une personne avec qui un initié à l'égard de l'émetteur a des liens;
- 3° une personne avec qui l'émetteur ou une personne appartenant au même groupe a des liens.

L'information exigée au paragraphe 2° n'est donnée que si elle est connue.

Rubrique 13:

Acceptation de l'offre

Lorsque l'information est connue des dirigeants de l'émetteur, donner le nom d'une personne visée à la rubrique 12 qui a accepté ou qui a l'intention d'accepter l'offre.

Rubrique 14:

Avantage résultant de l'offre

Donner le détail de l'avantage que peut retirer une personne mentionnée à la rubrique 12 si elle accepte ou refuse l'offre.

Rubrique 15:

Changement important dans l'activité de l'émetteur

Faire état de tout projet visant à un changement important dans la structure du capital de l'émetteur, dans sa direction, dans son personnel ou dans son activité, notamment un contrat en voie de négociation, un projet de liquidation, de vente, de location ou d'échange de la totalité ou d'une partie substantielle de l'actif ou de fusion.

Indiquer si l'initiateur a l'intention de retirer ses titres de la cote d'une bourse.

**Rubrique 16:
Autres avantages résultant de l'offre**

Lorsqu'un changement important dans l'activité de l'émetteur est projeté, indiquer tout avantage spécifiquement relié à ce changement que peut retirer une personne visée à la rubrique 12. .

**Rubrique 17:
Ententes entre l'émetteur et un porteur de titres de l'émetteur**

Donner le détail de toute entente relative à l'offre entre l'émetteur et

- 1° un porteur de titres de l'émetteur;*
- 2° une personne relativement à des titres de l'émetteur.*

**Rubrique 18:
Opérations antérieures sur les titres de l'émetteur**

Donner le nombre et la désignation des titres de l'émetteur achetés ou vendus par l'émetteur au cours des 12 mois précédant la date de l'offre, à l'exception des titres achetés ou vendus par suite de l'exercice de droits de conversion ou de bons de souscription et par suite de la levée d'options consenties en vertu d'un plan offert aux salariés. Spécifier le prix d'achat ou de vente, la date et le but de chaque opération.

**Rubrique 19:
États financiers**

- 1. Si les derniers états financiers trimestriels n'ont pas été envoyés aux porteurs, les inclure ou, à défaut, indiquer qu'ils seront envoyés sur demande, sans frais.*
- 2. Dans le cas où les états financiers trimestriels sont inclus, joindre un rapport du membre de la direction de la société visée qui est responsable des finances, déclarant qu'à son avis, les états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société visée et ses résultats d'exploitation pour la période.*

**Rubrique 20:
Évaluation**

- 1. Lorsqu'une évaluation est fournie, en donner un résumé. Ce résumé comprend, notamment, la méthode de calcul, l'étendue de l'examen et les hypothèses principales sur lesquelles s'appuie l'évaluation. Il indique également dans quelle mesure a été pris en compte dans l'évaluation tout avantage échéant à un porteur de titres à la clôture de l'offre.*

2. Indiquer l'endroit où l'évaluation peut-être consultée et rappeler le droit du porteur de titres de la catégorie visée d'en obtenir une copie en payant les frais de reproduction et de poste.

**Rubrique 20.1:
Jurisprudence récente**

Rappeler la jurisprudence récente des tribunaux judiciaires sur le type d'opération proposée.

**Rubrique 21:
Approbation de la note d'information**

La note d'information doit inclure:

1° une déclaration portant que le contenu de la note d'information a été approuvé et sa diffusion a été autorisée par le conseil d'administration;

2° le nom de tout dirigeant qui a avisé par écrit le conseil d'administration de son opposition à l'offre;

3° lorsque l'offre fait partie d'une opération ou sera suivie d'une opération exigeant l'approbation des porteurs minoritaires, une description de la nature de l'approbation requise.

**Rubrique 22:
Émissions antérieures**

Lorsque des titres de la catégorie sur laquelle porte l'offre ont fait l'objet d'un appel public à l'épargne au cours des 5 années qui précèdent la date de l'offre, donner le prix d'émission unitaire et le produit total de l'émission perçu par l'émetteur ou par le porteur de titres qui s'en est départi.

**Rubrique 23:
Dividendes**

Donner l'information suivante:

1° la fréquence et le montant des dividendes versés sur les actions de l'émetteur au cours des 2 années qui précèdent la date de l'offre;

2° les restrictions sur la capacité de l'émetteur de verser des dividendes;

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

3° tout projet de déclarer un dividende ou de modifier la politique de dividendes de l'émetteur.

Rubrique 24: Incidences fiscales

Donner une description générale des incidences fiscales de l'offre pour l'émetteur et les porteurs intéressés en vertu des lois applicables au Québec en matière d'impôt sur le revenu.

Rubrique 25: Dépenses relatives à l'offre

Donner le montant des dépenses encourues ou à encourir relativement à l'offre.

Rubrique 26: Autres faits importants

Faire état de tout autre fait important concernant l'offre. Mentionner toute autre information, mais non encore publiée, de nature à influencer sur la réponse des porteurs à l'offre.

Rubrique 26.1 Sollicitations

Donner le nom de toute personne employée ou payée par l'émetteur ou son mandataire en vue de solliciter le dépôt de titres en réponse à l'offre de rachat.

Rubrique 27: - Date de la note d'information

Indiquer la date de la note d'information.

D. 660-83, Ann. XIV; D. 1263-85, a. 117 et 118; D. 697-87, a. 74 à 82; D. 226-93, s. 33.

**ANNEXE XVI
(ABROGÉE)**

D. 1263-85, a. 119; D. 30-96, a. 48; A.M. 2003-01, a. 91; A.M. 2005-22, a. 11.

**ANNEXE XVII
(ABROGÉE)**

D 977-88, a. 34; A.M. 2003-01, a. 92; A.M. 2005-22, a. 11.

**ANNEXE XVIII
(ABROGÉE)**

D. 1548-96, a. 2; A.M. 2003-01, a. 93.

**ANNEXE XIX
(ABROGÉE)**

D. 1247-2001, a. 3; A.M. 2003-01, a. 93.

**FORMULAIRE 1
(ABROGÉ)**

D. 660-83, Form 1; D. 977-88, a. 35; D. 1247-2001, 7275.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

FORMULAIRE 2 DEMANDE D'INSCRIPTION À TITRE DE COURTIER OU DE CONSEILLER EN VALEURS*

SECTION A

1. CANDIDAT OU CANDIDATE**

Nom	Courtier en valeurs <input type="checkbox"/> Conseiller en valeurs <input type="checkbox"/>
Adresse de l'établissement principal	Indicatif régional: Téléphone:
Domicile élu au Québec	Indicatif régional: Téléphone:
Nom du dirigeant responsable des activités au Québec	

2. CATÉGORIES DE COURTIER OU DE CONSEILLER EN VALEURS

Cocher la case appropriée:

1° COURTIER EN VALEURS

a) de plein exercice b) exécutant c) d'exercice restreint

- émetteur-placeur***
- intermédiaire financier
- en placements de SPEQ
- en titres d'emprunt
- autres (préciser)

Oui Non

Comptez-vous offrir des services de gestion de portefeuille?

2° CONSEILLER EN VALEURS

a) de plein exercice b) d'exercice restreint

3. EXERCICE FINANCIER

Date de clôture	AN	MOIS	JOUR

* Toute personne physique présentant une demande d'inscription à titre de courtier ou de conseiller en valeurs doit également remplir le FORMULAIRE 3.

** Dans le texte le terme candidat désigne aussi la candidate.

*** L'émetteur-placeur n'a pas à répondre aux rubriques 7-6°, 12 et 17

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

4. VÉRIFICATEUR

Nom
Adresse

5. BANQUES

Nom de toutes les banques ou caisses populaires, en spécifiant l'adresse de toutes les succursales où le candidat maintient une marge de crédit ou un compte.

Nom	Adresse

6. DIRIGEANTS (liste complète) Chaque dirigeant remplit le formulaire 3.

Nom	Adresse	Fonction

7. SOCIÉTÉ

1° Date de constitution de la société	AN	MOIS	JOUR									
2° Loi constitutive												
3° LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES Donner les dates de délivrance	A.	M.	J.	A.	M.	J.	A.	M.	J.	A.	M.	J.
4° ASSEMBLÉES DES ACTIONNAIRES ET RAPPORT ANNUEL												
Date de la dernière assemblée générale des actionnaires	A.	M.	J.	Date de la dernière assemblée spéciale des actionnaires	A.	M.	J.	Date du dernier rapport annuel	A.	M.	J.	
5° ACTIONNAIRES. Donner en annexe les nom et adresse des personnes détenant une position importante ainsi que le nombre des titres de chacune. La position importante se définit par la réunion dans une même main de plus de 10 % des droits de vote afférents aux titres émis par le courtier, le conseiller ou la personne qui en détient le contrôle. Pour apprécier la position importante, il faut ajouter aux droits de vote que possède une personne ceux que possèdent ses alliés, ainsi que ceux qu'elle-même et ses alliés contrôlent, notamment du fait qu'ils peuvent exercer le droit de vote afférent à ces titres.												
6° TITRES D'EMPRUNT. Donner en annexe les nom et adresse de tous les porteurs de titres d'emprunt (obligations, débentures, billets ou prêts) émis par la société et indiquer la nature et le montant des titres détenus par chacun. Dans le cas d'un courtier ayant fait appel publiquement à l'épargne, il suffit de donner les renseignements concernant les titres détenus par les dirigeants												

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

<p>7° BÉNÉFICIAIRES Les personnes mentionnées aux points 5° et 6° ci-dessus détiennent-elles pour d'autres personnes les titres qui y sont mentionnés?</p> <p style="text-align: center;"><i>Si OUI, donner les nom et adresse des personnes propriétaires de ces titres.</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Dans le cas où le propriétaire est une personne morale, donner les nom et adresse des personnes détenant une position importante dans cette société.</i></p> <p style="text-align: center;"><i>Dans le cas où le propriétaire est une fiducie, donner les nom et adresse des personnes propriétaires d'un droit dans la fiducie et donner le pourcentage de titres détenus par chacun.</i></p>	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>	
<p>8° CAPITAL Donner en annexe les renseignements suivants si l'espace est insuffisant</p>	ACTIONS PRIVILÉGIÉES (NOMBRE)	ACTIONS ORDINAIRES (NOMBRE)	VALEUR \$
a) capital autorisé			
b) capital émis et en circulation			
c) valeur nominale des titres d'emprunt: Note -Dans chaque cas, donner une description complète (source, dates d'échéance, taux d'intérêt et, le cas échéant, s'il s'agit d'un emprunt visé par l'article 193 du règlement).	1 -Obligations		
	2 – Billets		
	3-Tout autre emprunt		
	TOTAL		

8. SOCIÉTÉ DE PERSONNES

1°	Date de constitution	An	Mois	Jour	Date d'enregistrement	An	Mois	Jour
2°	PARTICIPATION DES ASSOCIÉS. Donner en annexe la part de chaque associé dans le capital et dans les bénéfices de la société.							
3°	BÉNÉFICIAIRES. Les personnes mentionnées au paragraphe précédent sont-elles les propriétaires de leur part du capital de la société?						OUI	NON
							<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Si NON, donner les nom et adresse des personnes propriétaires de la part du capital.							

SECTION B

Répondre par OUI ou par NON à chacune des questions 9 à 16. Dans le cas d'une réponse affirmative, donner les détails nécessaires.

9. CHANGEMENT DE NOM

Le candidat a-t-il déjà utilisé un nom autre que celui sous lequel il s'est identifié dans la présente demande d'inscription ou a-t-il déjà exercé son activité sous un autre nom?	Oui	Non
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

10. INSCRIPTION ANTÉRIEURE

<i>En vertu d'une loi ou d'un règlement sur les valeurs mobilières édicté au Québec ou à l'extérieur du Québec,</i>		
	<i>OUI</i>	<i>NON</i>
<i>1° le candidat a-t-il déjà obtenu une inscription ou une licence?</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>2° si OUI, est-il encore titulaire d'une inscription ou d'une licence?</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>3° si NON, le candidat en a-t-il déjà fait la demande?</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

11. REFUS D'INSCRIPTION, SUSPENSION OU RETRAIT DES DROITS CONFÉRÉS PAR INSCRIPTION

<i>En vertu d'une loi ou d'un règlement sur les valeurs mobilières édicté au Québec ou à l'extérieur du Québec,</i>		
	<i>OUI</i>	<i>NON</i>
<i>1° le candidat a-t-il déjà fait l'objet d'un refus d'inscription</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>2° d'une suspension des droits conférés par l'inscription</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>3° d'un retrait des droits conférés par l'inscription</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. BOURSE, ASSOCIATION DE COURTIERS

<i>Le candidat a-t-il déjà été</i>		
	<i>OUI</i>	<i>NON</i>
<i>1° admis</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>2° refusé</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>3° suspendu</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<i>comme membre d'une bourse, d'une association de courtiers ou de conseillers en valeurs ou d'une association professionnelle au Québec ou à l'extérieur du Québec?</i>		

13. FRAUDE, CRIME

<i>Le candidat</i>		
<i>1° a) a-t-il été déclaré coupable d'une infraction en vertu d'une loi ou d'un règlement sur les valeurs mobilières édicté au Québec ou à l'extérieur du Québec?</i>	<i>OUI</i> <input type="checkbox"/>	<i>NON</i> <input type="checkbox"/>
<i>b) a-t-il été déclaré coupable de fraude ou de vol en rapport avec une opération sur valeurs mobilières?</i>	<i>OUI</i> <input type="checkbox"/>	<i>NON</i> <input type="checkbox"/>
<i>c) a-t-il été impliqué dans une injonction à la suite d'une opération frauduleuse?</i>	<i>OUI</i> <input type="checkbox"/>	<i>NON</i> <input type="checkbox"/>
<i>2° a-t-il été déclaré coupable au cours des 10 dernières années d'une infraction criminelle en vertu d'une loi édictée au Québec ou à l'extérieur du Québec?</i>	<i>OUI</i> <input type="checkbox"/>	<i>NON</i> <input type="checkbox"/>

14. PROCÉDURES EN COURS

<i>Y a-t-il, en vertu d'une loi émanant d'une juridiction quelconque, une procédure en cours de laquelle il peut résulter une mise en accusation, un procès, une condamnation ou une injonction à l'encontre du candidat?</i>	<i>OUI</i> <input type="checkbox"/>	<i>NON</i> <input type="checkbox"/>

15. FAILLITE

<i>Le candidat a-t-il déjà été déclaré en faillite ou a-t-il fait cession de ses biens en faveur de ses créanciers au cours des 10 dernières années?</i>	<i>OUI</i> <input type="checkbox"/>	<i>NON</i> <input type="checkbox"/>

16. CONDAMNATION EN DOMMAGES

<i>Le candidat a-t-il déjà été condamné par un tribunal civil à payer des dommages au cours des 10 dernières années, en raison de fraude ou pour tout autre motif?</i>	<i>OUI</i> <input type="checkbox"/>	<i>NON</i> <input type="checkbox"/>

17. ASSURANCE OU CAUTIONNEMENT

1° CONTRAT DE GARANTIE GLOBALE Nom de la compagnie d'assurance <input type="text"/>							
En annexe, donner les détails concernant le montant de la couverture pour chaque catégorie de risques, la franchise, la date d'entrée en vigueur et la durée du contrat.							
2° ASSURANCE POSTALE Nom de la compagnie d'assurance <input type="text"/>							
Montant de la couverture	<input type="text"/>	Franchise	<input type="text"/>	Date d'échéance	An	Mois	Jour
3° AUTRES Donner tous les détails							
4° DEMANDE DE RÉGLEMENT Des demandes de règlement ont-elles été faites auprès de votre compagnie d'assurance au cours du dernier exercice financier? OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> Si OUI, donner les détails sur une feuille séparée.							

signature d'un dirigeant ou d'un associé

nom (en caractères d'imprimerie) et fonction

pour _____
nom du candidat

Tous les documents joints en annexe doivent être paraphés par la personne qui signe le présent formulaire

DÉCLARATION SOUS SERMENT

Je soussigné, _____ ayant pris connaissance des renseignements mentionnés dans le formulaire 2 et dans les documents joints en annexe, déclare, sous la foi du serment, qu'ils ne contiennent aucune information fausse ou trompeuse.

Assermenté devant moi

En foi de quoi, j'ai signé

à _____

à _____

le _____ jour de _____ 19 _____

le _____ jour de _____ 19 _____

_____ signature

_____ signature

_____ nom (en caractères d'imprimerie) et fonction

_____ nom (en caractères d'imprimerie)

Notaire, juge de paix ou commissaire à l'assermentation
District judiciaire de _____

La présente déclaration peut être remplacée par une déclaration solennelle.

IMPORTANT

LES DOCUMENTS SUIVANTS DOIVENT ACCOMPAGNER LA DEMANDE:

1. Des états financiers vérifiés, arrêtés à une date précédant d'au plus 90 jours celle de la demande d'inscription;
2. les droits prescrits au chapitre 11 du titre sixième du Règlement sur les valeurs mobilières;
3. une copie certifiée conforme de la résolution du conseil d'administration de la société autorisant un ou des dirigeants à signer le formulaire de demande ainsi que tous les documents s'y rapportant.

D. 660-83, Form 2; D. 977-88, a. 36; D. 627-2000, a. 12.

FORMULAIRE 3
DEMANDE UNIFORME D'INSCRIPTION OU D'AGRÉMENT POUR LES
PERSONNES PHYSIQUES

Modalités d'établissement de la demande

1. Le présent formulaire doit être utilisé par toute personne physique:
 - a) qui demande l'inscription à titre de représentant auprès d'une commission canadienne des valeurs mobilières ou sollicite l'agrément auprès d'un organisme d'autoréglementation;
 - b) qui sollicite d'une commission canadienne des valeurs mobilières l'agrément à titre de dirigeant d'un courtier ou conseiller en valeurs;
 - c) qui demande l'inscription à titre de courtier ou de conseiller en valeurs auprès d'une commission canadienne des valeurs mobilières.
2. Le candidat doit répondre à toutes les questions pertinentes; à défaut de quoi, l'instruction de la demande pourrait être retardée.
3. Les inscriptions figurant dans ce formulaire et les pièces annexées doivent être dactylographiées; le formulaire ou la pièce remplie d'une autre façon pourrait être jugé non conforme.
4. Chacune des pièces jointes au présent formulaire doit former une annexe distincte et être identifiée. Une signature reproduite mécaniquement ou photocopiée ne sera pas acceptée. Un commissaire à l'assermentation et le candidat doivent parapher toutes les pièces jointes.
5. Pour présenter sa demande, le candidat devrait, si nécessaire, demander l'assistance d'un dirigeant autorisé de la firme responsable ou celle d'un avocat.
6. Un exemplaire de la demande doit être déposé auprès de la commission des valeurs mobilières compétente. Les membres de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, des bourses de Montréal, de Toronto et de Vancouver sont tenus de produire 2 exemplaires de la demande, dûment signés, auprès de l'organisme d'autoréglementation chargé de la vérification des livres de la firme du candidat.

Réservé à l'organisme d'autoréglementation

Confirmation de la réponse n° 7	Autre confirmation
Demande approuvée par	Date

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

7. Le dirigeant d'un émetteur-placeur n'a pas à répondre aux rubriques 6 et 20 ni à la section D.

SECTION A

1. CANDIDAT OU CANDIDATE*

Nom	Prénom	Numéro d'assurance sociale		
Adresse du candidat (y compris le code postal)		Indicatif régional: Téléphone:		
Domicile élu au Québec				
Fonction au sein de la firme		Date du début d'emploi An Mois Jour		

2. FIRME

Nom	Indicatif régional: Téléphone:
Adresse du lieu de travail (n°, rue, ville, province, code postal)	

3. NATURE DE L'INSCRIPTION DEMANDÉE

Cocher les cases nécessaires pour identifier exactement la nature de la demande.

La nature des demandes s'entend selon les dispositions applicables des lois et règlements sur les valeurs mobilières et sur les contrats à terme, ainsi que des statuts, règles et règlements des bourses, de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières ou de tout autre organisme d'autoréglementation.

L'inscription de plein exercice autorise le candidat à négocier toutes les catégories de valeurs conformément aux dispositions applicables.

Le candidat qui demande une inscription d'exercice restreint doit cocher la case «AUTRES» et préciser la nature de la restriction.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

INSCRIPTION (Représentant)	AGRÉMENT (Dirigeant)
<input type="checkbox"/> Plein exercice	<input type="checkbox"/> Membre du conseil d'administration
<input type="checkbox"/> Exécutant	<input type="checkbox"/> Membre de la direction
<input type="checkbox"/> Titres d'emprunt	<input type="checkbox"/> Actionnaire _____ % d'actions détenues
<input type="checkbox"/> Placements d'actions d'une SPEQ	<input type="checkbox"/> Directeur de succursale
<input type="checkbox"/> Intermédiaire financier	<input type="checkbox"/> Administrateur, actionnaire ou dirigeant d'une filiale agréée
<input type="checkbox"/> Délégué en bourse	
<input type="checkbox"/> Négociateur	
<input type="checkbox"/> Épargne collective	
<input type="checkbox"/> Contrats d'investissement	
<input type="checkbox"/> Contrats à terme	
<input type="checkbox"/> Plans de bourses d'études	
<input type="checkbox"/> Autres (préciser) _____	<input type="checkbox"/> Autres (préciser) _____

4. DEMANDE ADRESSÉE AUX ORGANISMES SUIVANTS:

Cocher les cases nécessaires pour indiquer les commissions des valeurs mobilières ou les organismes d'autorégulation canadiens auxquels le candidat présente sa demande.

COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES OU ORGANISMES SIMILAIRES			
<input type="checkbox"/> Alberta	<input type="checkbox"/> Manitoba	<input type="checkbox"/> Ontario	<input type="checkbox"/> Terre-Neuve
<input type="checkbox"/> Colombie-Britannique	<input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick	<input type="checkbox"/> Québec	<input type="checkbox"/> Territoire du Yukon
<input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard	<input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse	<input type="checkbox"/> Saskatchewan	<input type="checkbox"/> Territoires-du-Nord-Ouest
ORGANISMES D'AUTORÉGLEMENTATION			
<input type="checkbox"/> Alberta Stock Exchange	<input type="checkbox"/> Vancouver Stock Exchange		
<input type="checkbox"/> Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières	<input type="checkbox"/> Winnipeg Commodity Exchange		
<input type="checkbox"/> Bourse de Montréal	<input type="checkbox"/> Winnipeg Stock Exchange		
<input type="checkbox"/> Toronto Stock Exchange	<input type="checkbox"/> Autres (préciser) _____		
<input type="checkbox"/> Toronto Futures Exchange			

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

SECTION B

5. IDENTITÉ

Date de naissance AN MOIS JOUR			Lieu de naissance (ville)		Province	Pays	Citoyenneté	Sexe
Taille	Poids	Couleur des yeux		Couleur des cheveux	Teint	Signes particuliers		Situation de famille
Nombre d'années de résidence continue au Canada		Pour le candidat d'origine étrangère, date et lieu d'entrée au pays			Passeport			
					Pays	Lieu de délivrance	Date de délivrance	Numéro

6. PHOTOGRAPHIE

Annexer 2 photographies de face (5 cm X 5 cm) en noir et blanc, prises dans les 6 derniers mois. Les photographies doivent porter, au verso, la date à laquelle elles furent prises et, pour attester l'identité du candidat, sa signature ainsi que celle du commissaire à l'assermentation ou d'un dirigeant de la firme responsable.

7. FORMATION

Donner le nom du dernier établissement fréquenté pour chaque niveau.

1°

	Grade, diplôme ou attestation d'études (préciser)	Date d'obtention
Cours secondaire		
Cours collégial		
Formation universitaire		
Cours de qualification professionnelle		
Autres		

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

AVEZ-VOUS RÉUSSI LES COURS OU LES EXAMENS SUIVANTS:				
	oui	non	dispense obtenue*	date
Cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Examen basé sur le Manuel des représentants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Examen d'aptitude pour associés / administrateurs / dirigeants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Examen d'aptitude pour actionnaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Le financement des investissements au Canada				
Cours n° 2: 1 ^{re} partie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2 ^e partie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
«Fellow» de l'Institut canadien des valeurs mobilières	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Cours d'analyste financier agréé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Examen d'aptitude de responsable des contrats d'options	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Cours sur le marché des options au Canada	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Cours sur les fonds mutuels canadiens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
National Commodity Futures Examination	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Canadian Commodity Futures Examination	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Examen sur les contrats boursiers à terme canadiens	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Examen de directeur de succursale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Examen d'aptitude de responsable des contrats à terme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autres (préciser) _____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

* En cas de dispense, joindre les pièces justificatives en annexe

2° Vous a-t-on déjà refusé une dispense pour l'un des cours énumérés ci-dessus?
Dans l'affirmative, expliquer ou joindre les pièces justificatives en annexe.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

8. EXPÉRIENCE

Le candidat qui dépose une demande auprès de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières ou des bourses de Montréal, de Toronto ou de Vancouver est tenu de mentionner tout emploi au service de l'un de ces organismes ou de tout autre organisme mentionné au paragraphe 1° de la question 14.

- 1° Donner un exposé complet de votre activité, y compris les périodes de travail à votre compte ou de chômage, au cours des 10 années précédant la date de la présente demande.

Nom et adresse de l'employeur	Nom et fonction du supérieur immédiat	Nature de l'emploi et fonction du candidat	Raison du départ	De		Au	
				an	mois	an	mois
EMPLOYEUR ACTUEL							
EMPLOYEURS ANTÉRIEURS							

- 2° Avez-vous déjà été congédié par un employeur? Dans l'affirmative, donner les détails dans l'espace prévu ou en annexe.

9. RÉSIDENCE. Donner les informations requises depuis les 10 dernières années.

Adresse (n°, rue, ville, province, code postal)	Du		Au	
	an	mois	an	mois
Adresse actuelle				
Adresse antérieures				

10. RÉFÉRENCES PROFESSIONNELLES

Donner au moins 3 noms pour références, à l'exclusion de parents et de personnes au service de la firme responsable. Parmi les noms fournis, on doit trouver un employé de la succursale d'une banque ou d'une société de fiducie où vous avez un compte (indiquer votre numéro de compte).

<i>Nom</i>	<i>Employeur</i>	<i>Adresse (avec le code postal) et n° de téléphone du bureau (avec indicatif régional)</i>	<i>Fonction</i>

Adresse de la succursale où vous avez votre compte:

N° de compte

SECTION C

RÉPONDRE PAR «OUI» OU PAR «NON» À CHACUNE DES QUESTIONS SUIVANTES. DANS LE CAS D'UNE RÉPONSE AFFIRMATIVE, DONNER LES DÉTAILS OU PRODUIRE LES PIÈCES JUSTIFICATIVES EN ANNEXE.

11. CHANGEMENT DE NOM

Tout changement de nom ainsi que la date du changement en raison d'un mariage, d'un divorce, d'une ordonnance du tribunal ou de toute autre procédure doivent être mentionnés ci-dessous.

Avez-vous déjà utilisé un nom autre que celui mentionné à la question 1 du présent formulaire ou avez-vous déjà exercé votre activité sous un autre nom?

12. INSCRIPTIONS ANTÉRIEURES

L'inscription mentionnée aux paragraphes 1° et 2° de la question 12 et 1°, 2° et 3° de la question 13 s'entend de toute procédure d'autorisation établie par une loi ou un règlement sur les valeurs mobilières, ou les contrats à terme, édicté au Québec ou à l'extérieur du Québec.

1° Avez-vous déjà obtenu une inscription à quelque titre que ce soit? _____

Si OUI, indiquer le nom de l'organisme, la date d'inscription et préciser si l'inscription est toujours en vigueur.

Si NON, en avez-vous déjà fait la demande? _____

2° Êtes-vous actuellement actionnaire, associé ou dirigeant d'une firme ayant déjà obtenu une inscription à un titre quelconque, sauf à titre d'émetteur ou d'émetteur-placeur, dans le cas du simple actionnaire? _____

Si NON, l'avez-vous déjà été? _____

3° Avez-vous déjà obtenu une inscription en vertu d'une loi édictée au Québec ou à l'extérieur du Québec, exigeant l'obtention d'une inscription pour traiter avec le public pour toute autre raison que la négociation des valeurs mobilières, des marchandises ou des contrats à terme? _____

Si OUI, l'inscription est-elle toujours en vigueur? _____

Si NON, avez-vous déjà fait la demande? _____

Pour répondre aux questions 13 à 18, et plus particulièrement à la question 15, vous devriez, si nécessaire, demander l'assistance du dirigeant autorisé de la firme responsable ou celle d'un avocat. À toute réponse affirmative, vous devez joindre les pièces donnant tous les renseignements utiles, tels que circonstances, dates, nom des parties impliquées et l'issue de l'affaire.

13. REFUS D'INSCRIPTION, SUSPENSION OU RETRAIT DES DROITS CONFÉRÉS PAR L'INSCRIPTION OU MESURES DISCIPLINAIRES

1° Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus d'inscription, d'une suspension ou d'un retrait des droits conférés par une inscription? _____

2° Êtes-vous actuellement actionnaire, associé ou dirigeant d'une firme ayant fait l'objet d'un refus d'inscription, d'une suspension ou d'un retrait des droits conférés par l'inscription à un titre quelconque, sauf à titre d'émetteur, dans le cas du simple actionnaire? _____

Si NON, l'avez-vous déjà été? _____

3° Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus d'inscription, d'une suspension ou d'un retrait des droits conférés par l'inscription en vertu d'une loi édictée au Québec ou à l'extérieur du Québec, exigeant l'obtention d'une inscription pour traiter avec le public pour toute autre raison que la négociation des valeurs mobilières, des marchandises ou des contrats à terme?

4° Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus de dispense d'inscription?

5° Un organisme d'autoréglementation des valeurs mobilières ou des contrats à terme a-t-il déjà pris des mesures disciplinaires contre vous ou contre une société dont vous étiez un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote?

14. ORGANISMES D'AUTORÉGLÉMENTATION

Une société dont vous êtes ou avez déjà été un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote ou vous-même:

1° avez-vous déjà été membre d'une bourse de valeurs mobilières ou de contrats à terme, d'une association de courtiers ou de conseillers en valeurs, d'une autre association professionnelle similaire ou d'un autre organisme de même nature du Québec ou de l'extérieur du Québec?

2° avez-vous déjà fait l'objet d'un refus d'inscription ou d'un refus d'approbation comme membre ou à tout autre titre de la part d'un organisme ou d'une association mentionnée en 1°?

3° avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires de la part d'une association ou d'un organisme mentionné en 1°?

15. INFRACTIONS

Toute infraction à une loi fédérale, telle que la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et la Loi sur l'immigration (Canada), doit être mentionnée dans le présent formulaire. Une condamnation pour conduite avec des facultés affaiblies relève du Code criminel (Canada) et doit également être mentionnée.

Si vous avez déjà demandé et obtenu, par écrit, un pardon en vertu de la Loi sur le casier judiciaire (Canada), sans qu'il soit révoqué par la suite, vous n'êtes pas tenu de révéler l'infraction visée.

Si vous avez des doutes quant à votre situation vis-à-vis d'un organisme responsable de l'application d'une loi ou quant à la pertinence de la présente question, vous devriez demander l'assistance d'un dirigeant autorisé de la firme responsable ou celle d'un avocat.

1° Condamnations antérieures en matière de valeurs mobilières, de marchandises ou de contrats à terme

Avez-vous déjà été déclaré coupable, en vertu d'une loi édictée au Québec ou à l'extérieur du Québec, d'une infraction en matière de négociation de valeurs mobilières ou de contrats à terme, de vol de valeurs mobilières ou de toute autre infraction similaire?

2° *Condammations antérieures dans d'autres matières*

Avez-vous déjà été déclaré coupable, au cours des 10 dernières années, en vertu d'une loi édictée à l'extérieur du Québec, d'une infraction criminelle autre que celles mentionnées en 1°?

3° *Poursuites et accusations*

Êtes-vous actuellement sous le coup d'une poursuite ou d'une accusation en vertu d'une loi régissant les sociétés?

4° *Condammations, poursuites et accusations à l'encontre d'une société*

Une société dont vous êtes ou avez déjà été un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote, est-elle ou a-t-elle déjà été sous le coup d'une condamnation, d'une poursuite ou d'une accusation, au cours des 10 dernières années, en vertu d'une loi édictée au Québec ou à l'extérieur du Québec, relativement à une infraction criminelle mentionnée en 1° ou 2°?

16. PROCÈS CIVILS

1° *Une société dont vous êtes ou avez déjà été un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote ou vous-même avez-vous déjà été condamné en raison d'une fraude ou d'un acte similaire ?*

2° *Une condamnation a-t-elle été prononcée ou y a-t-il une procédure en cours, en vertu d'une loi édictée au Québec ou à l'extérieur du Québec:*

a) *contre vous?*

b) *contre une société dont vous êtes ou avez déjà été un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote au moment où elle a été intentée?*

17. FAILLITE

1° *Au cours des 10 dernières années*

a) *avez-vous déjà été déclaré en faillite?*

b) *avez-vous déjà fait cession de vos biens?*

c) *avez-vous déjà fait un compromis ou un arrangement avec vos créanciers?*

d) *avez-vous cessé d'exercer votre activité en laissant des dettes?*

e) *avez-vous produit une déclaration prévue par les dispositions relatives au dépôt volontaire des traitements, salaires ou gages*

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

(Québec)?

- f) un séquestre ou un syndic nommé par vos créanciers ou sur leur demande a-t-il déjà pris possession de vos biens?

Dans l'affirmative, avez-vous obtenu votre libération?

Annexer une copie de cette libération.

- 2° Une société dont vous êtes ou avez déjà été un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote.

a) a-t-elle, au cours des 10 dernières années, été déclarée en faillite?

b) a-t-elle, au cours des 10 dernières années, fait cession de ses biens?

c) Un séquestre ou un syndic nommé par ses créanciers ou sur leur demande a-t-il déjà pris possession de ses biens?

18. JUGEMENT ET SAISIE-ARRÊT

Un jugement ou une saisie-arrêt par suite d'une fraude ou pour toute autre raison, a-t-il déjà été prononcé contre vous, au cours des 10 dernières années, par un tribunal civil du Québec ou de l'extérieur du Québec?

19. CAUTIONNEMENT

1° Vous a-t-on déjà refusé un cautionnement au cours des 10 dernières années? Dans l'affirmative, donnez le nom et l'adresse de l'assureur, et indiquez la date et les motifs du refus.

2° Êtes-vous actuellement couvert par un cautionnement?

20. ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

1° Participerez-vous activement à l'activité de la firme responsable et y consacrez-vous la majeure partie de votre temps?

2° Avez-vous d'autres activités ou un travail rémunéré autre que le poste que vous occupez au sein de la firme responsable?

3° Êtes-vous un dirigeant, un associé, un actionnaire ou un porteur de titres d'emprunt d'une autre société qui exerce l'activité de courtier ou de conseiller en valeurs, en marchandises ou en contrats à terme?

SECTION D

21. Êtes-vous ou deviendrez-vous, une fois l'agrément accordé, propriétaire de titres de la firme?

22. 1° Indiquez le nombre, la valeur, la catégorie et le pourcentage des actions ou des parts que vous détenez ou que vous projetez d'acquérir, une fois l'agrément accordé. Si vous comptez acquérir des actions ou des parts une fois l'agrément accordé, précisez-en la provenance, par exemple, nouvelle émission ou, dans le cas d'une cession, le nom du cédant.

2° Indiquez la valeur des obligations de la firme détenues et des prêts consentis à celle-ci, avec renonciation dans les 2 cas au droit de concourir avec les autres créanciers.

23. Indiquez la provenance des fonds que vous comptez investir dans la firme. Expliquez.

24. Les fonds que vous investirez sont-ils garantis? Dans l'affirmative, expliquez.

25. Avez-vous constitué des droits sur vos actions ou sur vos parts ou une fois l'agrément accordé, projetez-vous de constituer des droits, notamment par nantissement, mise en gage ou affectation en garantie en faveur d'une institution financière ou d'une autre personne? Dans l'affirmative, expliquez.

AVERTISSEMENT

UNE DÉCLARATION FAUSSE OU UNE RÉTICENCE PEUT ENTRAÎNER LE REJET DE LA DEMANDE, UNE MESURE DISCIPLINAIRE, MÊME CONTRE LA FIRME RESPONSABLE, OU LE REFUS DE L'INSCRIPTION.

JE CONSENS À CE QU'UN ORGANISME D'AUTORÉGLÉMENTATION SE PROCURE DES INFORMATIONS À MON SUJET DE TOUTE PERSONNE, NOTAMMENT D'UNE AGENCE D'ENQUÊTE OU DE RENSEIGNEMENTS, CONFORMÉMENT À LA LOI APPLICABLE AU QUÉBEC OU À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

date

signature du candidat

TOUS LES DOCUMENTS ANNEXÉS DOIVENT ÊTRE PARAPHÉS PAR LE CANDIDAT ET PAR UN COMMISSAIRE À L'ASSERMENTATION. TOUTES LES SIGNATURES DOIVENT ÊTRE MANUSCRITES.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT ET DE LA FIRME RESPONSABLE (à remplir lors d'une demande d'inscription auprès d'un organisme d'autoréglementation)

Nous soussignés, certifions que toutes les déclarations ci-dessus ne contiennent, à notre connaissance, aucune information fausse ou trompeuse. Nous nous engageons à aviser par écrit les organismes d'autoréglementation de tout changement important dans les délais prescrits par leurs statuts, règles et règlements.

Nous reconnaissons être au fait des statuts, règles et règlements des organismes d'autoréglementation mentionnés à la question 4. Nous acceptons de nous y conformer et nous nous engageons à nous tenir au fait de leurs modifications.

Nous reconnaissons la compétence de ces organismes et leur pouvoir de suspendre ou de retirer les droits conférés par l'inscription. Dans l'éventualité d'une suspension ou d'un retrait des droits conférés par l'inscription, le candidat s'engage à mettre fin immédiatement à ses relations avec la firme responsable, à ne pas accepter d'emploi ni à fournir de services de quelque nature que ce soit à un membre des organismes d'autoréglementation ou à une société avec qui il a des liens, conformément à leurs statuts, règles et règlements.

Nous reconnaissons, par les présentes, être liés conjointement.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Nous acceptons le transfert de cette demande à un organisme d'autoréglementation mentionné à la question 4, au cas où, dans l'avenir, le candidat présente une demande à l'un de ces organismes.

Fait à _____ le _____ jour de _____ 19 _____

signature du candidat

nom de la firme responsable

Par _____

DÉCLARATION SOUS SERMENT

Je soussigné, _____, dûment assermenté, déclare ce qui suit:
nom, prénom

1. Je suis _____, candidat à l'inscription;
nom, prénom

2. J'ai lu toutes les questions de ce formulaire et je suis conscient de la portée des réponses fournies, de même que de l'avertissement figurant à la page 14. J'atteste que les déclarations faites dans la présente demande ou, s'il y a lieu, dans les annexes, sont exactes.

En foi de quoi, j'ai signé _____

signature du candidat

Assermenté devant moi _____

commissaire à l'assermentation

en la ville de _____

Province de _____ le _____ jour de _____ 19 _____

Selon les lois sur les valeurs mobilières, déposer une demande contenant une déclaration qui, à la lumière des circonstances et au moment où elle est faite, contient une information fausse ou trompeuse, constitue une infraction.

La présente déclaration peut être remplacée par une déclaration solennelle.

ATTESTATION DE LA FIRME RESPONSABLE

Je soussigné, agissant au nom de _____ certifie que _____ qui requiert l'inscription dont la nature est précisée à la question 3, sera engagé pour remplir les fonctions indiquées si l'inscription ou l'agrément est obtenu.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Je certifie avoir discuté avec le candidat des questions de ce formulaire, et en particulier de la question 15, ou que le directeur de la succursale ou un autre dirigeant l'a fait, dans le cas où le candidat a déposé sa demande par l'intermédiaire d'une de nos succursales.

J'atteste que le candidat a bien compris toutes les questions et que, autant que je sache, ses réponses sont exactes.

Fait à _____ le ____ jour de _____ 19__

_____ pour _____
signature du dirigeant ou d'un associé de la firme *nom de la firme*

D. 660-83, Form 3; D. 977-88, a. 37; D. 627-2000, a. 13.

EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

FORMULAIRE 4

LE PRÉSENT FORMULAIRE DOIT ÊTRE REMPLI PAR UN DIRIGEANT OU UN PROMOTEUR D'UNE SOCIÉTÉ QUI FAIT UN APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE.

SECTION A

1. IDENTIFICATION

Nom		Prénom		Numéro d'assurance sociale			
Adresse de la résidence (y compris le code postal)				Indicatif régional: Téléphone:			
Date de naissance AN MOIS JOUR		Lieu de naissance (ville)		Province	Pays	Citoyenneté	Sexe
Taille	Poids	Couleur des yeux	Couleur des cheveux	Teint	Signés particuliers	Situation de famille	
Nombre d'années de résidence continue au Canada		Pour le candidat d'origine étrangère. date et lieu d'entrée au pays		Passeport			
				Pays	Lieu de délivrance	Date de délivrance	Numéro

2. ÉMETTEUR

Dénomination sociale		Indicatif régional: Téléphone:	
Adresse du siège social (n°, rue, ville, province, code postal)			

3. EXPÉRIENCE

Donner un exposé complet de votre activité, y compris les périodes de travail à votre compte ou de chômage, au cours des 10 années précédant la date de la présente demande.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Nom et adresse de l'employeur	Nom et fonction du supérieur immédiat	Nature de l'emploi et fonction du candidat	DU		AU	
			an	mois	an	mois
EMPLOYEUR ACTUEL						
EMPLOYEURS ANTÉRIEURS						

4. RÉSIDENCE. Donner les informations requises depuis les 10 dernières années

Adresse (n°, rue, ville, province, code postal)	DU		AU	
	an	mois	an	mois
ADRESSE ACTUELLE				
ADRESSES ANTÉRIEURES				

5. RÉFÉRENCES PROFESSIONNELLES

Donner au moins 3 noms pour références, à l'exclusion de parents et de personnes au service de la firme responsable. Parmi les noms fournis, on doit trouver un employé de la succursale d'une banque ou d'une société de fiducie où vous avez un compte (indiquer votre numéro de compte).

Nom	Employeur	Adresse (avec le code postal) et n° de téléphone du bureau (avec indicatif régional)	Fonction

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

Adresse de la succursale où vous avez votre compte:

N° de compte

Section B

RÉPONDRE PAR «OUI» OU PAR «NON» À CHACUNE DES QUESTIONS SUIVANTES. DANS LE CAS D'UNE RÉPONSE AFFIRMATIVE, DONNER LES DÉTAILS OU PRODUIRE LES PIÈCES JUSTIFICATIVES EN ANNEXE.

6. CHANGEMENT DE NOM

Tout changement de nom ainsi que la date du changement en raison d'un mariage, d'un divorce, d'une ordonnance du tribunal ou de toute autre procédure doivent être mentionnés ci-dessous.

Avez-vous déjà utilisé un nom autre que celui mentionné à la question 1 du présent formulaire ou avez-vous déjà exercé votre activité sous un autre nom?

7. INSCRIPTIONS ANTÉRIEURES

L'inscription mentionnée aux paragraphes 1° et 2° de la question 7 et 1°, 2° et 3° de la question 8 s'entend de toute procédure d'autorisation établie par une loi ou un règlement sur les valeurs mobilières ou les contrats à terme, édicté au Québec ou à l'extérieur du Québec.

1° Avez-vous déjà obtenu une inscription à quelque titre que ce soit? _____

Si OUI, indiquer le nom de l'organisme, la date d'inscription et préciser si l'inscription est toujours en vigueur.

Si NON, en avez-vous déjà fait la demande? _____

2° Êtes-vous actuellement actionnaire, associé ou dirigeant d'une firme ayant déjà obtenu une inscription à un titre quelconque, sauf à titre d'émetteur ou d'émetteur-placeur, dans le cas du simple actionnaire?

Si NON, l'avez-vous déjà été? _____

3° Avez-vous déjà obtenu une inscription en vertu d'une loi édictée au Québec ou à l'extérieur du Québec, exigeant l'obtention d'une inscription pour traiter avec le public pour toute autre raison que la négociation des valeurs mobilières ou des contrats à terme?

Si OUI, l'inscription est-elle toujours en vigueur?

Si NON, avez-vous déjà fait la demande?

8. REFUS D'INSCRIPTION, SUSPENSION OU RETRAIT DES DROITS CONFÉRÉS PAR L'INSCRIPTION OU MESURES DISCIPLINAIRES

1° Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus d'inscription, d'une suspension ou d'un retrait des droits conférés par une inscription?

2° Êtes-vous actuellement actionnaire, associé ou dirigeant d'une firme ayant fait l'objet d'un refus d'inscription, d'une suspension ou d'un retrait des droits conférés par l'inscription à un titre quelconque, sauf à titre d'émetteur, dans le cas du simple actionnaire?

Si NON, l'avez-vous déjà été?

3° Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus d'inscription, d'une suspension ou d'un retrait des droits conférés par l'inscription en vertu d'une loi édictée au Québec ou à l'extérieur du Québec, exigeant l'obtention d'une inscription pour traiter avec le public pour toute autre raison que la négociation des valeurs mobilières ou des contrats à terme?

4° Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus de dispense d'inscription?

5° Un organisme d'autoréglementation des valeurs mobilières ou des contrats à terme a-t-il déjà pris des mesures disciplinaires contre vous ou contre une société dont vous étiez un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote?

9. ORGANISMES D'AUTORÉGLÉMENTATION

Une société dont vous êtes ou avez déjà été un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote ou vous-même:

1° avez-vous déjà été membre d'une bourse de valeurs mobilières ou de contrats à terme, d'une association de courtiers ou de conseillers en valeurs, d'une autre association professionnelle similaire ou d'un autre organisme de même nature du Québec ou de l'extérieur du Québec?

2° avez-vous déjà fait l'objet d'un refus d'inscription ou d'un refus d'approbation comme membre ou à tout autre titre de la part d'un organisme ou d'une association mentionnée en 1°?

3° avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires de la part d'une association ou d'un organisme mentionné en 1°?

10. INFRACTIONS

Toute infraction à une loi fédérale, telle que la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et la Loi sur l'immigration (Canada), doit être mentionnée dans le présent formulaire. Une condamnation pour conduite avec des facultés affaiblies relève du Code criminel (Canada) et doit également être mentionnée.

Si vous avez déjà demandé et obtenu, par écrit, un pardon en vertu de la Loi sur le casier judiciaire (Canada), sans qu'il soit révoqué par la suite, vous n'êtes pas tenu de révéler l'infraction visée.

Si vous avez des doutes quant à votre situation vis-à-vis d'un organisme responsable de l'application d'une loi ou quant à la pertinence de la présente question, vous devriez demander l'assistance d'un dirigeant autorisé de la firme responsable ou celle d'un avocat.

- 1° Condamnations antérieures en matière de valeurs mobilières, de marchandises ou de contrats à terme

Avez-vous déjà été déclaré coupable, en vertu d'une loi édictée au Québec ou à l'extérieur du Québec, d'une infraction en matière de négociation de valeurs mobilières ou de contrats à terme, de vol de valeurs mobilières ou de toute autre infraction similaire?

- 2° Condamnations antérieures dans d'autres matières

Avez-vous déjà été déclaré coupable, au cours des 10 dernières années, en vertu d'une loi édictée à l'extérieur du Québec, d'une infraction criminelle autre que celles mentionnées en 1°?

- 3° Poursuites et accusations

Êtes-vous actuellement sous le coup d'une poursuite ou d'une accusation en vertu d'une loi régissant les sociétés?

- 4° Condamnations, poursuites et accusations à l'encontre d'une société

Une société dont vous êtes ou avez déjà été un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote, est-elle ou a-t-elle déjà été sous le coup d'une condamnation, d'une poursuite ou d'une accusation, au cours des 10 dernières années, en vertu d'une loi édictée au Québec ou à l'extérieur du Québec, relativement à une infraction criminelle mentionnée en 1° ou 2°?

11. PROCÈS CIVILS

- 1° Une société dont vous êtes ou avez déjà été un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote ou vous-même avez-vous déjà été condamné en raison d'une fraude ou d'un acte similaire ?

- 2° Une condamnation a-t-elle été prononcée ou y a-t-il une procédure en cours, en vertu d'une loi édictée au Québec ou à l'extérieur du Québec:

a) contre vous?

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

b) contre une société dont vous êtes ou avez déjà été un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote au moment où elle a été intentée?

12. FAILLITE

1° Au cours des 10 dernières années

a) avez-vous déjà été déclaré en faillite?

b) avez-vous déjà fait cession de vos biens?

c) avez-vous déjà fait un compromis ou un arrangement avec vos créanciers?

d) avez-vous cessé d'exercer votre activité en laissant des dettes?

e) avez-vous produit une déclaration prévue par les dispositions relatives au dépôt volontaire des traitements, salaires ou gages (Québec)?

f) un séquestre ou un syndic nommé par vos créanciers ou sur leur demande a-t-il déjà pris possession de vos biens?

Dans l'affirmative, avez-vous obtenu votre libération?

Annexer une copie de cette libération.

2° Une société dont vous êtes ou avez déjà été un dirigeant, un associé ou un actionnaire détenant plus de 5 % des titres comportant droit de vote.

a) a-t-elle, au cours des 10 dernières années, été déclarée en faillite?

b) a-t-elle, au cours des 10 dernières années, fait cession de ses biens?

c) Un séquestre ou un syndic nommé par ses créanciers ou sur leur demande a-t-il déjà pris possession de ses biens?

13. JUGEMENT ET SAISIE-ARRÊT

Un jugement ou une saisie-arrêt par suite d'une fraude ou pour toute autre raison, a-t-il déjà été prononcé contre vous, au cours des 10 dernières années, par un tribunal civil du Québec ou de l'extérieur du Québec?

DÉCLARATION SOUS SERMENT

Je soussigné, _____, dûment assermenté. déclare ce que
nom, prénom

les informations fournies dans le présent formulaire, ou, s'il y a lieu, dans les annexes, sont exactes.

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

En foi de quoi, j'ai signé

_____ signature du candidat

Assermenté devant moi

_____ commissaire à l'assermentation

en la ville de _____

Province de _____ le _____ jour de _____ 19 _____

Selon la Loi sur les valeurs mobilières, donner des informations fausses ou trompeuses dans un document fourni à la Commission constitue une infraction.

La présente déclaration peut être remplacée par une déclaration solennelle.

D. 977-88, a. 38; D. 1622-90, a. 46.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

D. 1622-90, 1990 G.O. 2, 4247

47. *La société d'investissement à capital variable ou le fonds commun de placement prévu à l'article 267.4 qui a payé des droits conformément à la réglementation en vigueur depuis le 21 juillet 1988 peut, dans les 6 mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent règlement, demander à la Commission un remboursement des droits représentant la différence entre les droits alors exigibles et ceux présentement exigés.*

La société en commandite prévue à l'article 267.4 qui a payé des droits, conformément à la réglementation en vigueur depuis le 21 juillet 1988, lors du placement des titres d'une société d'investissement à capital variable ou d'un fonds commun de placement peut, dans les 6 mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent règlement, demander à la Commission le remboursement de ces droits.

48. *Les exigences de capital liquide net prévues à l'article 207 n'entreront en vigueur, à l'égard du courtier de plein exercice, excepté le remisier, et du courtier exécutant qui sont déjà inscrits lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, que le 1^{er} juillet 1991, à moins que les règles de l'organisme d'autoréglementation dont ils font partie ne prévoient une entrée en vigueur de ces exigences antérieure à cette date.*

À compter de l'entrée en vigueur du présent règlement jusqu'au 1^{er} juillet 1991, sauf pour ceux qui sont soumis aux nouvelles exigences en raison de leur appartenance à un organisme d'autoréglementation, les exigences sont de 185 000 \$.

49. *L'obligation édictée à l'article 119 de présenter dans le rapport annuel l'information prévue à l'annexe VII et l'obligation édictée à l'article 159 de déposer la notice annuelle ne s'appliquent que pour les exercices se terminant à compter*

RÈGLEMENT EN VIGUEUR DU 29 DÉCEMBRE 2005 AU 26 OCTOBRE 2006

du 30 septembre 1990 pour les émetteurs dont le produit d'exploitation ou l'avoir des actionnaires est inférieur ou égal à 25 000 000 \$.

D. 660-83, 1983 G.O. 2, 1511
Erratum, 1985 G.O. 2, 1639

Modifications

D. 1758-84, 1984 G.O. 2, 4070
D. 1263-85, 1985 G.O. 2, 3747
D. 697-87, 1987 G.O. 2, 3005
L.Q. 1987, c. 95 (D. 717-88, 1988 G.O. 2, 2999)
D. 977-88, 1988 G.O. 2, 3460
D. 1622-90, 1990 G.O. 2, 4235
D. 680-92, 1992 G.O. 2, 3548
D. 980-92, 1992 G.O. 2, 4429
D. 1145-92, 1992 G.O. 2, 5539
D. 226-93, 1993 G.O. 2, 1305
D. 1346-93, 1993 G.O. 2, 6935
D. 30-96, 1996 G.O. 2, 686
D. 1548-96, 1996 G.O. 2, 7373
D. 566-97, 1997 G.O. 2, 2567
D. 627-2000, 2000 G.O. 2, 3323
D. 871-2001, 2001 G.O. 2, 5019
D. 1247-2001, 2001 G.O. 2, 7275
D. 52-2003, 2003 G.O. 2, 962
D. 630-2003, 2003 G.O. 2, 2773
A.M. 2003-01, 2003 G.O. 2, 2777
A.M. 2005-04, 2005 G.O. 2, 2363
A.M. 2005-17, 2005 G.O. 2, 4696
D. 748-2005, 2005 G.O. 2, 4630
A.M. 2005-22, 2005 G.O. 2, 4901
D. 1132-2004, 2004 G.O. 2, 5263
D. 1183-2005, 2005 G.O. 2, 6939